

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie:	1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste:	
	Togo, France et Colonies:	1. fr. 75
	Etranger: Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée: moitié prix; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

4 septembre	— Décret modifiant le décret du 7 juin 1943 portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale	663			
2 octobre	— Décret fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale	663			
2 octobre	— Décret portant règlement intérieur des travaux du Comité français de la Libération nationale	664			
2 octobre	— Ordonnance portant création du « Comité central d'aide aux prisonniers de guerre »	665			
2 octobre	— Décret instituant un Commissariat à la Défense nationale et concernant l'organisation du Commandement	666			
2 octobre	— Ordonnance portant annulation de l'acte dit « loi du 11 octobre 1940 » relatif au travail féminin, et réintégration de certains fonctionnaires et agents. (Arrêté de promulgation n° 638 Cab. du 26 novembre 1943)	667			
2 octobre	— Ordonnance portant institution d'un tribunal militaire d'armée à compétence spéciale. (Arrêté de promulgation n° 638 Cab. du 26 novembre 1943)	668			
2 octobre	— Ordonnance instituant une chambre provisoire de cassation en matière criminelle. (Arrêté de promulgation n° 638 Cab. du 26 novembre 1943)	668			
2 octobre	— Ordonnance permettant de suspendre temporairement de leurs fonctions certains fonctionnaires. (Arrêté de promulgation n° 638 Cab. du 26 novembre 1943)	669			
2 octobre	— Ordonnance relative à la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	670			
3 octobre	— Ordonnance relative aux facilités de crédit accordées aux sinistrés pour la réparation des immeubles et la reconstitution des exploitations agricoles, endommagés ou partiellement détruits par faits de guerre. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	671			
4 octobre	— Ordonnance relative aux facilités de crédit accordées aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées par faits de guerre. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	672			
5 octobre	— Ordonnance autorisant l'allocation de prêts pour la reconstitution des foyers familiaux et la reconstruction des mobiliers à usage professionnel. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	673			
5 octobre	— Décret relatif au recensement des dommages causés par les faits de guerre. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	674			
5 octobre	— Ordonnance relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères. (Arrêté de promulgation n° 673 Cab. du 4 décembre 1943)	676			
11 octobre	— Décret portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies. (Arrêté de promulgation n° 639 Cab. du 26 novembre 1943)	680			
11 octobre	— Décret modifiant pour la durée des hostilités le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation n° 639 Cab. du 26 novembre 1943)	680			
13 octobre	— Décret fixant la situation des fonctionnaires et agents civils appartenant aux cadres métropolitains repliés ou réfugiés dans les territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale. (Arrêté de promulgation n° 674 Cab. du 4 décembre 1943)	681			
15 octobre	— Ordonnance portant modification de l'ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une assemblée consultative provisoire. (Arrêté de promulgation n° 672 Cab. du 4 décembre 1943)	675			

15 octobre	— Arrêté (finances-colonies) déterminant les modalités d'application de l'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères. (Arrêté de promulgation n° 673 Cab. du 4 décembre 1943)	677
21 octobre	— Ordonnance relative à la défense des individus poursuivis pour atteinte à la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 675 Cab. du 4 décembre 1943)	683
22 octobre	— Décret portant à 3.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements à la charge des colonies, des communes et des établissements publics. (Arrêté de promulgation n° 675 Cab. du 4 décembre 1943)	683
22 octobre	— Décret relatif au port des insignes des forces françaises libres.	683
26 octobre	— Ordonnance annulant l'ordonnance du 19 février 1943 et abrogeant l'ordonnance du 11 août 1943, relatives à l'exercice de certains recours en grâce. (Arrêté de promulgation n° 675 Cab. du 4 décembre 1943)	683
3 novembre	— Décret créant l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo, en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie. (Arrêté de promulgation n° 640 Cab. du 26 novembre 1943)	684

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1940

28 février	— N° 482 F. — Arrêté général organisant l'école de navigation de Dakar et fixant les conditions de fonctionnement.	684
------------	--	-----

1943

8 octobre	— N° 3587 F. — Arrêté général réglementant la délivrance des facilités de circulation	688
16 octobre	— N° 3682 bis F. — Arrêté général modifiant la quotité du droit de sortie sur le cacao (rendu applicable au Togo par arrêté local n° 652 F. du 30 novembre 1943).	688
16 octobre	— N° 3683 ter SE. — Arrêté général portant abrogation de l'arrêté n° 4464 SE. du 17 décembre 1941 réglementant le mouvement des sacs vides à l'intérieur de l'A. O. F.	689
31 octobre	— N° 3797 SE. — Arrêté général réglementant la sortie des denrées alimentaires et de savon sous forme de colis postaux, paquets-poste et envois similaires, provision de route et de ménage, pacotille.	689
23 novembre	— N° 4006 F. — Arrêté général portant mise sous séquestre de biens de personnes ennemies (extrait).	693
2 décembre	— N° 4100 SE. — Arrêté général fixant le prix du tapioca de la récolte 1943-1944	693

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

26 octobre	— N° 567 F. — Arrêté fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du territoire du Togo	693
31 octobre	— N° 572 F. — Arrêté relatif aux indemnités de représentation pouvant être allouées au personnel européen en service au Togo	703
10 novembre	— N° 591 F. — Arrêté réglementant le mode d'attribution de l'indemnité de zone au personnel des cadres locaux européens et indigènes du Togo	704
23 novembre	— N° 632 AE. — Arrêté réglementant l'abattage des palmiers à huile en vue d'assurer l'aménagement des peuplements naturels du territoire	704
23 novembre	— N° 633 AGRO. — Arrêté déterminant les conditions dans lesquelles des primes peuvent être accordées aux propriétaires de palmeraies aménagées et aux planteurs de palmiers sélectionnés.	705
24 novembre	— N° 635 AE. — Arrêté portant fermeture d'une station agricole.	705
26 novembre	— N° 641 TP. — Arrêté fixant pour l'année 1944 le nombre des élèves à admettre à l'école professionnelle de Sokodé	706
26 novembre	— N° 642 TP. — Arrêté fixant le taux de l'allocation d'entretien des élèves de l'internat de l'école professionnelle de Sokodé	706
29 novembre	— N° 650 BM. — Arrêté fixant la répartition des effectifs des gardes cercles du Togo	706
30 novembre	— N° 651 AE. — Arrêté autorisant à nouveau la vente des spiritueux, apéritifs à base de vin et vins de liqueur	706
30 novembre	— N° 653 E. — Arrêté portant réorganisation de l'enseignement privé au Togo	707
30 novembre	— N° 659 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 667 du 31 décembre 1934 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget local ou des budgets annexes du Togo et mettant à la charge du territoire les frais funéraires des fonctionnaires décédés	708
30 novembre	— N° 660 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 361 du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et des agents détachés d'A. O. F.	709
2 décembre	— N° 664 AE. — Arrêté portant interdiction de vente de la farine.	709
2 décembre	— N° 665 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat 1943-1944 du ricin et fixant les prix d'achat de ce produit.	709
2 décembre	— N° 666 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages des cantons de Timbou Cinkassé et Nadjoundi dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	710
3 décembre	— N° 669 APA. — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 21 décembre 1935.	710

3 décembre	— No 670 BM. — Arrêté concernant la répartition des gradés de la garde indigène	706
4 décembre	— No 671 cps. — Arrêté fixant le prix de vente d'un lot d'huile à moteur	710
4 décembre	— No 676 F. — Arrêté autorisant la surcharge de timbres-poste du Togo	710
4 décembre	— No 677 AE. — Arrêté portant classement de la forêt d'Amakpavé (cercle d'Atakpamé)	711
4 décembre	— No 678 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat du tapioca	711
4 décembre	— No 679 APA. — Arrêté portant modification à l'arrêté no 474 APA. du 1er septembre 1942 sur le régime des communes-mixtes au Togo.	712
7 décembre	— No 731 F. — Décision fixant le taux des remises à allouer aux chefs indigènes sur le produit de l'impôt pour l'année 1943.	712
Additif à la décision no 604 TP. du 30 septembre 1943	fixant la liste des véhicules exempts de réquisition	712
Modificatif à l'arrêté no 453 F. du 23 août 1943 relatif	aux frais d'hospitalisation et traitements dans les formations sanitaires du territoire	712
Personnel		712
Divers		714

ARRETES MUNICIPAUX

Commune mixte de Lomé

1943

3 décembre	— No 7. — Arrêté municipal relatif à l'encombrement de la voie publique	716
3 décembre	— No 8. — Arrêté municipal relatif à l'encombrement des marchés de la ville de Lomé	716
3 décembre	— No 9. — Arrêté municipal relatif au stationnement des véhicules sur la voie publique	716
3 décembre	— No 10. — Arrêté municipal relatif au service public de l'enlèvement des vidanges	716
3 décembre	— No 11. — Arrêté municipal relatif à la taxe de légalisation des signatures ou d'affirmation de pièce quelconque.	716
3 décembre	— No 12. — Arrêté municipal relatif à la taxe d'expédition des actes administratifs et des actes de l'Etat civil.	716
3 décembre	— No 13. — Arrêté municipal relatif à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et autres sur le territoire communal	716

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (école coloniale)	716
Avis relatif à la situation et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères	716
Avis aux importateurs et aux exportateurs de marchandises en provenance ou à destination des pays étrangers	717
Domaines	718

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Comité français de la Libération nationale

DECRET du 4 septembre 1943 modifiant le décret du 7 juin 1943 portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943 modifié par le décret du 4 août 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article unique du décret en date du 7 juin 1943 portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale est modifié ainsi qu'il suit :

« Par application de l'article 1^{er} du décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale sont créés :

un commissariat à la justice,
un commissariat à l'éducation nationale et à la santé publique. »

Le reste sans changement.

Alger, le 4 septembre 1943,

GIRAUD.

DE GAULLE.

DECRET du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943 modifié par le décret du 4 août 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943 relatif à la formation et au fonctionnement du secrétariat du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité français de la Libération nationale est l'organisme gouvernemental. Il assure la direction générale de la guerre.

Il dispose de l'ensemble des forces terrestres, navales et aériennes.

Il fixe sa politique générale et arrête les directives de l'action dans tous les domaines.

ART. 2. — Les affaires qui entrent dans la compétence du Comité français de la Libération nationale sont réparties entre des commissaires.

Le Comité nomme ses membres par décret et fixe de la même manière leur nombre et leurs attributions.

ART. 3. — Les décisions du Comité français de la Libération nationale sont prises à la majorité des voix. Elles obligent tous ses membres et engagent sa responsabilité collective. Les commissaires sont responsables devant le Comité.

ART. 4. — Les présidents du Comité sont chargés respectivement :

Le général de Gaulle, de la direction de l'action gouvernementale,

Le général Giraud du commandement en chef et de la direction des opérations militaires.

A partir du jour où le général Giraud prend le commandement effectif des forces en opérations, il cesse d'exercer ses fonctions de président du Comité français de la Libération nationale.

ART. 5. — Le président chargé de la direction de l'action gouvernementale dirige les travaux du Comité, contrôle l'exécution de ses décisions et assure la coordination entre les commissaires. Il veille à la notification et s'il y a lieu, à la publication des décisions du Comité.

Tous les éléments nécessaires pour lui permettre de s'assurer de l'exécution de ces décisions lui sont fournis par les commissaires intéressés.

Le président dispose du secrétariat du Comité français de la Libération nationale, créé par décret du 3 juin 1943, et des organismes qui sont rattachés à ce secrétariat. L'organisation et le fonctionnement de ce secrétariat sont fixés par arrêté du président.

Un secrétaire général nommé par décret assiste aux séances du Comité, assure sous la direction du président le secrétariat des séances et la notification des décisions adoptées.

ART. 6. — Le Comité français de la Libération nationale se réunit au moins une fois par semaine. En outre il se réunit de plein droit si la majorité des membres le demande.

Le président du Comité chargé de la direction de l'action gouvernementale arrête l'ordre du jour des séances du Comité et dirige les débats de ce dernier. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ceux-ci sont dirigés par l'autre président ou, à défaut de l'un et de l'autre, par un commissaire élu pour la circonstance par les commissaires présents.

Tout commissaire a la faculté de demander au Comité de décider l'inscription à l'ordre du jour de toute question qui n'y serait pas portée.

ART. 7. — Lorsque les décisions du Comité français de la Libération nationale prennent la forme d'ordonnances ou de décrets, il est procédé comme il est dit aux articles ci-dessous.

ART. 8. — L'ordonnance est nécessaire pour toutes les matières qui, avant le 16 juin 1940, ont fait ou avaient fait l'objet d'une loi ou d'un acte ayant la valeur d'une loi. Elle est délibérée en séance du Comité. Elle est signée par les deux présidents et contresignée par le ou les commissaires intéressés.

ART. 9. — Les décisions prises en exécution d'une loi ou d'une ordonnance font l'objet d'un décret signé par les deux présidents et contresigné par le ou les commissaires intéressés.

Les décrets sont, soit des décrets délibérés en Comité français de la Libération nationale, soit des décrets simples.

Le président détermine avec les commissaires intéressés les décrets qui, intéressant la politique générale, doivent être délibérés en Comité.

Les décrets concernant les hauts fonctionnaires, officiers généraux ou chefs des missions à l'étranger sont également délibérés en Comité.

Un décret portant règlement intérieur du Comité français de la Libération nationale détermine les conditions dans lesquelles les projets d'ordonnance ainsi

que les projets de décret intéressant plusieurs commissariats sont préparés sur l'initiative des commissaires intéressés et discutés entre eux sous la direction du président avant d'être mis en délibération, ou, s'il s'agit de décrets simples, avant d'être signés et publiés.

ART. 10. — Le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale, est abrogé.

ART. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

DECRET du 2 octobre 1943 portant règlement intérieur des travaux du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

TITRE PREMIER

Préparation des ordonnances et décrets.

ARTICLE PREMIER. — Les projets d'ordonnances et de décrets du Comité français de la Libération nationale sont préparés dans les conditions fixées aux articles ci-après.

ART. 2. — Tout commissaire qui prend l'initiative d'un projet d'ordonnance en communique l'exposé

des motifs et le texte au président chargé de la direction de l'action gouvernementale, à ceux des autres commissaires dont le contreseing est demandé et au Comité juridique.

ART. 3. — Lorsque l'accord est réalisé sur le texte entre les différents commissaires intéressés et lorsque l'avis du Comité juridique a été obtenu, ce texte est envoyé au président qui, s'il est lui-même d'accord, le fait communiquer à tous les membres du Comité.

Le projet d'ordonnance est porté à l'ordre du jour de la première séance du Comité français de la Libération nationale qui suit l'expiration d'un délai de huit jours, calculé à compter de cette communication.

Si le président estime qu'il y a urgence, le projet est immédiatement inscrit à l'ordre du jour du Comité.

ART. 4. — Les projets de décrets qui doivent être délibérés en Comité français de la Libération nationale sont préparés dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART. 5. — Les projets de décrets simples qui ne doivent être signés que par un seul commissaire sont préparés et soumis par lui à la signature par l'intermédiaire du secrétariat du Comité français de la Libération nationale.

ART. 6. — Les projets de décrets qui intéressent plusieurs commissariats sont établis d'accord entre les commissaires intéressés et soumis ensuite à la signature, comme il est dit ci-dessus par le commissaire qui a pris l'initiative du texte.

ART. 7. — Le président chargé de la direction de l'action gouvernementale suit la préparation des projets d'ordonnances et de décrets. Il provoque les conférences et constitue les commissions nécessaires à la coordination des travaux entre plusieurs commissaires.

TITRE II.

Organisation des séances du Comité français de la Libération nationale

ART. 8. — L'ordre du jour des séances du Comité comprend en principe trois parties.

Dans une partie de la séance, les projets d'ordonnances et de décrets soumis au Comité et pour lesquels le président estime qu'il n'est pas nécessaire de provoquer un débat, sont immédiatement adoptés au cas où aucun membre du Comité ne demande en séance l'ouverture d'un débat.

Dans le cas contraire, ces projets sont discutés dans les conditions prévues à l'alinéa 5 ci-dessous.

Une autre partie est consacrée aux communications du président, à l'exposé du commandant en chef et à ceux des commissaires.

Une troisième partie est consacrée à la délibération des projets d'ordonnances et de décrets ou de décisions intéressant la politique générale du Comité.

ART. 9. — Le président fait notifier dans les 24 heures à tous les membres du Comité les décisions prises dans la séance.

Le résumé des décisions est adopté à la séance suivante.

ART. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 2 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Comité central d'aide aux prisonniers de guerre

ORDONNANCE du 2 octobre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret n° 824 du Comité national français du 12 mars 1943, instituant le « Comité central d'aide aux prisonniers de guerre »;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — En vue de coordonner et d'intensifier toutes les activités destinées à améliorer le sort des citoyens, sujets ou protégés français, prisonniers de guerre, il est créé auprès du commissariat à l'éducation nationale et à la santé publique, un Comité central d'aide aux prisonniers de guerre qui prend la suite des droits et obligations du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre créé par le décret du 12 mars 1943 du Comité national français.

ART. 2. — Le Comité central d'aide aux prisonniers de guerre est composé de personnalités nommées par arrêtés du commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique. Son bureau, composé d'un président,

d'un secrétaire général qui assure la direction générale des services, d'un trésorier et d'un secrétaire est désigné par décret rendu sur le rapport du commissaire à l'éducation nationale et la santé publique. Ce bureau constitue l'organe permanent du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre.

ART. 3. — Le Comité central d'aide aux prisonniers de guerre est chargé, en liaison avec les services des différents commissariats intéressés :

a) de l'étude des modalités de l'action de secours en faveur des prisonniers de guerre;

b) des négociations avec les organismes internationaux ou étrangers compétents ou intéressés à cette action;

c) de la direction ou du contrôle de tous services ou organes d'exécution directe existants ou qui pourraient être créés à cet effet.

ART. 4. — Le Comité central d'aide aux prisonniers de guerre coordonne l'action en faveur des prisonniers de guerre entreprise ou à entreprendre par les différents territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale. Il est chargé de contrôler la distribution et l'emploi des subventions accordées sur le budget du Comité français de la Libération nationale en faveur des prisonniers à secourir, en tenant compte de l'effectif de ceux-ci dans les différents territoires.

ART. 5. — Il est ouvert dans les écritures de la trésorerie générale d'Algérie (fonds particuliers) un compte courant sous l'intitulé « Fonds du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre ».

Ce compte comportera en recette :

1^o — l'actif du compte du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre existant à Londres;

2^a — le produit des dons effectués tant par des personnes privées que par des organismes publics en faveur du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre;

3^a — le montant des subventions accordées au Comité central par le budget du Comité français de la Libération nationale ou les budgets des différents territoires placés sous son autorité.

Les dépenses portées à ce compte consisteront exclusivement en aide et secours aux prisonniers de guerre sous toutes leurs formes. Elles seront effectuées au vu de chèques signés par le président ou le secrétaire général du Comité, conjointement avec le trésorier du Comité.

ART. 6. — Des indemnités représentatives de frais peuvent être accordées aux membres du Comité central d'aide aux prisonniers de guerre ainsi que des frais de déplacement pour ceux de ses membres résidant en dehors d'Alger.

ART. 7. — Les frais de fonctionnement du Comité et les frais administratifs entraînés par l'action du Comité seront supportés par le budget du commissariat à l'éducation nationale et à la santé publique.

ART. 8. — Le décret n° 824 du Comité national français du 12 mars 1943 est abrogé.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

Commissariat à la défense nationale

DECRET du 2 octobre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 4 août 1943 sur l'organisation du Haut Commandement;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un commissariat à la défense nationale.

ART. 2. — Le commissaire à la défense nationale est chargé de l'administration et de l'entretien des forces de terre, de mer et de l'air; il a sous son autorité directe celles de ces forces qui ne sont pas placées par le Comité français de la Libération nationale à la disposition du commandant en chef. Il pourvoit à leur organisation et à leur mise sur pied, conformément au plan d'ensemble établi par le Comité de défense nationale dont il est parlé à l'article 5 ci-après.

ART. 3. — Le commandant en chef est nommé par décret délibéré en Comité français de la Libération nationale. Il exerce le commandement direct des forces qui sont mises à sa disposition pour les opérations par le Comité et assure avec le commandement militaire allié les liaisons nécessaires à ce sujet.

Il participe avec le commandement interallié à l'établissement des plans d'opérations et des programmes d'armement des forces. Il oriente et contrôle la formation et l'instruction des unités en vue de leur emploi tel qu'il est à prévoir ou prévu par les plans d'opérations.

A l'égard des forces qui ne sont pas sous son commandement direct il exerce les attributions d'inspecteur général.

ART. 4. — Les attributions respectives du commissaire à la défense nationale et du commandant en chef, ainsi que les rapports du commandant en chef avec le Gouvernement demeurent régis par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre.

ART. 5. — Le Comité de défense nationale comprend :

Le président du Comité français de la Libération nationale chargé de la direction de l'action gouvernementale;

Le général commandant en chef;

Le commissaire à la défense nationale.

Il peut inviter à assister à une séance déterminée toute autre personnalité dont la participation est jugée par lui nécessaire à ses travaux.

ART. 6. — Dans le cadre des directives du Comité français de la Libération nationale, le Comité de défense nationale arrête les plans d'ensemble concernant l'organisation, la répartition et l'emploi des forces françaises.

ART. 7. — Le décret du 4 août 1943, portant organisation du haut commandement, est abrogé.

ART. 8. — Le commissaire à la coordination aux affaires musulmanes, le commissaire à la justice, le commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux finances, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, le commissaire à la production et au commerce, le commissaire aux communications et à la marine marchande, le commissaire aux colonies, le commissaire au travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAVER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Promulgations

N° 638 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

26 novembre 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit : « Loi du 11 octobre 1940 »,

relatif au travail féminin, et réintégration de certains fonctionnaires et agents ;

2° — l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée à compétence spéciale ;

3° — l'ordonnance du 2 octobre 1943 instituant une chambre provisoire de cassation en matière criminelle ;

4° — l'ordonnance du 2 octobre 1943 permettant de suspendre temporairement de leurs fonctions certains fonctionnaires.

ORDONNANCE du 2 octobre 1943 portant annulation de l'acte dit « Loi du 11 octobre 1940 », relatif au travail féminin, et réintégration de certains fonctionnaires et agents.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale et du commissaire aux finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme nuls l'acte dit « Loi du 11 octobre 1940 », relatif au travail féminin, ainsi que les textes complémentaires et d'application. Toutes les interdictions d'embauchage et de recrutement prononcées par les textes susvisés sont levées dès la promulgation de la présente ordonnance.

ART. 2. — Les agents du sexe féminin des collectivités ou entreprises visés à l'article 2 de l'acte dit « Loi du 11 octobre 1940 », qui se sont démis de leurs fonctions postérieurement à la publication de cet acte en vue de contracter mariage avant d'avoir révolu leur vingt-huitième année, peuvent, sur leur demande, être réintégrés ou réembauchés dans l'emploi qu'ils occupaient à la date à laquelle leur démission a pris effet.

La période pendant laquelle les intéressés se sont trouvés éloignés de l'administration ne sera pas décomptée comme temps de service actif, notamment en ce qui concerne les propositions d'avancement de classe et de grade, les distinctions honorifiques et le droit à la retraite.

Le pécule qui leur a été accordé en compensation de leur démission leur reste définitivement acquis et les services antérieurement accomplis seront comptés pour la retraite.

ART. 3. — Les administrations, services ou entreprises visés à l'article 2 de l'acte dit « Loi du 11 octobre 1940 » qui ont, soit mis en position de congé sans solde, par application de l'article 7 de cet acte, soit admis d'office à la retraite, par application de l'article 8 du même acte, des agents du sexe féminin qu'ils employaient, devront après l'accord des intéressés, réintégrer ou réembaucher ceux-ci dans l'emploi qu'ils occupaient lors de leur mise en congé ou à la retraite.

En ce cas, les intéressés conserveront à titre définitif, et sans obligation d'en rembourser le montant, les sommes qui leur auront été versées pendant leur période d'éloignement du service, soit au titre de pension d'ancienneté, soit au titre de pension proportionnelle, soit au titre de pécule.

Les agents réintégrés ou réembauchés dans ces conditions verront leur pension de retraite ou proportionnelle cesser de porter effet à compter de la date de réintégration ou de réembauchage.

La période pendant laquelle les intéressés se sont trouvés éloignés de l'administration ne sera pas décomptée comme temps de service actif, notamment en ce qui concerne les propositions d'avancement de classe ou de grade et les distinctions honorifiques, mais les services antérieurs seront décomptés pour le calcul ultérieur de la retraite, y compris la période écoulée hors du service.

ART. 4. — Toutefois, dans le cas où les agents du sexe féminin visés ci-dessus auront, par application de l'acte dit « loi du 11 octobre 1940 », été mis en position de congé sans solde ou à la retraite pour des motifs étrangers à l'application de cet acte, notamment en raison de leur attitude d'hostilité envers le Gouvernement de fait de Vichy, ou de leur appartenance à des sociétés secrètes ou de leur qualité de juifs, les administrations, après examen du dossier, appliqueront aux intéressés le bénéfice des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par celle du 5 août 1943, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires, agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

ART. 5. — La non-réintégration, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance dans le territoire où résident les intéressés visés à l'article 3 ci-dessus, ou le refus d'application des dispositions de l'article 4, manifesté dans ce même délai de trois mois, ouvre le droit à un recours devant la juridiction administrative. Le recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans un délai de trois mois à partir, soit de l'expiration du délai précédent, soit du refus écrit de l'autorité administrative de procéder à la réintégration, par application des articles 3 et 4 ci-dessus, selon le cas.

Toutefois, ces deux délais sont fixés à six mois lorsque les intéressés résident dans les territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

ORDONNANCE du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE
Sur le rapport du commissaire à la défense nationale et du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 4 août 1943 sur l'organisation du Haut Commandement;

Vu le code de justice militaire de l'armée de terre et de l'air et le code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu les lois du 9 août 1849 et 3 avril 1878 sur l'état de siège et les textes qui les ont complétées ou modifiées;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé pour l'ensemble des territoires relevant du Comité français de la Libération nationale, un tribunal militaire d'armée de compétence particulière.

ART. 2. — La compétence de ce tribunal s'étend à toutes les infractions commises depuis le 3 septembre 1939 contre les personnes détenues dans les camps ou centres de séjour surveillé, ou contre les biens appartenant à ces mêmes personnes.

ART. 3. — Le commissaire à la défense nationale désigne les membres du tribunal militaire d'armée précité, ainsi que le commissaire du Gouvernement et ses substituts, les juges d'instruction et leurs substituts.

ART. 4. — Les ordres d'informer seront délivrés par le commissaire à la défense nationale.

ART. 5. — Le tribunal militaire d'armée aura provisoirement son siège à Alger. Il pourra être transféré dans toute autre ville par décision du commissaire à la défense nationale.

ART. 6. — Le décret du 23 juillet 1943, portant institution d'un tribunal militaire d'armée, modifié par le décret du 24 août 1943, est rapporté.

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,
LEGENTILHOMME.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 2 octobre 1943 instituant une chambre provisoire de cassation en matière criminelle.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 avril 1941 et les décrets du 31 décembre 1941 et du 29 juillet 1942 du Comité national français, supprimant l'effet suspensif du pourvoi en cassation en matière pénale dans les établissements français de l'Inde, dans les possessions françaises du Pacifique et aux Nouvelles Hébrides et dans l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 18 décembre 1942 instituant une chambre de cassation d'Afrique française est et demeure nulle.

Toutefois, dans l'intérêt de l'ordre public et dans l'intérêt des parties, les procédures suivies devant cette chambre et les arrêts qu'elle a rendus sont validés.

Les dossiers des procédures en cours et les pourvois inscrits seront transférés à la juridiction créée par la présente ordonnance.

ART. 2. — A titre temporaire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, il est institué pour l'ensemble des territoires sur lesquels le Comité français de la Libération nationale exerce la souveraineté, une chambre provisoire de cassation, à laquelle sont dévolus les pouvoirs attribués à la chambre criminelle de la cour de cassation par les lois et règlements en vigueur.

ART. 3. — La chambre provisoire de cassation siège à Alger; elle peut être transférée en tout autre lieu par décret du Comité français de la Libération nationale.

Elle est composée :

au siège : de neuf magistrats ayant rang, l'un de premier président de cour d'appel, les huit autres de présidents de chambre de cour d'appel;

au parquet : de trois magistrats ayant rang, l'un de procureur général de cour d'appel, les deux autres de procureurs de la République de 1^{re} classe.

Le quorum minimum est de 7 magistrats y compris le président.

Les fonctions de président sont assurées par le premier président et, en cas d'empêchement, par le plus ancien des présidents de chambre.

Les fonctions de ministère public sont assurées par le procureur général ou par un des procureurs de la République de 1^{re} classe.

ART. 4. — Il est institué près la chambre provisoire de cassation un greffe composé d'un greffier en chef et d'un commis greffier.

Un secrétaire assure au parquet de la chambre provisoire l'enregistrement et la transmission des dossiers.

ART. 5. — Tous les magistrats, le greffier, le commis greffier et le secrétaire seront nommés par décret rendu sur la proposition du commissaire à la justice.

ART. 6. — En cas de cassation d'un arrêt de cour d'appel, le fond du procès sera renvoyé devant la même cour autrement composée.

ART. 7. — Le délai pour déposer le mémoire prévu à l'article 422 du code d'instruction criminelle est porté de dix jours à un mois.

ART. 8. — Les avocats et défenseurs inscrits auprès des cours d'appel des territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale sont admis à déposer des mémoires et à présenter des observations à l'audience.

ART. 9. — L'ordonnance du 2 avril 1941 et les décrets du 31 décembre 1941 et du 29 juillet 1942 susvisés sont abrogés.

Les recours en cassation et les dossiers à l'appui qui, du fait de la rupture des communications avec la Métropole n'ont pu être transmis à la cour de cassation, seront transférés sans délai au parquet de la chambre provisoire de cassation.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

commissaire aux colonies, p. i.,

François de MENTHON.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

ORDONNANCE du 2 octobre 1943 permettant de suspendre temporairement de leurs fonctions certains fonctionnaires.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les commissaires intéressés pourront, après avoir saisi la commission d'épuration du dossier d'un fonctionnaire, suspendre, par arrêté, celui-ci de ses fonctions jusqu'au dépôt par la commission d'épuration devant le Comité français de la Libération nationale du rapport concernant le fonctionnaire intéressé, et cela nonobstant toute disposition particulière du statut des magistrats ou d'autres corps administratifs.

ART. 2. — Sont regardés comme fonctionnaires au sens de l'article précédent, ceux qui sont définis comme tels par l'article 4 de l'ordonnance susvisée du 18 août 1943.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

GIRAUD

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,

LEGENTILHOMME.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,

André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*

René MAYER.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire à l'éducation nationale

et à la santé publique,

J. ABADIE.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,

H. BONNET.

N° 672 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^{re} — l'ordonnance du 2 octobre 1943 relative à la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'empire;

2^e — l'ordonnance du 3 octobre 1943 relative aux facilités de crédit accordées aux sinistrés pour la réparation des immeubles et la reconstitution des exploitations agricoles, endommagés ou partiellement détruits par faits de guerre;

3^e — l'ordonnance du 4 octobre 1943 relative aux facilités de crédit accordées aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées par faits de guerre;

4^e — l'ordonnance du 5 octobre 1943 autorisant l'allocation de prêts pour la reconstitution des foyers familiaux et la reconstruction des mobiliers à usage professionnel;

5^e — le décret du 5 octobre 1943 relatif au recensement des dommages causés par les faits de guerre;

6^e — l'ordonnance du 15 octobre 1943 portant modification de l'ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une assemblée consultative provisoire.

ORDONNANCE du 2 octobre 1943 relative à la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 10 mars 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les dommages certains, matériels et directs, causés par des faits de guerre, ouvrent droit à une réparation. Les modalités d'attribution et le montant de celles-ci seront fixés à la fin des hostilités.

ART. 2. — En vue de conserver les droits nés des dommages visés à l'article 1^{er} ci-dessus, il sera procédé à la constatation de ces derniers dans des conditions fixées par décret.

ART. 3. — Le droit à une réparation est réservé :

- a) aux collectivités publiques, départements, communes, établissements publics ou d'utilité publique;
- b) aux personnes physiques ou morales de nationalité française.

Sont également admis au même bénéfice :

- 1^o — les protégés et administrés français;
- 2^a — les étrangers servant ou ayant servi ou dont les descendants ou le conjoint sert ou a servi, au cours des hostilités, dans les formations militaires françaises ou alliées;
- 3^o — les ressortissants des pays étrangers dans lesquels les personnes physiques ou morales, de nationalité française, sont admises au bénéfice de la législation relative aux dommages de guerre.

ART. 4. — Les dispositions de la présente ordonnance ne s'appliquent ni aux dommages causés aux bateaux armés pour la navigation maritime et à leur cargaison, ni aux dommages causés aux biens qui,

au moment du sinistre, étaient susceptibles de faire l'objet d'une police d'assurance contre les risques de guerre (marchandises en stock, transports terrestres, etc...).

En aucun cas, les compagnies d'assurances ne pourront exercer de recours contre l'Etat.

ART. 5. — Sont interdits, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité administrative compétente :

1^a — la constitution et le fonctionnement d'associations ayant pour objet de grouper les sinistrés de plus d'une commune;

2^a — la réunion de telles associations communales en groupements ou fédérations à caractère régional ou national.

Les associations, groupements ou fédérations constitués antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance et ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus devront être dissous dans le délai maximum d'un mois à dater de ladite promulgation.

Devront être agréés par l'autorité administrative les membres constituant le bureau de l'association, ainsi que toute personne participant à la direction de l'association.

Les fondateurs, les dirigeants, les membres et, plus généralement, toutes personnes contrevenant aux prescriptions du présent article, seront punies des peines prévues à l'article 7 ci-après.

Les mêmes peines s'appliqueront dans le cas d'association de fait non déclarée.

ART. 6. — Est nulle toute convention entre sinistrés et toute personne, ayant pour objet de procurer à cette dernière une rétribution consistant dans une participation au montant de l'indemnité allouée pour les dommages de la guerre.

Est interdite toute convention n'ayant pas acquis date certaine avant le 8 novembre 1942, et concernant la gestion ou la représentation des intérêts des sinistrés.

ART. 7. — Toute personne qui, dans ses déclarations aura de mauvaise foi imputé inexactement un dommage à un acte de guerre ou qui aura fourni sciemment des renseignements inexacts tendant à augmenter le montant de l'indemnité due, sera punie d'une peine de 6 jours à 5 ans de prison, et d'une amende de 100 à 300.000 francs ou de l'une de ces deux peines. Elle sera déchue de tout droit à une indemnité et devra, le cas échéant, rembourser le montant des sommes qu'elle aurait pu percevoir.

Les personnes complices sont passibles des mêmes peines.

ART. 8. — Les actes, pièces, écrits, effets de commerce qui concernent exclusivement l'application de la présente ordonnance et de tous les textes subséquents qui pourront être pris pour son exécution, sont, à condition de s'y référer expressément, dispensés du timbre et exonérés de tout droit d'enregistrement et d'hypothèques. Les honoraires des notaires et des conservateurs des hypothèques sont réduits de moitié.

Toutes les expéditions d'actes d'état civil ainsi que toutes les pièces soumises à la légalisation destinés à constituer les dossiers que les sinistrés seront tenus de déposer en vue d'obtenir la réparation des dommages qu'ils ont subis, sont délivrées sans frais par les administrations locales et les greffes des tribunaux.

ART. 9. — Les dépenses résultant de la réparation des dommages visés à l'article 1^{er} seront répartis entre chaque territoire relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale et le Comité dans des proportions qui seront fixées ultérieurement.

ART. 10. — Un Comité supérieur des dommages de guerre est créé auprès du commissariat aux finances. Sa composition sera fixée par décret.

ART. 11. — L'ordonnance du 10 mars 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre et toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 12. — La présente ordonnance n'est applicable qu'en Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du commissaire aux colonies. Le commissaire aux affaires étrangères prendra les mesures nécessaires à l'effet de la rendre applicable dans les territoires placés sous protectorat français et dans les Etats du Levant.

ART. 13. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAVER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 3 octobre 1943 relative aux facilités de crédit accordées aux sinistrés pour la réparation des immeubles et la reconstitution des exploitations agricoles, endommagés ou partiellement détruits par faits de guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Des facilités d'emprunt auprès des organismes avec lesquels il sera passé, avec l'autorisation du commissaire aux finances, des conventions par le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs et gouverneurs généraux des colonies, peuvent être accordées aux propriétaires :

1^o — d'immeubles d'habitation endommagés ou partiellement détruits par suite d'actes de guerre, en vue de l'exécution de travaux présentant un caractère d'urgence du point de vue de la sécurité de l'immeuble, de sa conservation ou de son utilisation immédiate;

2^o — d'exploitations agricoles partiellement détruites et dont la reconstitution est jugée absolument nécessaire à la vie économique du pays.

L'acte de prêt ou d'ouverture de crédit mentionnera que l'opération est réalisée en vertu de la présente ordonnance et des dites conventions.

Les conventions passées en application des dispositions qui précèdent sont exonérées du droit de timbre et dispensées de l'enregistrement.

ART. 2. — La créance en principal, intérêts et accessoires du prêteur est garantie par un privilège spécial sur les immeubles, conservé par une inscription prise au bureau des hypothèques en vertu du contrat de prêt.

Ce privilège spécial s'étend à l'ensemble du fonds immobilier dont font partie les bâtiments sinistrés, y compris les terres lorsqu'il s'agit d'une propriété rurale. Toutefois, l'assiette de ce privilège peut être limitée conventionnellement par le contrat de prêt.

Le privilège n'affecte pas les autres biens du propriétaire. Il s'exerce, par préférence, à tous autres privilèges ou hypothèques, inscrits ou non inscrits, à la seule exception du privilège des frais de justice et sans que soit opposable au prêteur aucune constitution d'antichrèse, saisie transcrite, cession ou délégation de loyers ou de fermages.

L'exercice du privilège ne peut, de même, être entravé par aucune action en nullité, révocation, révision, répétition, résolution ou folle enchère pouvant affecter le droit de propriété de l'emprunteur.

Pour obtenir sa collocation dans un ordre, au titre du privilège, le créancier doit produire un certificat administratif constatant que les travaux de réparation ont été entrepris.

La créance est, en outre, garantie par une délégation du droit de l'intéressé à une réparation au titre des dommages de guerre, prévu par l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

ART. 3. — Lorsque le propriétaire est en état d'incapacité, l'emprunt peut, valablement, être contracté en son nom, par son représentant légal, agissant seul, sans intervention des pouvoirs de haute tutelle, à condition que le montant de l'emprunt ne dépasse pas 100.000 francs.

Lorsque le propriétaire est un mineur émancipé, l'emprunt peut, valablement, être contracté par le mineur assisté de son curateur sans qu'il y ait lieu à aucune autre formalité d'autorisation ou d'homologation, à condition que le montant de l'emprunt ne dépasse pas 100.000 francs.

En cas de faillite du propriétaire, le syndic peut, valablement, contracter seul un emprunt jusqu'à concurrence de 100.000 francs.

En cas de liquidation judiciaire, l'emprunt peut être contracté dans la même limite par le débiteur avec l'assistance du liquidateur judiciaire.

En cas d'absence, non présence ou empêchement de l'un des époux, et quel que soit le régime matrimonial :

1^o — la femme mariée peut emprunter aux fins prévues par le présent décret pour ses immeubles sans aucune autorisation;

2^e — elle peut, avec l'autorisation du président du tribunal civil donnée sur requête, emprunter en vue de la réparation des immeubles de la communauté ou des immeubles de son époux. Le mari peut, aux mêmes conditions, emprunter en vue de la réparation des immeubles propres de la femme.

L'acte d'emprunt mentionne obligatoirement l'autorisation donnée par le président du tribunal.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables si la séparation de corps a été prononcée ou si le divorce a été demandé par l'un des époux.

ART. 4. — Les actes relatifs aux opérations ci-dessus et ceux qui en sont la conséquence sont dispensés de timbre et enregistrés gratis. Il en est de même pour tous effets de commerce qui peuvent être créés en représentation des prêts, ainsi que pour les actes d'aval auxquels ces effets peuvent donner lieu. Aucune taxe hypothécaire n'est perçue lors de l'inscription du privilège ou de sa radiation.

Les intérêts des prêts consentis en exécution des dispositions du présent décret sont exempts de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Les honoraires des notaires et les salaires des conservateurs des hypothèques sont réduits de moitié.

ART. 5. — Il ne peut être pris au titre du présent décret qu'une seule inscription de privilège par immeuble sinistré.

Les inscriptions de privilège prise pour la sûreté des prêts consentis en exécution du présent décret sont dispensées du renouvellement décennal prescrit par l'article 2154 du code civil, quelles que soient la forme et la durée de ces prêts.

ART. 6. — Aucun créancier ne peut s'opposer à l'emploi, aux fins prévues par la présente ordonnance, du montant des prêts réalisés.

ART. 7. — L'autorisation donnée par le commissaire aux finances à la signature des conventions visées à l'article 1^{er} de la présente ordonnance emporte la garantie du trésor central au profit du trésor local des territoires intéressés. La même garantie est accordée dans les mêmes conditions aux conventions analogues qui seraient passées par les pays de protectorat ou territoires sous mandat.

Le trésor local, et en raison de cette garantie le trésor central, sont subrogés aux droits, actions et privilèges du prêteur prévus à l'article 3 ci-dessus, pour le recouvrement des prêts expirés et non remboursés par les débiteurs ou non consolidés.

ART. 8. — La réparation rapide des immeubles d'habitation endommagés par les faits de guerre, lorsque cette réparation présente un caractère de nécessité ou d'urgence, peut être rendue obligatoire.

Cette réparation est effectuée pour le compte du propriétaire lorsque celui-ci n'est pas présent en personne ou par fondé de pouvoirs, ou lorsqu'il est négligeant.

Dans ce cas, les locataires ou l'un d'eux, ainsi que les créanciers hypothécaires ou privilégiés ou antichrésistes ou l'un d'eux et, dans le cas de réparation d'office, l'administration peuvent demander par voie de requête au président du Tribunal civil la nomination d'un représentant provisoire du propriétaire qui aura qualité pour effectuer pour le compte du propriétaire, dans la limite des dommages, les réparations nécessaires à la conservation de l'immeuble et à son utilisation immédiate.

Les personnes habilitées à effectuer les travaux pour le compte des propriétaires bénéficient des facilités d'emprunt consenties par la présente ordonnance.

Le montant des loyers est, alors, sur simple réquisition du Tribunal civil qui a nommé le représentant provisoire du propriétaire, versé à l'établissement prêteur en amortissement de la dette.

Le propriétaire qui refuserait de faire procéder aux travaux de réparation d'urgence ou jugés indispensables supportera, au moment de la liquidation de l'indemnité de dommages de guerre, toutes les conséquences de son refus.

ART. 9. — Le propriétaire d'immeuble à usage d'habitation qui répare son immeuble au bénéfice des dispositions de la présente ordonnance est tenu de reprendre, par priorité, les anciens locataires qui lui en feront la demande avant la fin des travaux.

ART. 10. — Le remboursement des prêts réalisés sera immédiatement ordonné et leur recouvrement poursuivi, s'il est établi que les bénéficiaires utilisent ou ont utilisé les fonds mis à leur disposition à d'autres fins que celles prévues par l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 11. — Des arrêtés pris par le gouverneur général de l'Algérie ou par les gouverneurs ou gouverneurs généraux des colonies détermineront les conditions d'application de la présente ordonnance dans les territoires relevant de leur autorité.

ART. 12. — La présente ordonnance n'est applicable qu'en Algérie et aux colonies. Le commissaire aux affaires étrangères prendra les mesures nécessaires à l'effet de la rendre applicable dans les territoires placés sous protectorat français et dans les Etats du Levant.

ART. 13. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 3 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :
Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,

Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

Le commissaire aux communications et à la marine marchande,

René MAYER.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 4 octobre 1943 relative aux facilités de crédit accordées aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées par faits de guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE
Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs et gouverneurs généraux des

colonies sont autorisés à donner la garantie du trésor local aux avances bancaires qui seront consenties aux entreprises industrielles et commerciales ayant subi des dommages par faits de guerre.

Cette garantie, qui ne pourra être donnée aux avances que dans la limite maximum de 50% des dommages évalués selon la réglementation des dommages de guerre sera exclusivement réservée au bénéfice des entreprises industrielles et commerciales lorsque l'activité de celles-ci est reconnue essentielle pour l'économie du territoire intéressé et en vue de leur permettre la reconstitution des stocks, le renouvellement du matériel et la réparation des immeubles.

ART. 2. — Les avances consenties dans les conditions fixées à l'article 1^{er} bénéficient également de la garantie du trésor central, ainsi que les avances qui seraient consenties dans les mêmes conditions dans les pays de protectorat ou territoires sous mandat.

ART. 3. — La garantie est accordée sous forme de « lettre de crédit démarrage » délivrée aux demandeurs en exemplaire unique par le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs et gouverneurs généraux des colonies, après visa du commissaire aux finances ou de son représentant. Un Comité de trois membres, comprenant obligatoirement le directeur des finances, doit formuler son avis sur la délivrance des « lettres de crédit démarrage ».

Celles-ci fixent le montant, la durée et les modalités d'amortissement des avances garanties. Aucune commission ne sera perçue lors de la délivrance des « lettres de crédit démarrage », soit au profit du Comité français de la Libération nationale, soit au profit des trésors locaux.

ART. 4. — Les sûretés particulières exigées des entreprises bénéficiaires en garantie du remboursement des avances sont déterminées pour chaque cas d'espèce par les gouvernements locaux intéressés, sur la proposition du Comité visé à l'article 3 ci-dessus.

ART. 5. — Le remboursement des avances bancaires sera immédiatement ordonné et leur recouvrement poursuivi, s'il est établi que les entreprises bénéficiaires utilisent les fonds mis ainsi à leur disposition, à d'autres fins que celles prévues par l'article 1^{er} sus-visé.

ART. 6. — Les actes, pièces, écrits et tous effets relatifs aux opérations ci-dessus et ceux qui en seront la conséquence, bénéficient des immunités et exonérations fiscales prévues à l'article 8 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

Les intérêts des prêts consentis en exécution des dispositions du présent décret sont exempts de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Les honoraires des notaires et les salaires des conservateurs des hypothèques sont réduits de moitié.

ART. 7. — Aucun créancier ne pourra s'opposer à l'emploi aux fins prévues par la présente ordonnance du montant des prêts réalisés.

ART. 8. — Des arrêtés pris par le gouverneur général de l'Algérie ou par les gouverneurs ou gouverneurs généraux des colonies détermineront les conditions d'application de la présente ordonnance dans les territoires relevant de leur autorité.

ART. 9. — La présente ordonnance n'est applicable qu'en Algérie et aux colonies. Le commissaire aux affaires étrangères prendra les mesures nécessaires

à l'effet de la rendre applicable dans les territoires placés sous protectorat français et dans les Etats du Levant.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 4 octobre 1943.

DE GAULLE,

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MÖNNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 5 octobre 1943 autorisant l'allocation de prêts pour la reconstitution des foyers familiaux et la reconstruction des mobiliers à usage professionnel.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs et gouverneurs généraux des colonies sont autorisés à accorder sur les fonds libres des trésors locaux ou de toute autre manière, des prêts destinés :

1^o — à la reconstitution des mobiliers, des meubles meublants et objets ménagers nécessaires à la réinstallation du foyer familial détruit par suite d'actes de guerre;

2^o — à la reconstitution des mobiliers et outillages professionnels détruits par actes de guerre et appartenant aux personnes titulaires d'une charge ou d'un office, et qui n'ont pas qualité de commerçant et, en général, à toutes les personnes ayant une occupation lucrative mais qui ne peuvent se prévaloir des dispositions des ordonnances des 3 et 4 octobre 1943 relatives aux facilités de crédit accordées pour la reconstitution des entreprises agricoles, industrielles et commerciales, sinistrées.

Aucun prêt ne pourra être consenti lorsque les dommages subis ne représentent pas plus de 20% de la valeur de l'ensemble du mobilier ou de l'outillage professionnel appartenant au sinistré.

ART. 2. — Les prêts accordés par application de l'article ci-dessus ne porteront pas d'intérêts. Ils seront garantis par une délégation du droit de l'intéressé à une réparation au titre des dommages de guerre, prévus par l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

ART. 3. — Le montant maximum des prêts pouvant être consenti est fixé à :

1^{re} — 15.000 francs pour un ménage légitime;

2^e — 10.000 francs pour une personne non mariée ou ne résidant pas avec son conjoint, si un ou plusieurs enfants, tels qu'ils sont définis ci-après vivaient avec elle;

3^e — 5.000 francs dans tous les autres cas.

Ces sommes sont augmentées, d'une part, de 5.000 francs par enfant dans la limite d'un maximum de 20.000 francs par ménage et, d'autre part, de 2.000 frs. par personne habitant habituellement le foyer sinistré, sans que cette majoration puisse excéder 4.000 francs.

Sont considérés comme enfants, au sens de la présente ordonnance, les descendants de l'allocataire principal ou de son conjoint, qu'ils soient majeurs ou mineurs, légitimes ou naturels ou légalement reconnus, ainsi que les enfants adoptifs.

Sont assimilés aux enfants, pour la fixation du montant maximum du prêt, les conjoints des enfants, et lorsqu'ils sont à la charge de l'allocataire principal, les mineurs recueillis par celui-ci.

ART. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 ci-dessus et lorsqu'à la date du 1^{er} septembre 1939 les meubles meublants et objets mobiliers étaient assurés contre l'incendie, les prêts consentis seront calculés sur la base des sommes assurées et pourront atteindre 50%, 40% et 30% de la valeur assurée, suivant que le sinistré sera compris dans l'une ou l'autre des trois catégories définies à l'article 3 ci-dessus.

Les pourcentages prévus au paragraphe ci-dessus sont augmentés de 10% par enfant ou assimilé habitant habituellement le foyer, sans que cette augmentation puisse dépasser 40%.

ART. 5. — En aucun cas le montant des prêts consentis ne peut excéder 50% de la valeur des biens endommagés calculée dans les conditions prévues par le décret du 2 octobre 1943 sur le recensement des dommages de guerre.

ART. 6. — En ce qui concerne les mobiliers et outillages professionnels des prêts peuvent être consentis aux sinistrés dans la limite de 50% de la valeur des biens endommagés et à la condition qu'il soit justifié des possibilités de emploi des sommes, mises à leur disposition.

Le remboursement de ces prêts sera immédiatement ordonné et leur recouvrement poursuivi, s'il est établi que les bénéficiaires utilisent les fonds mis ainsi à leur disposition, à d'autres fins que celles prévues au paragraphe ci-dessus.

ART. 7. — Aucun créancier ne peut s'opposer à l'emploi, aux fins prévues par la présente ordonnance, du montant des prêts réalisés.

ART. 8. — Les actes relatifs aux opérations ci-dessus et ceux qui en seront la conséquence seront dispensés du timbre et exonérés de tout droit d'enregistrement.

ART. 9. — Des arrêtés pris par le gouverneur général de l'Algérie ou par les gouverneurs ou gouverneurs généraux des colonies détermineront les conditions d'application de la présente ordonnance dans les territoires relevant de leur autorité.

ART. 10. — La présente ordonnance n'est applicable qu'en Algérie et aux colonies. Le commissaire aux affaires étrangères prendra les mesures nécessaires à l'effet de la rendre applicable dans les territoires placés sous protectorat français et dans les Etats du Levant.

ART. 11. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

Le commissaire aux communications et à la marine marchande,
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

DECRET du 5 octobre 1943 relatif au recensement des dommages causés par les faits de guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 relative à la réparation des dommages causés par les faits de guerre dans les territoires de l'Empire;

DECRETE :

TITRE PREMIER

DOMMAGES RECENSÉS

ARTICLE PREMIER. — La procédure de déclaration et de constatation des dommages de guerre s'applique aux dommages énumérés ci-après :

a) les dommages dus au fait de l'ennemi;

b) les dommages causés par les troupes françaises ou alliées lorsque ces dommages résultent de faits de guerre.

Sont considérés comme conséquences de faits de guerre :

1^{re} — les dommages résultant directement de la mise en jeu des moyens militaires au cours des actions terrestres, maritimes ou aériennes contre l'ennemi;

2^e — les dommages résultant directement des mesures de destruction ou d'évacuation prises par l'autorité compétente, pour enlever à l'ennemi la possibilité d'utiliser les services des personnes ou les installations de quelque nature qu'elles soient ou des approvisionnements quelle qu'en soit l'importance;

3^e — les dommages résultant des mesures prises par l'autorité militaire compétente pour prévenir ou gêner l'action éventuelle de l'ennemi.

Peuvent également être considérés comme résultant de faits de guerre, les dommages causés aux immeubles, totalement ou partiellement détruits, par la récupération totale ou partielle des matériaux utilisables au profit de la collectivité, lorsque cette récupération aura été ordonnée par l'autorité administrative compétente.

TITRE II

DÉCLARATION ET CONSTATATION DES DOMMAGES

ART. 2. — Les dommages de guerre énumérés à l'article 1^{er} ci-dessus doivent, aux fins de conservation des droits nés du fait de ces dommages, faire l'objet d'une déclaration remise à l'autorité administrative du lieu où ils ont été causés, qui en donne récépissé.

Cette déclaration en triple exemplaire mentionne si le propriétaire a déjà reçu une réparation pour le même dommage et, le cas échéant, le montant de cette réparation.

ART. 3. — La déclaration qui doit obligatoirement spécifier l'origine du dommage, est établie par le propriétaire des biens endommagés, son représentant légal ou, à défaut, par toute personne spécialement autorisée à cet effet par l'autorité qui reçoit la déclaration.

Les intéressés peuvent joindre à l'appui de leur déclaration les pièces et les rapports d'experts destinés à établir l'exactitude des faits invoqués et à permettre l'évaluation des dommages subis. Ces pièces et rapports peuvent être adressés à l'autorité compétente postérieurement au dépôt de la déclaration.

ART. 4. — Les déclarations doivent être, sous peine de forclusion, déposées dans le délai de trois mois, à compter de la réalisation du dommage.

Les dommages subis antérieurement à la publication du présent décret, doivent être déclarés dans un délai de trois mois à compter de cette publication.

Il peut, exceptionnellement, être passé outre à la péremption des délais prévus ci-dessus, si la bonne foi des intéressés et l'impossibilité pour eux d'agir dans le délai prescrit sont démontrées.

Les délais prévus au présent article ne s'appliquent pas au dépôt des déclarations relatives aux dommages subis par les biens de toute nature appartenant aux collectivités et établissements publics.

ART. 5. — L'autorité qui a reçu la déclaration doit faire toute diligence pour procéder à la constatation des dommages, le propriétaire ou son représentant dûment convoqué.

Mention de cette constatation matérielle est portée sur la déclaration, dont un exemplaire est remis à l'intéressé.

Un autre exemplaire de la déclaration et des pièces y annexées sont adressés au service central des dommages de guerre de chaque territoire.

TITRE III

EVALUATION DES DOMMAGES

ART. 6. — Le service central des dommages de guerre institué dans chaque territoire est l'organe de liaison avec le Comité supérieur des dommages de guerre.

Il est assisté d'une commission d'évaluation dont il oriente les travaux et contrôle le fonctionnement.

ART. 7. — La commission d'évaluation de chaque territoire se compose de fonctionnaires et de représentants des propriétaires, agriculteurs, industriels ou commerçants, suivant la nature des dommages considérés.

Cette commission peut entendre les parties en cas de besoin et faire appel aux avis des administrations, des personnes ou des associations compétentes pour établir des séries de prix destinées à faciliter les évaluations.

ART. 8. — Le service central détermine, après avis de la commission d'évaluation le montant des dommages subis.

Sa décision est notifiée à la personne qui a déclaré le dommage. Celle-ci peut, dans les 15 jours qui suivent la notification, demander une contre vérification au Comité supérieur des dommages de guerre.

ART. 9. — La valeur servant de base à l'évaluation des dommages subis est celle des biens à la date du fait de guerre ayant entraîné le dommage.

ART. 10. — Le présent décret n'est applicable qu'en Algérie et dans les territoires relevant de l'autorité du commissaire aux colonies. Le commissaire aux affaires étrangères prendra les mesures nécessaires à l'effet de la rendre applicable dans les territoires placés sous protectorat français et dans les Etats du Levant.

ART. 11. — Le commissaire aux finances, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire à la justice, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux colonies, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, le commissaire à la production et au commerce, le commissaire aux communications et à la marine marchande, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 5 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction,
Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

Le commissaire aux communications et à la marine marchande,
René MAYER.

ORDONNANCE du 15 octobre 1943 portant modification de l'ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une assemblée consultative provisoire.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant constitution d'une assemblée consultative provisoire;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa ci-après est ajouté à la fin de l'article 8 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 :

« Pour les territoires de l'Empire, si les circonstances ne permettent pas au conseil national de la Résistance de recueillir en temps utile les éléments nécessaires d'appréciation, les personnes visées au n° 4 du présent article peuvent être relevées de la déchéance par décision du Comité français de la Libération nationale, sur proposition du gouverneur général ou gouverneur, ou du résident général ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 15 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire à l'intérieur p. i.,
A. TIXIER.

Le commissaire aux colonies p. i.,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI

N° 673 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — L'ordonnance du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères ;

2° — L'arrêté (finances-colonies) du 15 octobre 1943 déterminant les modalités d'application de l'ordonnance du 5 octobre 1943 précitée.

ORDONNANCE du 5 octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu les décrets du 24 avril et du 20 mai 1940 pris pour l'application du décret précité du 9 septembre 1939 ;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les avoirs entrant dans les catégories définies à l'article 2 ci-dessous et qui appartiennent soit à une personne physique ayant sa résidence habituelle en territoire Algérien ou dans l'un des territoires relevant du Commissariat aux colonies, soit à une personne morale française ou étrangère pour ses établissements dans l'un des mêmes territoires doivent être déclarés par leur propriétaire à l'Office des changes.

ART. 2. — Sont soumis à l'obligation de déclaration prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, les avoirs ci-après désignés :

a) matières d'or, quel qu'en soit le lieu de détention. Cette définition comprend, notamment, l'or monnayé (qu'il s'agisse de monnaies françaises ou étrangères), l'or en barre ou en lingots, l'or à usage industriel ou autre, ainsi que les déchets ou objets d'or, sans qu'il soit dérogé par ce qui précède aux ordonnances, décrets et règlements en vigueur dans les colonies en ce qui concerne le commerce de l'or.

b) devises étrangères, quel qu'en soit le lieu de détention, à l'exception de celles qui sont détenues en compte ou en dépôt au nom de leur propriétaire par une banque établie en territoire français. On entend par devises étrangères, les pièces de monnaies étrangères, les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de crédits, traites, effets et toute créance à vue ou à court terme de même nature libellés en monnaies étrangères ;

c) valeurs mobilières étrangères, quel que soit le lieu de détention des titres, à l'exception de celles qui sont détenues en dépôt au nom de leur propriétaire par une banque établie en territoire français ;

d) autres biens mobiliers ou immobiliers possédés à l'étranger, qu'ils soient ou non représentés par des titres, et même s'ils sont représentés par des titres détenus matériellement en territoire français. Sont compris, notamment dans cette définition, les créances sur des personnes résidant à l'étranger, les titres français détenus à l'étranger, les participations non représentées par des titres dans des collectivités établies à l'étranger, ainsi que toutes conventions assurant directement ou indirectement des participations, intérêts ou revenus à l'étranger telles que notamment : les conventions de trusts, les contrats de capitalisation, d'épargne ou d'assurance, les fondations constituées dans un intérêt privé, etc.

ART. 3. — Lorsque les avoirs à déclarer par une même personne en application des articles 1^{er} et 2 ci-dessus ne dépassent pas au total une valeur de 20.000 francs, leur propriétaire est dispensé de l'obligation de déclaration. Le calcul de la valeur des avoirs, pour l'application du présent article, doit être fait sur la base des cours officiels en ce qui concerne l'or et les devises étrangères, et, en ce qui concerne les autres avoirs, sur la base des derniers cours connus au 1^{er} octobre 1943.

ART. 4. — Sans préjudice des obligations qui lui incombent en vertu des articles 1^{er} et 2 ci-dessus en ce qui concerne la déclaration de ses propres avoirs, toute banque établie en territoire algérien ou dans un territoire relevant du Commissariat aux colonies est tenue de déclarer à l'Office des changes, l'or, les devises étrangères et les valeurs mobilières étrangères qu'elle a reçus en compte ou en dépôt au nom d'une personne physique ayant sa résidence habituelle en territoire français ou au nom d'une personne morale française ou étrangère pour ses établissements en territoire français.

ART. 5. — La déclaration visée à l'article 1^{er} ci-dessus doit porter sur les avoirs tels qu'ils existaient au 1^{er} octobre 1943.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le propriétaire des avoirs à déclarer visés aux alinéas, B, C et D de l'article 2 ci-dessus (devises étrangères, valeurs mobilières étrangères, autres

biens mobiliers ou immobiliers possédés à l'étranger) ne peut procéder sans aucune autorisation de l'Office des changes, à aucun acte de disposition à leur égard, ni à aucun acte ayant pour effet de modifier la consistance des avoirs ou de réduire les droits que leur propriétaire possède à leur égard. Toutefois, sont autorisés de plein droit les actes ayant pour seul but la conservation ainsi que l'entretien ou l'exploitation normale des biens visés à l'alinéa D de l'article 2 (autres biens mobiliers ou immobiliers).

En ce qui concerne les opérations sur les matières d'or, elles restent soumises aux lois et règlements en vigueur.

ART. 6. — La déclaration visée à l'article 4 ci-dessus doit porter sur les avoirs tels qu'ils existaient à la date du 1^{er} octobre 1943.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, la banque qui possède en compte ou en dépôt des avoirs soumis à déclaration ne doit procéder ou laisser procéder, sans autorisation de l'Office des changes, à aucun acte de disposition à leur égard ni à aucun acte ayant pour effet de modifier la consistance des avoirs ou de réduire les droits que leur propriétaire possède à leur égard.

ART. 7. — Les obligations qui incombent en vertu des articles 1, 2, 3 et 5 ci-dessus, au propriétaire des avoirs, incombent lorsque le propriétaire est juridiquement incapable, à son représentant légal. Les mêmes obligations incombent au mandataire lorsque le propriétaire des avoirs est empêché de les accomplir et lorsque le mandataire a des pouvoirs de gestion.

En ce qui concerne les personnes morales, l'exécution des obligations qui leur incombent, en vertu des articles 2, 3 et 5 ci-dessus, pour leurs établissements en territoire algérien ou dans un territoire dépendant du Commissariat aux colonies, incombent aux personnes chargées de la direction des dits établissements.

Dans le cas d'un compte joint ou d'un coffre à l'étranger, loué par plusieurs personnes, ainsi que dans le cas de propriétés indivises, chacun des intéressés est tenu de déclarer l'ensemble commun.

ART. 8. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions de la présente ordonnance et des décrets ou arrêtés pris pour son application sont punies des mêmes peines et sont constatées et poursuivies dans les mêmes conditions que les infractions aux décrets des 9 septembre 1939, 24 avril et 20 mai 1940 susvisés.

ART. 9. — Les dispositions de la présente ordonnance peuvent être étendues à la Tunisie et au Maroc.

ART. 10. — On entend par territoire français, dans la présente ordonnance, le territoire formé par la France métropolitaine, l'Algérie, les territoires relevant du Commissariat aux colonies, la Tunisie et le Maroc.

ART. 11. — Des arrêtés signés conjointement par le commissaire aux finances et le commissaire aux colonies, détermineront les modalités d'application de la présente ordonnance, et notamment les modalités des déclarations prévues aux articles 1^{er} et 4 ci-dessus, ainsi que les délais dans lesquels elles devront être déposées. Ils pourront prévoir en ce qui concerne l'application de la présente ordonnance à certains territoires dépendant du Commissariat aux colonies, des modalités particulières pour tenir compte des nécessités locales.

ART. 12. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 octobre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ARRETE du 15 octobre 1943 fixant les conditions d'application de l'ordonnance du 5 octobre 1943 prescrivant la déclaration et le blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES ET LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

Vu l'ordonnance du 5 octobre 1943 prescrivant la déclaration et le blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — La déclaration prévue à l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée doit être rédigée conformément au modèle annexé au présent arrêté et doit être, dans chaque territoire, adressée sous pli recommandé avant le 31 décembre 1943 à l'office des changes du territoire intéressé.

ART. 2. — Les personnes qui, pour des raisons de force majeure, ne sont pas en mesure de souscrire dans le délai imparti une déclaration définitive doivent souscrire, avant le 31 décembre 1943, une déclaration provisoire qu'elles devront compléter dès que les raisons qui les empêchaient de souscrire une déclaration définitive auront disparu.

En outre, les offices des changes peuvent, dans le cadre des instructions du commissaire aux finances, accorder un délai supplémentaire aux personnes qui justifieraient d'un cas de force majeure les mettant dans l'impossibilité de déposer leur déclaration dans le délai imparti.

ART. 3. — Lorsqu'une personne physique possède une résidence en Algérie ou dans un territoire relevant du commissariat aux colonies ou y exerce une activité professionnelle, cette personne est présumée, sauf preuve contraire à sa charge, avoir sa résidence habituelle dans lesdits territoires et être assujettie de ce fait à l'obligation de déclaration prévue à l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée.

ART. 4. — En ce qui concerne la déclaration à souscrire par les personnes morales en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée, il doit être établi une déclaration distincte pour chaque établissement. La déclaration doit être souscrite par la ou les personnes chargées de la direction de l'établissement.

ART. 5. — Lorsque les biens à déclarer en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée consistent dans une entreprise industrielle, commerciale ou agricole à l'étranger, la déclaration doit être accompagnée

d'un bilan établi, soit au 1^{er} octobre 1943, soit au jour de clôture du dernier exercice social terminé avant cette date. Est considéré comme constituant une seule entité juridique l'ensemble des biens, meubles et immeubles dépendant d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole sise à l'étranger, dès lors que cette entreprise a une direction et une comptabilité autonomes.

ART. 6. — Les déclarations à souscrire par les banques en application de l'article 4 de l'ordonnance susvisée doivent comporter les précisions ci-après :

a) *Or.* — Les banques doivent préciser, pour chaque compte ou dépôt :

le nom et l'adresse du titulaire du compte ou du dépôt,

pour l'or monnayé, le nombre de pièces et leur valeur faciale,

pour l'or sous une autre forme quelconque, la consistance, le poids d'or brut et le poids d'or fin de chaque lingot, barre ou autre objet,

s'il s'agit d'un dépôt, le lieu de détention de l'or et le dossier sous lequel il est déposé.

L'or que les banques possèdent sous une forme quelconque, qu'il constitue ou non la contrepartie de comptes-or de leurs clients chez elles, est considéré comme avoir propre des banques et doit être déclaré comme tel en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée.

b) *Devises étrangères.* — Les banques doivent préciser, pour chaque compte ou dépôt :

le nom et l'adresse du titulaire du compte ou du dépôt,

la nature des devises constituant le compte ou le dépôt,

le montant en devises du compte ou du dépôt, s'il s'agit d'un dépôt, le lieu de détention des devises et le dossier sous lequel les devises sont déposées.

Les devises étrangères que les banques possèdent sous une forme quelconque, qu'elles constituent ou non la contrepartie de comptes en devises de leurs clients chez elles, sont considérées comme avoirs propres des banques et doivent être déclarées comme tels en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance susvisée.

c) *Valeurs étrangères.* — Les banques doivent préciser, pour chaque dépôt :

le nom et l'adresse du titulaire du dépôt,

la liste des valeurs constituant le dépôt, avec indication de leur valeur nominale et éventuellement de leur cours au 1^{er} octobre 1943 s'il est connu de la banque déclarante,

le lieu de détention matérielle des titres et le dossier sous lequel les valeurs sont déposées.

ART. 7. — Le présent arrêté est applicable à l'Algérie, à l'Afrique équatoriale française, à l'Afrique occidentale française, à Madagascar, au Cameroun, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français de l'Inde et de l'Océanie, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique, à la Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Alger, le 15 octobre 1943.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire aux colonies p. i.,
François de MENTHON.

OFFICE DES CHANGES

Déclaration N°
(à remplir par l'Office).

DECLARATION

des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères possédés à la date du 1^{er} octobre 1943

La présente déclaration est faite conformément à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 5 octobre 1943 du Comité français de la Libération nationale et à l'arrêté d'application du 15 octobre 1943

Nom et prénoms (ou raison sociale) du propriétaire des avoirs :

Résidence habituelle : Domicile actuel :

Nom et prénoms (ou raison sociale) et adresse du déclarant (s'il n'est pas le propriétaire) :

Fait à, le 1943.

(Signature)

(La signature devra être précédée des mots « Certifié sincère et véritable » écrits de la main du signataire).

NATURE ET DESCRIPTION DES AVOIRS (dans l'ordre indiqué au verso)	SITUATION (lieu du dépôt, établissement où le compte est ouvert, situation de l'immeuble, de l'exploitation, etc.)	VALEUR OU EVALUATION en francs et, s'il y a lieu, en monnaie étrangère	OBSERVATIONS

Nombre de feuillets joints à la présente déclaration :

(Dans les cas où plusieurs feuillets seront utilisés, les premiers feuillets seront paraphés par le souscripteur qui devra signer le dernier feuillet comme indiqué ci-dessus)

INDICATIONS PRATIQUES

POUR LA RÉDACTION DE LA DÉCLARATION

I. — Les avoirs consistant en or, devises étrangères et valeurs mobilières étrangères (paragraphe III A. B et C ci-dessous) doivent être déclarés aussi bien s'ils se trouvent en territoire français (Métropole et territoires d'outre-mer) que s'ils se trouvent à l'étranger.

Les valeurs mobilières françaises (paragraphe D, 1^o ci-dessous) ne doivent être déclarées que si elles sont détenues à l'étranger.

Les autres avoirs à l'étranger doivent être déclarés même s'ils sont représentés par des titres détenus matériellement en territoire français.

II. — Lorsque les avoirs à déclarer par une même personne ne dépassent pas au total une valeur de 20.000 francs, leur propriétaire est dispensé de l'obligation de déclaration. Le calcul de la valeur des avoirs doit être fait sur la base des cours officiels en ce qui concerne l'or et les devises étrangères et, en ce qui concerne les autres avoirs, sur la base des derniers cours connus au 1^{er} octobre 1943.

III. — Le souscripteur de la déclaration devra mentionner au recto les avoirs qu'il possède dans l'ordre et avec les précisions indiquées ci-dessous :

A. — Or :

— Pour l'or monnayé : indiquer le nombre ou le poids des pièces de diverses natures et leur valeur faciale ;

— Pour l'or en barres ou en lingots de type courant : indiquer le poids en or fin quel que soit le titre ;

— Pour l'or natif en masse, poudre ou minerai, l'or en lingots ou en barres de type non courant, l'or en plaques, étiré, laminé ou plané, ou doublé, à usage industriel, artistique, médical ou dentaire, l'or en anneaux, paillettes, feuilles, fils ou solution, déchets, débris, brouilles, cendres, tous objets en or façonnés et ouverts, tous objets en or détruits ou à détruire : indiquer le poids brut et le titre.

B. — *Devises étrangères* (à l'exception de celles détenues en compte ou en dépôt au nom de leur propriétaire par une banque établie en territoire français qui sont déclarées par les soins de la banque et n'ont pas à être comprises dans la déclaration ci-contre).

— Pour les monnaies (autres que les monnaies d'or), et les billets de banque étrangers : indiquer la somme en valeur nominale pour chaque espèce de monnaies ou billets ;

— Pour les chèques, traites, lettres de change, billets à ordre, coupons ou titres de créance quelconque sur l'étranger : indiquer le nombre et la somme en monnaie étrangère pour chaque nature de valeurs et chaque devise et, le cas échéant, l'échéance du titre ;

— Pour les dépôts de fonds et comptes-courants à l'étranger : indiquer le solde disponible de chaque compte, dans chaque monnaie, à la date du 1^{er} octobre 1943.

C. — *Valeurs mobilières étrangères* (à l'exception de celles détenues en dépôt au nom de leur propriétaire par une banque établie en territoire français qui sont déclarées par les soins de la banque et n'ont pas à être comprises dans la déclaration ci-contre).

Il y a lieu de déclarer les valeurs mobilières étrangères et les titres étrangers négociables en distinguant, pour chaque sorte de valeurs ou de titres, le nombre, la valeur nominale et éventuellement, le cours au 1^{er} octobre 1943 s'il est connu du déclarant.

D. — *Autres avoirs :*

1^o — Valeurs mobilières françaises ou coloniales. — Ces valeurs doivent être déclarées si elles sont détenues à l'étranger. Il y a lieu de distinguer, pour chaque sorte de valeurs ou de titres, le nombre, la valeur nominale et, éventuellement, le cours au 1^{er} octobre 1943 s'il est connu du déclarant ;

2^o — Créances sur l'étranger (non représentées par des titres négociables). — Il y a lieu de déclarer : les créances civiles, commerciales, hypothécaires et, généralement, tous droits actuels à l'étranger, en distinguant chaque créance ou droit évalué dans la monnaie stipulée au contrat, quel que soit le lieu où le titre non négociable correspondant se trouve détenu ou déposé ;

3^o — Conventions ou contrats à l'étranger (non représentés par des titres négociables). — Il y a lieu de déclarer : les conventions de trust, les contrats de participation, de commandite, de capitalisation, d'épargne et d'assurance, les fondations constituées dans un intérêt privé, les intérêts ou parts dans les sociétés de gestion, en distinguant chaque convention, contrat ou intérêt évalué dans la monnaie stipulée au contrat ou à la convention, quel que soit le lieu où le titre non négociable correspondant se trouve détenu ou déposé.

4^o — Biens, meubles et immeubles, établissements, exploitations, fonds de commerce, etc... situés à l'étranger. — Il y a lieu de déclarer :

— les mobiliers, les tableaux et collections, les pierres précieuses, etc...

— les immeubles d'habitation ou à jouissance réservée, les terrains ;

— les établissements ou exploitations industrielles, commerciales, agricoles, en distinguant chaque nature de biens, meubles et immeubles, d'établissements ou d'exploitations, avec l'évaluation correspondante en unités monétaires du lieu, d'après les usages, contrats, actes, factures, reçus ou récépissés les concernant.

En ce qui concerne les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles à l'étranger, il y a lieu de joindre un bilan établi soit au 1^{er} octobre 1943 soit au jour de clôture du dernier exercice social terminé avant cette date. Est considéré comme constituant une seule entité juridique l'ensemble des biens meubles et immeubles dépendant d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole sise à l'étranger, dès lors que cette entreprise a une direction et une comptabilité autonomes.

5^o — Pour tous les autres biens non énumérés ci-dessus, mobiliers ou immobiliers, possédés à l'étranger, mentionner au verso une description et une évaluation détaillée, ainsi que le lieu de situation de détention ou de dépôt de ces biens.

IV. — Les banques utiliseront la présente formule pour la déclaration de leurs avoirs propres.

En ce qui concerne les déclarations qu'elles ont à souscrire en application de l'article 4 de l'ordonnance du 5 octobre 1943 pour l'or, les devises étrangères et les valeurs mobilières étrangères qu'elles ont reçues en compte ou en dépôt, elles ne doivent pas utiliser la présente formule. Leurs déclarations doivent être établies conformément aux prescriptions des articles 6 et 7 de l'arrêté du 15 octobre 1943 rendu pour l'application de l'ordonnance précitée.

N° 639 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :
26 novembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 11 octobre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies;

2° — le décret du 11 octobre 1943 modifiant pour la durée des hostilités le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale.

DECRET du 11 octobre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies et les textes modificatifs subséquents;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une durée de temps dont le terme est celui de l'année qui suivra la cessation des hostilités, l'avancement des administrateurs des colonies est effectué hors péréquation.

ART. 2. — Le présent décret a effet à compter du 1^{er} juillet 1943.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 octobre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

DECRET du 11 octobre 1943 modifiant pour la durée des hostilités le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale et les actes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités les nominations aux divers emplois de la magistrature coloniale dans les colonies autres que l'Indochine sont faites par décret du Comité français de la Libération nationale rendu sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice.

ART. 2. — Pour la même période sont suspendues les dispositions du décret du 22 août 1928 modifié, relatives soit à la réunion de la commission de classement, soit à l'établissement du tableau d'avancement.

ART. 3. — L'avancement des magistrats coloniaux a lieu conformément aux règles suivantes :

1° — l'avancement est accordé au choix pour les deux premiers degrés sur la présentation du commissaire aux colonies. Pour les autres degrés sur les présentations faites dans chaque colonie ou territoire :

a) par le chef de la juridiction d'appel ou, à défaut de cette juridiction dans la colonie ou le territoire, par le président du tribunal de première instance;

b) par le chef du parquet;

c) dans les colonies où le chef du service judiciaire ou du parquet et le président de la juridiction d'appel peuvent prétendre à un avancement ces magistrats sont présentés directement par le chef de la colonie.

Ces présentations indiquent par ordre de mérite, pour chaque degré, quels sont les magistrats que ces autorités judiciaires jugent dignes d'obtenir un avancement.

Elles sont transmises au commissaire aux colonies par les chefs du service judiciaire sous le couvert des chefs de la colonie. Le gouverneur général dans les colonies groupées en gouvernements généraux; le gouverneur dans les autres colonies, joignent leur avis à chaque présentation.

2° — L'avancement a lieu de degré en degré, tels qu'ils sont définis au tableau spécial annexé au décret du 22 août 1928, sans tenir compte de la position actuelle du magistrat, de sa catégorie d'emploi et de classe, de la fonction qu'il occupe.

Le magistrat ne peut bénéficier que d'un avancement l'élevant au degré de traitement immédiatement supérieur.

Toutefois, il est fait exception à cette règle, en ce qui concerne :

Les magistrats des 10^e, 11^e et 12^e degrés qui concourront entré eux pour le 9^e degré.

Les magistrats des 14^e et 13^e degrés qui concourront entre eux pour le 11^e degré.

Lorsque des magistrats appartenant à deux catégories différentes sont également susceptibles d'être promus par application des dispositions qui précèdent, les magistrats de la catégorie supérieure ajoutent au temps d'ancienneté et à la durée du séjour accomplis dans cette catégorie, le temps d'ancienneté et la durée du séjour accomplis dans la catégorie inférieure.

3° — A l'exception des magistrats appartenant aux 3^e et 2^e degrés nul ne peut obtenir une promotion s'il n'a, au 1^{er} janvier de l'année, deux ans au moins d'ancienneté dans le degré dont une année au minimum de service effectif aux colonies ou dans les territoires relevant du Commissariat aux colonies.

ART. 4. — Tout magistrat ayant obtenu une promotion pourra, soit être maintenu dans les fonctions qu'il exerçait lors de sa promotion, soit être affecté à un poste quelconque du ressort judiciaire dont il dépend, même inférieur à son nouveau grade, par décision motivée du chef du service judiciaire.

ART. 5. — Pendant la durée des hostilités l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 17 du décret du 22 août 1928, relatives au pourcentage à observer dans les nominations aux fonctions judiciaires, est suspendue.

ART. 6. — Jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement la composition de la commission permanente de discipline instituée par l'article 47 du décret du 22 août 1928 est modifiée de la façon suivante :

Quatre membres de la chambre provisoire de cassation instituée à Alger dont le plus ancien remplit les fonctions de président;

Un avocat général près la même chambre;

Ces magistrats sont désignés par le président et le procureur général près la chambre provisoire de cassation.

ART. 7. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,
François DE MENTHON.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

N° 674 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 13 octobre 1943 fixant la situation des fonctionnaires et agents civils appartenant aux cadres métropolitains repliés ou réfugiés dans les territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, magistrats et agents civils appartenant aux cadres métropolitains (dénommés ci-après sous l'appellation générale de fonctionnaires) repliés ou réfugiés dans un territoire dépendant du Comité français de la Libération nationale, doivent solliciter leur incorporation dans les services du Comité français de la Libération nationale, ou des administrations des territoires placés sous son autorité, dans le délai de deux mois à compter de la date de promulgation du présent décret ou de leur arrivée sur un de ces territoires.

Les fonctionnaires qui, sauf cas de force majeure, n'auront pas effectué cette demande, seront, à compter de l'expiration du délai fixé ci-dessus, considérés comme placés en disponibilité sans traitement jusqu'à la date où ils obtiendraient, le cas échéant, leur réintégration.

Les fonctionnaires déjà incorporés en fait dans les administrations des territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale ou dans les services de celui-ci sont, le cas échéant, soumis pour régularisation de leur situation aux dispositions des articles 3 et suivants du présent décret.

ART. 2. — Les demandes d'incorporation doivent être présentées au commissaire de qui relève l'administration à laquelle appartiennent les intéressés, accompagnées de toutes justifications de nature à établir l'identité et la position administrative des requérants ainsi que de tous les éléments d'appréciation nécessaire notamment du point de vue national.

Les demandes seront soumises à l'examen d'une commission composée du commissaire à la justice, du commissaire à l'intérieur et du commissaire aux finances.

ART. 3. — L'incorporation est prononcée sur avis favorable de la commission visée à l'article précédent par le commissaire de qui relève l'administration à laquelle appartient le pétitionnaire. Elle est effectuée à titre provisoire et sera révisée lors du rétablissement des relations avec la métropole.

Elle est faite en rétablissant ses droits aux traitements, solde et indemnités afférents à son grade et à sa classe, à l'exclusion de toutes les indemnités qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent à ce titre à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires.

Les sommes versées à titre de rappel aux fonctionnaires incorporés dans les conditions qui précèdent sont calculées à compter du jour où ceux-ci ont cessé de percevoir leurs émoluments dans leur cadre d'origine. Elles sont diminuées, le cas échéant du montant des rémunérations publiques ou privées qu'ils auront perçues pendant la durée d'éloignement du service, et ce, à un titre quelconque.

Elles sont limitées, sauf autorisation spéciale du commissaire aux finances, sur avis conforme du commissaire compétent, à la quotité non déléguable du traitement et de ces accessoires.

ART. 4. — A défaut de documents probants, l'administration est en droit d'exiger une déclaration sur l'honneur de la date à laquelle la rémunération des fonctionnaires a cessé de leur être versée dans la Métropole. Elle peut de même exiger une déclaration sur l'honneur pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'éloignement du service et notamment des rémunérations privées.

Toutes fausses déclarations fournies par les intéressés, exposent leurs auteurs à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation, sans préjudice des poursuites judiciaires en cas de manœuvres frauduleuses et à des sanctions pécuniaires comportant la répétition des sommes indûment perçues.

ART. 5. — Les fonctionnaires qui ne se trouvaient pas en activité de service par suite de démission, de mise en disponibilité ou de congé sans solde avant d'avoir rejoint un territoire relevant du Comité français de la Libération nationale et qui se sont mis à la disposition du dit Comité, pourront recevoir, s'ils sont incorporés, une allocation calculée sur la base des émoluments correspondants à leur dernière situation administrative, dans les conditions fixées à l'article 3, alinéa 2.

Cette allocation sera accordée pour le délai écoulé entre la date à laquelle ils ont quitté le territoire métropolitain et la date de leur incorporation, sans toutefois que la dite allocation puisse excéder trois mois de traitement; elle s'imputera, le cas échéant, sur le montant des rappels de traitements ou des

indemnités à accorder en vertu des textes en vigueur ou des dispositions nouvelles qui pourraient être prises en leur faveur.

ART. 6. — Le fonctionnaire incorporé reçoit du commissaire dont il relève une affectation qui tient compte de sa situation antérieure, sous réserve des nécessités de l'effort de guerre et de l'intérêt du service. En cas de refus du poste auquel l'intéressé est affecté, la mise en disponibilité d'office, sans traitement, peut être prononcée.

ART. 7. — Dans leur nouvelle affectation, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} reçoivent une rémunération calculée dans les conditions suivantes :

a) *Pour les fonctionnaires incorporés dans les services du Comité français de la Libération nationale :*

La rémunération est déterminée en fonction du statut général du personnel du Comité français de la Libération nationale, sans que cette rémunération puisse être inférieure au traitement de base des intéressés défini à l'article 3 ci-dessus, majoré des indemnités de toute nature dont bénéficie le personnel du Comité français de la Libération nationale.

b) *Pour les fonctionnaires incorporés dans les cadres de l'administration des territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale :*

La rémunération de ces fonctionnaires comprend le traitement de base majoré des indemnités de toute nature dont bénéficient les fonctionnaires de même grade et classe en service dans le territoire considéré.

Les rémunérations visées ci-dessus sont exclusives de tout autre avantage et notamment des indemnités attachées à la qualité de réplé, que les agents en cause soient réplés à titre individuel ou appartiennent à un service réplé.

Le service des indemnités attachées à la qualité de réplé cessera à la date du 1^{er} octobre 1943.

Les émoluments des fonctionnaires visés à l'article 1^{er} et dont la famille directe (telle que l'a déterminée le code civil au regard des obligations alimentaires) réside dans la Métropole seront l'objet de la retenue pour délégation d'office prévue par l'ordonnance du 26 janvier 1943 du commandant en chef français civil et militaire sauf dérogation spéciale du commissaire aux finances sur la proposition du commissaire compétent.

ART. 8. — Les fonctionnaires actuellement présents sous les drapeaux sont, sur leur demande, incorporés dans les conditions prévues par le présent décret, sans que le délai de 2 mois fixé à l'article 1^{er} leur soit opposable. Ils sont, à dater de leur mobilisation, régis par les règles applicables aux fonctionnaires mobilisés.

ART. 9. — Le commissaire aux finances, le commissaire à la coordination aux affaires musulmanes, le commissaire à la justice, le commissaire à la défense nationale, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire à l'intérieur, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, le commissaire à la production et au commerce, le commissaire aux communications et à la marine marchande, le commissaire aux colonies, le commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire au

travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 13 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,

LEGENTILHOMME.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,

André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*

René MAYER.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*

J. ABADIE.

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,

H. BONNET.

N° 675 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 21 octobre 1943 relative à la défense des individus poursuivis pour atteinte à la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat;

2^o — le décret du 22 octobre 1943 portant à 3.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements à la charge des colonies, des communes et des établissements publics;

3^o — l'ordonnance du 26 octobre 1943 annulant l'ordonnance du 19 février 1943 et abrogeant l'ordonnance du 11 août 1943, relatives à l'exercice de certains recours en grâce.

ORDONNANCE du 21 octobre 1943 relative à la défense des individus poursuivis pour atteinte à la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu les articles 46 et 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre, 54 et 57 du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés :

Les actes de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » en date des 16 septembre 1941, 28 octobre 1941 et 12 août 1942; et intitulés : loi suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 49 du code de justice militaire pour l'armée de terre; loi suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 57 du code de justice militaire pour l'armée de mer; et loi dérogeant provisoirement aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne le choix d'un défenseur par les individus inculpés devant les tribunaux militaires de crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat.

ART. 2. — En aucun cas le défenseur d'un sujet ennemi ne peut recevoir d'honoraires ou de rémunérations sous quelque forme que ce soit.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 21 octobre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François DE MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,

LEGENTILHOMME.

DECRET du 22 octobre 1943 portant à 3.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements à la charge des colonies, des communes et des établissements publics.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 231;

Vu l'ordonnance du 26 août 1943 portant à 3.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale, pour les paiements à la charge de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont portées à 3.000 francs les limites relatives à l'admission de la preuve testimoniale, pour tous les paiements à la charge des colonies, des communes et établissements publics, dans les territoires relevant du commissaire aux colonies.

ART. 2. — Les commissaires aux finances et aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 22 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

ORDONNANCE du 26 octobre 1943 rétablissant la faculté de former un recours en grâce en matière de condamnations pour infraction contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 19 février 1943 refusant la faculté de former un recours en grâce aux individus condamnés pour infraction contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat;

Vu l'ordonnance du 11 août 1943 rétablissant la faculté de former certains recours en grâce;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 sur l'exercice du droit de grâce;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance susvisée du 19 février 1943 est et demeure nulle.

ART. 2. — L'ordonnance susvisée du 11 août 1943 est abrogée.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 26 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,
François DE MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,
LEGENTILHOMME.

Insignes

DECRET du 22 octobre 1943 relatif au port des insignes des forces françaises libres.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du Comité de Défense nationale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 instituant un Commissariat à la Défense nationale et concernant l'organisation du Commandement;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'insigne matriculaire et la croix de Lorraine, insignes distinctifs des forces françaises libres (terre, air, mer) continueront à être portés à titre individuel, et quelle que soit l'unité d'affectation des intéressés, par tous les militaires immatriculés dans les forces françaises combattantes entre le 18 juin 1940 et le 1^{er} août 1943.

ART. 2. — Les unités navales appartenant aux forces navales françaises libres existant avant le 1^{er} août 1943 continueront à porter au mât de beaupré le pavillon à croix de Lorraine.

ART. 3. — Les avions des escadrilles des forces aériennes françaises libres existant avant le 1^{er} août 1943, continueront à porter la croix de Lorraine sur le fuselage de l'appareil.

ART. 4. — Le commissaire à la défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 22 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la défense nationale,

LEGENTILHOMME,

Droits Fiscaux

N° 640 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

26 novembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo, en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 fixant le statut du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'A. O. F., du 20 août 1943 portant suspension des droits de douane, dits de surtaxe, perçus à l'entrée des marchandises étrangères ou assimilées en Afrique occidentale française, délibération approuvée par décret du 2 octobre 1943;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du Togo est soumis, en ce qui concerne les droits fiscaux frappant les marchandises importées ou exportées, au régime en vigueur en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Cette assimilation fiscale prendra fin automatiquement dès que le droit de douane, dit de surtaxe, provisoirement suspendu, sera rétabli en Afrique occidentale française.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 3 novembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Ecole de navigation de Dakar

ARRETE N° 482 E. du 28 février 1940.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 26 février 1862, réglant les conditions de la navigation au cabotage dans les colonies;

Vu l'arrêté n° 395 A. E., du 13 février 1935, du lieutenant-gouverneur du Sénégal, modifié par les arrêtés n°s 2358 A. E. du 7 septembre 1936, et 2537 du 9 août 1939;

Vu la lettre n° 213 E. M. I. P., du 30 novembre 1939, du contre-amiral commandant la division navale de l'Afrique occidentale française et la marine en Afrique occidentale française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école de navigation du Sénégal prend désormais le nom d'école de navigation de Dakar.

OBJET DE L'ÉCOLE

ART. 2. — L'école de navigation de Dakar, administrée par le Gouvernement général, a pour but de former des indigènes susceptibles de commander au bornage et au petit cabotage.

RECRUTEMENT DES ÉLÈVES

ART. 3. — Les élèves de l'école de navigation sont recrutés au concours parmi les candidats originaires de l'Afrique occidentale française et du Togo. Le nombre d'élèves à admettre annuellement est fixé par décision du gouverneur général.

Les candidats doivent produire :

a) Une demande d'inscription sur papier libre adressée au commandant de la marine à Dakar et accompagnée d'une autorisation légalisée du père ou tuteur;

b) Une copie du certificat d'études primaires ou à défaut une attestation que le candidat a suivi pendant un an au moins les cours moyens d'une école régionale;

c) Un bulletin de naissance ou une pièce administrative en tenant lieu attestant que le candidat est âgé de 16 ans au moins et de 20 ans au plus;

d) *Un certificat médical* attestant que le candidat jouit d'une bonne santé et est apte à servir à la mer. Tout candidat à son arrivée à l'école subira une contre-visite du médecin major de la marine;

e) *Un certificat de bonne conduite* délivré par le directeur de l'école où le candidat a passé sa dernière année d'études (ou à défaut par l'autorité compétente);

f) *Leur adresse exacte*;

g) *Un engagement* de suivre en entier le cycle des études prévues à l'école et de servir pendant deux ans dans la marine nationale.

La liste des candidats remplissant les conditions est arrêtée par la marine et adressée au gouverneur général (inspection générale de l'enseignement).

ART. 4. — Dès leur entrée à l'école, les candidats admis au concours contractent un engagement les liant au service pour une période se terminant deux ans après leur sortie de l'école. Les candidats qui auront moins de 17 ans au moment de l'entrée à l'école contractent cet engagement au début de la deuxième année d'études.

CONCOURS D'ADMISSION

ART. 5. — Le concours d'admission a lieu chaque année à une date fixée par le gouverneur général, et publiée au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

ART. 6. — Les épreuves sont subies dans les centres fixés par les gouverneurs des colonies du groupe, et ne comportent que des épreuves écrites.

Les sujets sont choisis par l'inspecteur général de l'Enseignement. Ils sont envoyés en temps utiles sous pli cacheté aux gouverneurs des colonies du groupe.

ART. 7. — Les épreuves comportent :

a) Une dictée de 15 à 20 lignes environ suivie de trois questions dont deux relatives à l'intelligence du texte et la troisième à la connaissance de la langue (durée, dictée non comprise, 30 minutes);

b) Solution raisonnée de trois problèmes : un d'arithmétique, un de système métrique, un de géométrie élémentaire (durée 1 heure 30);

c) Une rédaction sur un sujet simple (durée 1 heure);

d) Une interrogation sur la géographie de l'Afrique occidentale française (durée 30 minutes);

e) Une interrogation sur les sciences usuelles appliquées à l'hygiène, à la navigation, ou à la pêche (durée 30 minutes).

Chacune des épreuves est notée de 0 à 20.

ART. 8. — Les commissions de surveillance des épreuves désignées par les gouverneurs des colonies du groupe comprennent :

Président :

Le commandant de cercle ou son délégué.

Membres :

Un instituteur du cadre supérieur;

Un fonctionnaire des cadres secondaires.

A la fin de chaque séance, les compositions sont mises sous plis cachetés et paraphés par les membres de la commission de surveillance qui dresse un procès-verbal mentionnant dans quelles conditions les épreuves ont été subies ainsi que les incidents qui ont pu se produire pendant les séances.

Les compositions et le procès-verbal sont transmis d'urgence au commandant de l'unité marine à Dakar, directeur de l'école de navigation.

La commission de correction des épreuves est composée de quatre membres :

Président :

L'inspecteur général de l'enseignement ou son délégué.

Membres :

Le directeur de l'école de navigation, ou son délégué;

Deux instituteurs du cadre supérieur.

Après établissement du tableau des notes, le président de la commission de correction envoie au gouverneur général la liste des candidats qu'elle lui propose d'admettre dans la limite des places disponibles.

RÉGIME DES ÉTUDES

ART. 9. — La durée des études est de trois ans.

Au cours de ces années d'études, les élèves reçoivent :

1^o — Un enseignement professionnel;

2^o — Un enseignement général, destiné à compléter leur instruction.

ART. 10. — L'enseignement professionnel porte sur la conduite des embarcations à la voile, à vapeur ou à moteur, savoir :

1^o — Enseignement pratique de manœuvre, règlement sur le service des feux, les signaux à faire et les manœuvres à exécuter à bord des bâtiments de l'Etat et du commerce tant en service normal que pour éviter les abordages;

2^o — Police de la navigation, rapports du capitaine avec les différents services, inscription maritime, douanes, santé, rôle d'équipage, patente de santé, congés;

3^o — Compas, variations, faire valoir une route, estime, courants, distances entre les différents points principaux des parages fréquentés, loch, sablier, notions pratiques sur les marées, usage de la sonde, cartes marines, correction de cartes;

4^o — Hygiène navale, propreté générale, individuelle, eau potable, quarantaine;

5^o — Des cours spéciaux comportant des notions sur les machines à vapeur et les chaudières sont professés à tous les candidats au brevet de patron au bornage, désireux d'obtenir l'aptitude à commander à la vapeur, ainsi qu'aux candidats au brevet de maître au petit cabotage.

ART. 11. — L'enseignement général comprend des éléments d'orthographe et de rédaction, d'arithmétique et de géométrie pratique.

ART. 12. — Le programme détaillé des matières à enseigner constitue l'annexe 1 du présent arrêté.

ART. 13. — La répartition horaire des matières, le tableau d'emploi du temps quotidien, le programme mensuel d'enseignement professionnel et général, le règlement intérieur des études sont arrêtés par le directeur, approuvés par le commandant de la marine.

PERSONNEL ENSEIGNANT

ART. 14. — Le personnel enseignant comprend :

Un directeur;

Un professeur;

Un instituteur du cadre secondaire désigné par le gouverneur général;

Des moniteurs.

Les fonctions de directeur sont remplies par le commandant de l'unité marine à Dakar, celles de professeur par un officier de marine, désigné par le commandant de la marine en Afrique occidentale française, tous deux doivent être agréés par le gouverneur général.

Les fonctions de moniteurs sont remplies par des officiers marins choisis par le directeur et agréés par le commandant de la marine en Afrique occidentale française.

ART. 15. — Les emplois énumérés ci-dessus donnent droit à des indemnités dont le taux est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

Ces indemnités sont payables par mois, à terme échu.

ART. 16. — Au cours de l'année scolaire, les élèves sont astreints à subir des épreuves pratiques, écrites et orales hebdomadaires ou mensuelles dont les notes comptent pour le classement.

ART. 17. — Le passage d'un cours à l'autre est prononcé par le directeur en faveur de tous les élèves ayant obtenu la moyenne d'une note générale d'ensemble résultant des notes de composition de fin d'année, de classe, de travail et de conduite obtenues au cours de l'année scolaire.

DIPLOME DE L'ÉCOLE

ART. 18. — A la fin de leurs études, après la troisième année, les élèves sont tenus de se présenter à un examen de sortie.

Ceux qui ont satisfait à cet examen reçoivent le brevet de patron au bornage, avec mention d'aptitude au commandement à la vapeur.

Ceux de ces candidats qui sont proposés par la commission d'examen dans les conditions de l'article 19 peuvent obtenir le brevet de maître au petit cabotage, sous réserve de satisfaire aux conditions d'âge et de navigation exigées par le décret sur les brevets coloniaux de commandement du 26 février 1862. Dans le cas d'insuffisance d'âge et de temps de navigation exigible, les candidats ayant satisfait à l'examen recevront un certificat qu'ils pourront échanger contre les brevets ci-dessus dès qu'ils réuniront les conditions réglementaires.

Le séjour à l'école compte comme temps de navigation.

Le temps de service à l'Etat, après la sortie de l'école, est compté comme navigation, sous réserve que le diplômé ait été effectivement embarqué sur un bâtiment.

ART. 19. — L'examen de fin d'études comporte, en plus des épreuves théoriques portant sur le programme des études, des épreuves pratiques à bord des bâtiments à voile et à vapeur.

La commission d'examen comprend :

Président :

Le directeur de l'école de navigation.

Membres :

Le chef du service de l'inscription maritime;

Un représentant de la marine marchande.

Le président de la commission fixe tous les détails de l'examen, dates, heures, lieux et moyens.

ART. 20. — La nature et l'importance des épreuves, le nombre total de points nécessaires, sont fixés par le tableau ci-après :

a) Epreuves écrites :

Composition française	3
Navigation théorique	3
Arithmétique et système métrique	2
Géométrie	2
	10

b) Epreuves orales :

Navigation théorique (compas, cartes, marées, son-	
des, signaux, règlements)	10
Manœuvres, description élémentaire du navire,	
hygiène navale	10
Conduite des machines	5
	25

c) Epreuves pratiques :

Navigation pratique	10
Manœuvre à vapeur	15
Manœuvre à la voile	10
Manœuvre en remorqueur	15
Matelotage	10
Machine	5
	65

Sont déclarés admis les candidats ayant obtenu 1.200 points (moyenne 12) sans avoir une note 0 ni deux notes inférieures à 5. Les candidats ayant obtenu 1.400 points (moyenne 14) sans note inférieure à 5 peuvent être proposés pour l'obtention du brevet de maître au petit cabotage.

La commission fait établir :

1^{re} — Un procès-verbal donnant le sommaire des examens et mentionnant les résultats;

2^e — Un état récapitulatif détaillé des notes obtenues par les candidats.

ART. 21. — Au vu du procès-verbal de la commission et sur proposition du commandant de la marine, le gouverneur général prononce par arrêté la délivrance des divers brevets.

ENTRETIEN DES ÉLÈVES

ART. 22. — Le régime de l'école est l'internat. Les élèves sont soumis, pour l'entretien, aux mêmes règles que les Pupilles mécaniciens de la marine. Les frais de nourriture et d'entretien sont supportés par le budget général de l'Afrique occidentale française, sauf la réserve prévue par l'article 25 ci-dessous.

ART. 23. — Les élèves de l'école de navigation reçoivent une allocation journalière nette de toute retenue de :

- 0 fr. 50 en 1^{re} année,
- 0 fr. 60 en 2^e année,
- 1 fr. en 3^e année.

Des gratifications mensuelles de 5 à 15 francs peuvent être allouées aux élèves qui se signalent par leur travail et leur conduite.

ART. 24. — L'instruction pratique des élèves se fera à bord des bâtiments de la marine. Le budget général supportera les dépenses de matériel d'instruction et remboursera à la marine les dépenses de combustibles nécessitées par les sorties à la mer.

DISCIPLINE ET CONGÉS

ART. 25. — Les élèves peuvent être licenciés en cours d'année scolaire pour inaptitude professionnelle, incapacité notoire ou mauvaise conduite habituelle.

Ils peuvent être également licenciés en fin d'année à la suite des examens de passage.

L'exclusion est prononcée par le commandant de la marine qui en rend compte au gouverneur général.

ART. 26. — Il peut être accordé aux élèves de l'école de navigation pendant la durée de leurs études une permission annuelle.

Cette permission est fixée par le directeur de l'école, elle ne peut dépasser 60 jours. Elle peut être supprimée si l'élève n'a pas donné satisfaction par son travail et sa conduite au cours de l'année scolaire.

Pendant la durée de cette permission, les élèves reçoivent une indemnité d'entretien de 1 franc par jour.

Les frais de voyage à l'occasion de ces permissions annuelles et de la libération définitive des élèves sont à la charge du budget général.

Les élèves sont classés à la cinquième catégorie prévue par les règlements en vigueur.

ART. 27. — En cas d'alerte, de mobilisation générale ou partielle, les élèves de troisième année sont versés d'office au service de la marine nationale en qualité de matelots timoniers.

ART. 28. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 28 février 1940.

LÉON CAYLA.

ANNEXE I

Programme des études

THÉORIE

Arithmétique. — Numération, 4 règles, addition, soustraction, multiplication, division des nombres entiers et décimaux.

Fractions. Notions simples.

Système métrique. Anciennes mesures encore en usage. Mesures anglaises.

Géométrie. — Lignes. Circonférence. Rayon. Corde et arc.

Division de la circonférence en degrés et en heures.

Angles. Notions simples sur les divers angles.

Rapporteur. Equerre. Par un point mener une droite faisant un angle donné avec une autre droite.

Perpendiculaires. Parallèles. Horizon. Points cardinaux. Rose des vents.

Navigation. — Aiguilles aimantées. Compas de route, de relèvement. Variations. Calcul des variations par alignements. Amplitude.

Corriger un relèvement de la variation.

Dérive.

Corriger une route de la variation et de la dérive et inversement.

Lieu mariné. Mille marin. Loch et sablier. Carte marine. Latitude et longitude d'un lieu.

Porter sur la carte un lieu donné par longitude et latitude et inversement.

Tracer le rhumb de vent qui passe par un point donné.

Trouver le rhumb de vent qui passe par deux points donnés.

Moyen pratique de trouver la distance entre deux points sur la carte.

Porter un point sur la carte par un relèvement et une distance. Par deux relèvements. Par trois relèvements.

Usage de la sonde.

Connaissant le point de départ et une ou plusieurs routes parcourues, trouver le point d'arrivée sur la carte.

Notions pratiques sur les marées, les courants.

Moyen général de tenir compte des courants dans l'évaluation de la route.

Hygiène navale. Eau potable. Quarantaine.

Français. — Orthographe. Notions élémentaires de grammaire. Dictée. Rapport. Compte rendu d'incidents de mer.

Géographie. — Géographie côtière du Sénégal et colonies adjacentes. Fleuves. Rivières. Ports. Bancs. Iles.

Géographie économique. Diverses productions. Cultures. Forêts. Exportation. Importation.

Machines. — Etudes sommaires des machines à vapeur. Chaudières. Appareils auxiliaires. Moteurs, etc...

PRATIQUE

a) *Matelotage.* — Nomenclature des diverses parties d'un bâtiment : voile et vapeur, coque, mâture, gréement, voiles.

Dénomination des navires et des embarcations d'après leur système de voilure.

Nœuds, amarrages, épissures, garnitures diverses et appliquées à toutes espèces de filin; tailler, coudre, réparer une voile.

b) *Manœuvre d'embarcation.* — Embarcation. Description. Construction, manœuvre. Appareillages en toutes circonstances. Virer de bord, mettre en panne, luvoyer.

c) *Manœuvre du bâtiment, voile et vapeur.* — Gouvernail. Description. Son effet. Barre, commandements à la barre. Gouvernail de fortune. Gouverner en remorque et quand on donne la remorque. Principe de l'arrimage à bord. Placement du lest. Ce qu'on appelle être en différence, rendre un navire ardent ou mou. Avaries de mâture. Réparer une vergue. Changement de mât, de mât de hune, de voile, de vergue.

Beau et mauvais temps. Navigation. Echouage volontaire ou forcé. Fuir, mouiller, affoucher. Manœuvre des ancres. Ancre flottante.

d) *Navigation pratique.* — Courants généraux, permanents ou saisonniers. Influence du vent. Marques qui peuvent faire connaître les courants ou la nature du fond.

Usage de la sonde : sonde à mains. Nature des fonds. Corriger la sonde. Sondeurs employés pour grands fonds : Warluzel. « Thompson ». Naviguer de nuit. Atterrir de nuit.

Routes à faire pour aller d'un point à un autre.

Exercices sur la carte.

Polices de la navigation. Rôles. Rapports du capitaine avec les différents services maritimes.

Carte de circulation

ARRETE No 3587 F. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1914 relatif aux cartes et permis de circulation sur les voies ferrées des diverses colonies du groupe dont l'exploitation est assurée par l'administration;

Vu l'arrêté no 2018/tp. du 31 août 1934 modifié par les arrêtés 1512/tp. du 22 avril 1942 et 3352/tp. du 21 septembre 1942 relatifs aux cartes d'abonnement pour fonctionnaires;

Vu l'arrêté no 4545/tp. du 22 décembre 1942 fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo et l'arrêté no 999/tp. du 6 mars 1943 organisant la direction des transports;

Vu l'avis du conseil des transports;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En dehors du personnel de la direction générale des travaux publics, servant dans les chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo, pour lequel les facilités de circulation font l'objet d'une réglementation spéciale, ont droit à une carte de circulation gratuite et permanente en 1^{re} classe sur tous les réseaux de la fédération, valable pour les auto-rails :

le gouverneur secrétaire général;

les gouverneurs, chefs de colonie ou de territoire;

le directeur du contrôle financier;

les directeurs généraux, inspecteurs généraux et directeurs du Gouvernement général;

le directeur-adjoint des transports.

Ces cartes, valables pour une année, sont établies d'office par le directeur général des travaux publics.

ART. 2. — Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, le directeur général des travaux publics ou son délégué délivrera, sur autorisation ou selon les prescriptions du gouverneur général, les cartes permis de circulation et bons de réduction destinés à des personnes autres que celles visées à l'article 1^{er}.

Ces facilités de transport seront comptabilisées aux fins de statistiques.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé :

1^{er} — de réglementer les facilités de circulation accordées au personnel relevant de son autorité;

2^o — d'appliquer les dispositions de l'arrêté no 2018 du 31 août 1934 modifié par arrêtés des 22 avril et 21 septembre 1942 relatif aux cartes d'abonnement pour fonctionnaires;

3^a — d'autoriser la délivrance à des personnes étrangères à l'administration de permis de circulation ou de bons de réduction lorsque ces facilités de transport sont motivées par des nécessités de service, à charge par lui de fournir périodiquement la liste des bénéficiaires au gouverneur général.

ART. 4. — Les cartes, permis et bons de réduction seront conformes aux modèles annexés au présent arrêté; une couleur distincte, semblable à celle adoptée pour les billets de voyageurs, différenciera chacune des trois classes.

Les titres de transport sont délivrés à titre rigoureusement personnel et ne peuvent être utilisés que par leur titulaire. Ils comporteront l'indication des réseaux sur lesquels ils sont valables et, éventuellement, la désignation du parcours autorisé.

Les permis et bons de réduction sont établis pour un seul voyage; les bons de réduction portent l'indication du taux de la réduction accordée.

ART. 5. — Toutes les dispositions antérieures et contraires à celles du présent arrêté, notamment celles de l'arrêté du 25 janvier 1914, sont et demeurent abrogées.

ART. 6. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

Cacao

ARRETE No 3682 bis F. du 16 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942, fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par arrêté du 28 juillet 1938, réorganisant les chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité du droit de sortie sur le cacao:

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
224 — 225	Cacao en fèves, pellicules, coques ou poussières, broyé, en pâtes, poudres, tablettes ou autrement	Valeur	6 %

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 16 octobre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.*

L. GEISMAR.

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 652 F. du 30 novembre 1943).

Sacs vides

ARRETE N° 3683 TER./SE. du 16 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 12 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939 autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

Vu l'arrêté n° 4464/SE. du 17 décembre 1941 réglementant les mouvements de sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 4464/SE. du 17 décembre 1941 réglementant le mouvement des sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française est et demeure abrogé.

ART. 2. — La déclaration des stocks de sacs vides neufs ou usagés en jute ou en fibres dures est obligatoire au premier jour de chaque trimestre. A titre exceptionnel une déclaration aura lieu à la date du 1^{er} novembre 1943, les déclarations se feront ensuite les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année.

ART. 3. — Les gouverneurs pourront procéder, en cas de besoin, au blocage de tout ou partie des stocks de sacs existants.

ART. 4. — La sacherie fournie par les alliés est réservée à l'exportation des produits destinés aux pays alliés en vertu de conventions ou contrats signés avec le Gouvernement général. Les attributaires de cette sacherie devront en tenir une comptabilité permettant de justifier à tout moment qu'elle n'a été revendue qu'à des commerçants titulaires d'une attestation du syndicat des exportateurs des produits considérés ou, à défaut, du bureau économique de la colonie ou du territoire intéressé, certifiant que lesdits commerçants sont bien exportateurs des produits en cause.

ART. 5. — Des dérogations à la règle fixée à l'article 4 ci-dessus pourront être accordées par les gouverneurs dans le cas où la qualité ou l'état des sacs livrés par les alliés ne permettrait pas leur utilisation pour l'exportation.

ART. 6. — Les charrois intérieurs, les expéditions intercoloniales ne pourront s'effectuer qu'à l'aide de sacs de fabrication locale; de sacs usagés ou de sacs de provenance des pays alliés reconnus impropres à leur utilisation pour l'exportation et ayant fait l'objet de dérogations prévues à l'article 5 ci-dessus.

ART. 7. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 8. — Les gouverneurs, le commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 octobre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.*

L. GEISMAR.

Prohibition de sortie

ARRETE N° 3797 S. E. du 31 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 3 juin 1941, réglementant l'entrée en France des colis familiaux de denrées alimentaires rationnées dans la métropole et de savon;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 qui valide la loi du 14 mars 1942, codifiant la réglementation en matière de prix et stocks en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu l'arrêté du 7 août 1942, réglementant la sortie des denrées alimentaires et de savon sous forme de colis postaux, paquets poste et envois similaires, provisions de route et de ménage, pacotille;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure par la commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 7 août 1942, réglementant la sortie des denrées alimentaires et du savon, sous forme de paquets, colis ou envois similaires, provisions de route et de ménage, pacotille, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

1. — Envois par paquets poste, aéropaquets et colis postaux à destination de l'Afrique du Nord, de la Corse et de tous autres territoires français libérés.

A. — CONDITIONS DES EXPÉDITIONS

ART. 2. — Les envois en paquets poste, colis postaux, aéropaquets à destination de l'Afrique du Nord, de la Corse et de tous autres territoires français libérés peuvent être autorisés dans les conditions suivantes :

Pour être acceptés aux guichets des bureaux de poste et des compagnies de navigation aérienne et être acheminés sur leur destination les paquets ou

colis postaux contenant des denrées alimentaires ou du savon devront obligatoirement :

- a) Avoir un caractère familial et gratuit;
- b) Ne contenir que des produits dont la liste limitative est donnée à l'article 3;
- c) Etre revêtus d'une étiquette spéciale;
- d) S'il s'agit de paquets poste, être revêtus de l'étiquette verte C. I. « à soumettre à la douane » indiquant la nature, l'origine, la quantité et la valeur des produits exportés; s'il s'agit de colis postaux ou d'aéropaquets être accompagnés de la déclaration en douane réglementaire.

Produits susceptibles d'être exportés

ART. 3. — Peuvent seuls être exportés par paquets poste, colis postaux, aéropaquets et messageries le savon et les produits alimentaires suivants à l'exclusion de tous les autres :

- Arachides;
- Café vert ou torréfié;
- Cacao en grains ou broyé;
- Fruits frais, secs ou tapés;
- Poissons salés, séchés ou fumés d'origine locale;
- Viande d'origine locale séchée ou salée ou conservée par tout autre moyen mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos;
- Confitures, chocolat, confiserie de fabrication locale;
- Miel de production locale;
- Huile et graisses végétales de production locale;
- Beurre indigène;
- Légumes secs ou séchés de production locale;
- Maïs, mil, riz, manioc, patates et autres végétaux exotiques similaires de production locale, en grains, racines, farines, féculs ou sous toutes autres formes.

Etiquettes

ART. 4. — Ces étiquettes sont extraites d'une carte d'expéditeur. Chaque étiquette est valable pour un paquet ou colis pesant brut au maximum 2 kgr. 500; les étiquettes ne peuvent être utilisées que pendant la quinzaine de leur validité sauf les dispositions spéciales indiquées ci-après pour les colis d'un poids supérieur à 2 kgr. 500.

Le cachet de la poste ou le timbre à date du transporteur feront foi de la date de remise au regard des services de contrôle à destination.

L'expédition de colis d'un poids supérieur à 2 kgr. 500 est admise dans la limite d'envois ne dépassant pas 10 kilogrammes à un même destinataire tous les mois. Elle pourra s'effectuer moyennant l'apposition de 2, 3 ou 4 étiquettes, extraites de la même carte, consécutives et dont une au moins devra être de la quinzaine de la date d'envoi, pour des colis ne dépassant pas 5 kilogrammes, 7 kgr. 500 ou 10 kilogrammes suivant le cas.

Cartes d'expéditeur — Ayants droit

ART. 5. — Des cartes d'expéditeur peuvent être délivrées à chaque Français d'origine métropolitaine ou nord-africaine âgé de plus de 17 ans résidant en Afrique française ou s'y trouvant retenu pour des motifs de service.

Provisoirement, en attendant la libération du territoire métropolitain les ayants droit devront déclarer sur l'honneur et par écrit avoir en Afrique du Nord

ou en Corse (avec indication des noms et adresses) leur époux (ou épouse) ou leurs ascendants et descendants en ligne directe; ou leurs frères, sœurs et leurs familles (conjointes et enfants). Il n'est délivré de droit qu'une seule carte par expéditeur sans que le nombre des cartes délivrées aux membres d'une même famille puisse être supérieur à deux, l'une pour l'époux, l'autre pour l'épouse que l'un ou l'autre conjoint soit ou non présent à la colonie.

Exceptionnellement, des cartes pourront être délivrées aux personnes résidant en Afrique française âgées de plus de 17 ans, d'origine non métropolitaine ou nord-africaine, qui justifieront avoir en Afrique du Nord, en Corse et plus tard en France au moins un parent des degrés énumérés ci-dessus.

Toute fraude en matière de déclaration sera sanctionnée des peines prévues par l'ordonnance du 10 septembre 1943, validant la loi du 14 mars 1942.

Délivrance

ART. 6. — Les cartes sont délivrées et renouvelées par le service chargé de la distribution des cartes de rationnement de chaque colonie ou territoire ou par toute autre autorité administrative dans les conditions fixées par les gouverneurs.

En ce qui concerne les marins affectés en Afrique occidentale française et les hommes de troupe, les demandes seront centralisées par les chefs d'unité qui transmettront un état nominatif à l'autorité administrative du lieu de résidence.

Les cartes sont personnelles et ne peuvent être utilisées que par leur titulaire.

Validité

ART. 7. — Les cartes ne sont valables que dans la colonie ou le territoire où elles ont été délivrées. Toutefois, les colis revêtus d'étiquettes délivrées en Mauritanie ou au Niger pourront être postés: les premiers à Saint-Louis (Sénégal), les seconds au Dahomey.

En cas de changement de colonie, le titulaire d'une carte devra la remettre au service qualifié de sa nouvelle résidence qui procédera à son échange, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités administratives.

Retrait au départ de la fédération

ART. 8. — Toute personne possédant une carte d'expéditeur et quittant les territoires de la fédération et du Togo est tenue de remettre cette carte avec les étiquettes non utilisées au service qui sera désigné dans chaque port d'embarquement, par les gouverneurs ou chefs de territoire.

Les compagnies de navigation maritime ou aérienne et de transports transsahariens ne doivent délivrer de billets de passage individuels ou collectifs que sur présentation d'un certificat délivré par le service compétent et attestant que les intéressés sont en règle.

Pour permettre un contrôle efficace, les compagnies de transports désignées ci-dessus doivent, après chaque départ, adresser au service du contrôle la liste des passagers embarqués.

Toutefois les personnes quittant l'Afrique française pour une période inférieure à un mois pourront déposer leur carte au service chargé du contrôle des voyageurs. Cette même carte leur sera remise au retour après prélèvement des étiquettes correspondant à la durée de leur absence.

B. — DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 9. — La carte d'expéditeur n'ouvre, en aucun cas, droit à des distributions supplémentaires de tickets ou de coupons de consommation pour les produits rationnés.

Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux envois destinés aux prisonniers de guerre, aux Comités de la Croix-Rouge française, qui restent soumis aux régimes spéciaux actuellement en vigueur.

C. — MESURES DE CONTRÔLE

ART. 10. — Les agents du service des postes sont chargés de vérifier lors de la remise des paquets ou colis aux guichets que les envois sont réguliers, c'est-à-dire :

1^o — Pour les colis ne dépassant pas 2 kgr. 500 qu'ils sont revêtus de l'étiquette spéciale correspondant à la quinzaine pendant laquelle s'effectue l'envoi;

2^o — Pour les colis de 5 kilogrammes, 7 kgr. 500 et 10 kilogrammes qu'ils sont revêtus de 2, 3 ou 4 étiquettes utilisées dans les conditions définies à l'article 4;

3^o — Que le colis est revêtu de l'étiquette verte « à soumettre à la douane » du modèle C. I. s'il s'agit d'un paquet poste ou accompagné d'une déclaration en douane réglementaire, s'il s'agit d'un colis postal ou d'un envoi par messagerie.

ART. 11. — Les agents du service des douanes procéderont au contrôle des paquets quant à leur contenu dans toutes les localités où existe un centre de contrôle postal.

D. — PÉNALITÉS

ART. 12. — Tout envoi irrégulier vis-à-vis de l'administration des postes pour défaut d'étiquettes, dépassement de poids, étiquette périmée ou non valable dans la colonie, absence de déclaration en douane sera refoulé purement et simplement.

ART. 13. — Tout envoi irrégulier vis-à-vis de l'administration des douanes donnera lieu aux pénalités prévues par la réglementation douanière.

ART. 14. — La cession d'étiquette, l'utilisation de fausses étiquettes, de faux cachets, les envois à caractère commercial, etc, entraîneront la confiscation du paquet ou colis au profit de la Croix-Rouge sans préjudice pour les contrevenants de l'application des peines prévues par l'ordonnance du 10 septembre 1943.

II. — Provisions de route ou de ménage.

ART. 15. — Toute personne, quels que soient son âge et sa situation de famille, quittant l'Afrique française, est autorisée à emporter avec elle à titre de provisions de ménage 15 kilogrammes au maximum de denrées alimentaires ou de savon et, à titre de provisions de route pour la durée du voyage :

1 kilogramme de farine;

2 kilogrammes de sucre;

2 kilogrammes de conserves ou pâtes alimentaires et pour les enfants âgés de moins de 7 ans une quantité de lait égale à un mois de rationnement en Afrique française.

ART. 16. — Pour l'application des dispositions de l'article précédent il ne sera, en aucun cas, délivré de tickets ou de coupons de consommation supplémentaires pour les denrées rationnées en Afrique française.

III. — Dispositions spéciales concernant la pacotille embarquée par les équipages des navires de commerce.

ART. 17. — Le personnel de la marine de guerre affecté en Afrique française est assimilé aux personnes résidant dans le territoire et peut, de ce fait, bénéficier des dispositions des titres I et II ci-dessus.

ART. 18. — Le personnel des bâtiments marchands qui ne font qu'escale dans les ports de l'Afrique française ne pourra embarquer pour son compte des denrées alimentaires ou du savon que sous réserve de l'accomplissement des formalités suivantes :

Tout embarquement individuel est interdit. Des embarquements collectifs pourront avoir lieu sur l'autorisation spéciale du service désigné par le gouverneur et sous le contrôle du service des douanes dans la limite des quantités fixées pour chaque marin ou homme d'équipage, comme suit :

Café vert ou torréfié	2 kilos
Cacao ou chocolat d'origine ou de fabrication locale	3 —
Légumes secs d'origine locale	3 —
Huile	1 litre
Viande fraîche, séchée, salée ou conservée par tout autre moyen, mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos	4 kilos
Savon	1 kgr. 500
Sucre	1 kilo
Tapioca	5 kilos
Poisson séché de fabrication locale	1 kilo
Fruits et légumes verts	5 kilos
Miel	1 kilo

ART. 19. — Pour bénéficier des facilités prévues à l'article 18 le commandant du bord devra remplir lors de son passage à Dakar une demande du modèle ci-joint, comprenant la liste nominative du personnel se trouvant sur son bâtiment; cette liste devra être certifiée exacte par l'administrateur de l'inscription maritime de Dakar.

Cette demande sera établie en un seul exemplaire; elle sera valable pour toute la durée du séjour en Afrique française; elle portera les autorisations d'embarquer du service désigné et devra obligatoirement être visée par la douane de chacun des ports touchés qui mentionnera, le cas échéant, les quantités embarquées.

ART. 20. — Pour les navires ne touchant que Dakar les autorisations d'embarquer pourront porter sur la totalité des quantités fixées à l'article 18.

Le service des douanes sera chargé de vérifier que la totalité des produits embarqués dans plusieurs escales ne dépasse pas les quantités maxima fixées à l'article 18.

ART. 21. — Pour les denrées rationnées en Afrique française il ne sera, en aucun cas, délivré de tickets ou de coupons de consommation supplémentaires.

IV. — Pénalités.

ART. 22. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par l'ordonnance du 10 septembre 1943.

ART. 23. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 31 octobre 1943.

P. CURNARIE.

LISTE NOMINATIVE

du personnel se trouvant à bord du
arrivé à Dakar, le
et devant partir à destination de

NUMERO D'ORDRE	NOM ET PRENOMS	NUMERO D'ORDRE	NOM ET PRENOMS

Certifié conforme.

Dakar, le

L'Administrateur
de l'Inscription Maritime,

Total de l'effectif.....

Dakar, le

Le Commandant
du Bâtiment,

DEMANDE D'AUTORISATION D'EMBARQUEMENT

concernant les denrées alimentaires et le savon emportés au titre pacotille par le personnel du navire

Nomenclature des produits	Quantités maxima pouvant être embarquées (Arrêté du 31 octobre 1943)		A embarquer à Dakar			A embarquer à			A embarquer à			A embarquer à		
	Individuelles	Total (effectif de	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)
Café vert ou torréfié	2 kg.													
Cacao ou chocolat d'origine ou de fabrication locale	3 kg.													
Légumes secs d'origine locale	3 kg.													
Huile	1 litre													
Viande	4 kg.													
Savon	1 kg. 5.													
Sucre	1 kg.													
Tapioca	5 kg.													
Poisson séché de fabrication locale	1 kg.													
Fruits et légumes verts	5 kg.													
Miel	1 kg.													
Autorisation d'embarquer délivrée par le Service des			(1) Autorisé les quantités ci-dessus. Dakar, le 194 Le Chef du Service, Signature et cachet.			(1) Autorisé etc. ...			(1) Autorisé etc. ...			(1) Autorisé etc. ...		
Visa de la Douane			(2) Vu embarquer les quantités ci-dessus. Dakar, le 194 Le Vérificateur, Signature et cachet du Bureau.			(2) Vu embarquer etc. ...			(2) Vu embarquer etc. ...			(2) Vu embarquer etc. ...		

NOTA. — Il est rappelé que l'embarquement au titre pacotille des denrées alimentaires et du savon ne peut avoir lieu que sur autorisation du Service désigné sur le vu de la présente demande, qui doit obligatoirement être établie en un seul exemplaire et dont la liste au verso, doit être certifiée conforme par l'Administrateur de l'Inscription maritime.

Biens séquestrés

N° 4006 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :
23 novembre 1943. — Sont placés sous séquestre les biens des personnes désignées ci-après :

Nos d'ordre	NOMS, PRENOMS, RÉSIDENCE	NATIONALITÉ	BIENS PLACÉS SOUS SÉQUESTRE	ADMINISTRATEUR SÉQUESTRE
78	MORAITIS Emmanuel, entrepreneur de Travaux Publics Lomé (Togo)	Grec	Somme de 54.985 francs 70 versée à la Caisse des Dépôts et Consignations par le Receveur des Domaines de Lomé	Receveur enregistré Lomé
79	SAUERWALD Oskar à Nuttler-sur- Rhur Bahnhofstr. 2	Allemande	Créance sur la Direction des Ecoles catholiques du Vicariat apostolique de Lomé, montant à 380,85 R. M. soit en monnaie anglaise sui- vant calcul du créancier en 1939 £. 32-13-4 ^d	
80	POETZCH Georg ancien agent de la D. T. G. à Lomé	Allemande	Reliquat du compte de dépôt à la B. A. O.	

Tapioca

ARRETE N° 4.100 SE, du 2 décembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation
du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes subsé-
quents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codi-
fiant le régime des prix dans les territoires relevant du
secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 1680/SE, du 3 mai 1943 modifiant
l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur F. O. B. port d'em-
barquement du tapioca de la récolte 1943-1944 destiné
à l'exportation hors des territoires de la fédération
est fixée quelle que soit la colonie ou territoire de
provenance à 5.900 francs la tonne logée.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe
et le commissaire de la République française au Togo
sont chargés de l'application du présent arrêté qui
sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 2 décembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général
chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,*
L. GEISMAR.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Personnel****Cadres locaux indigènes**

ARRETE N° 567 P. du 26 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. A.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la
solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents
des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont
modifié;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et
aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et

agents des services coloniaux retribués sur les budgets gé-
néraux, locaux et spéciaux et annexes de l'A. O. F. et du Togo;
Sous réserve de ratification ultérieure en conseil d'admi-
nistration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} mai 1943,
la solde annuelle de présence définie à l'article 12 du
décret du 2 mars 1910 susvisé des fonctionnaires des
cadres locaux du Togo telle qu'elle est fixée par les
actes organiques régissant au 16 juin 1940 les diffé-
rents cadres auxquels appartiennent ces personnels
est majorée :

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est inférieure à 4.500 frs. 3.500

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est composée entre 4.501 et 6.000 frs. 4.200

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est composée entre 6.001 et 7.000 frs. 5.000

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est composée entre 7.001 et 8.000 frs. 6.000

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est composée entre 8.001 et 9.000 frs. 7.000

Fonctionnaires dont la rémunération brute
annuelle est composée entre 9.001 et 20.000 frs. 8.000

ART. 2. — A partir de la date d'application du pré-
sent arrêté, sont supprimés pour les personnels visés
à l'article précédent les suppléments provisoires de
traitement alloués par la réglementation antérieure.

ART. 3. — Les soldes des agents des cadres locaux
indigènes du Togo organisés par arrêté du commis-
saire de la République, sont fixées en conséquence, à
partir de la date d'application du présent arrêté con-
formément aux indications des tableaux joints en an-
nexe.

ART. 4. — Le présent arrêté qui abroge toutes dis-
positions antérieures contraires sera enregistré, pu-
blié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 octobre 1943.

*Pour le commissaire de la République au Togo,
L'inspecteur des affaires administratives,
Chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance
du 30 novembre 1943.

Cadres Locaux Indigènes du Territoire du Togo

TABLEAU A

CADRES SUPÉRIEURS

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>I. — Service de Santé</i>			
Aide-médecin principal de 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Aide-médecin principal de 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Aide-médecin de 1 ^{re} classe	14.000	8.000	22.000
Aide-médecin de 2 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Aide-médecin de 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Aide-médecin de 4 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Aide-médecin de 5 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Aide-médecin de 6 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Aide-médecin stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Aide-médecin stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>II. — Service de l'Enseignement</i>			
Instituteur principal 1 ^{re} classe	20.000	8.000	28.000
Instituteur principal 2 ^e classe	18.000	8.000	26.000
Instituteur principal 3 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Instituteur ordinaire 1 ^{re} classe	14.000	8.000	22.000
Instituteur ordinaire 2 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Instituteur-adjoint 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Instituteur-adjoint 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Instituteur-adjoint 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Instituteur-adjoint 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Instituteur auxiliaire 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Instituteur auxiliaire 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Instituteur stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Instituteur stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>III. — Service de l'Agriculture</i>			
Agent supérieur 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Agent supérieur 2 ^e classe	17.000	8.000	25.000
Agent supérieur 3 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Agent principal 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Agent principal 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Agent principal 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Agent principal 4 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Agent principal 5 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Agent 1 ^{re} classe	9.500	8.000	17.500
Agent 2 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Agent 3 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Agent 4 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Agent 5 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Agent stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Agent stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>IV. — Service des Douanes</i>			
Commis principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Commis principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Commis principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Commis de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Commis de 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Service des Douanes (suite)</i>			
Commis de 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Préposé de 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Préposé de 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Préposé de 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Préposé de 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Préposé de 5 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Préposé de 6 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Préposé de 7 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Préposé de 8 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Préposé stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Préposé stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>V. — Service des P. T. T.</i>			
Commis principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Commis principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Commis principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Commis principal 3 ^e classe	15.000	8.000	23.000
Commis hors classe	14.000	8.000	22.000
Commis de 1 ^{re} classe	13.000	8.000	21.000
Commis de 2 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Commis de 3 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Commis de 4 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Commis de 5 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Commis de 6 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Commis de 7 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Commis de 8 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Surnuméraire	4.600	4.200	8.800
Stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>VI. — Service Radioélectrique</i>			
Commis ou mécanicien radio principal 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Commis ou mécanicien radio principal 2 ^e classe	17.000	8.000	25.000
Commis ou mécanicien radio principal 3 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Commis ou mécanicien radio principal 4 ^e classe	15.000	8.000	23.000
Commis ou mécanicien radio principal 5 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Commis ou mécanicien radio principal 6 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Commis ou mécanicien radio 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Commis ou mécanicien radio 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Commis ou mécanicien radio 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Commis ou mécanicien radio 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Commis ou mécanicien radio 5 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Commis ou mécanicien radio 6 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Commis ou mécanicien radio 7 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Commis ou mécanicien radio 8 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Commis ou mécanicien radio stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>VII. — Services Civils (Bureaux)</i>			
Commis d'administration principal 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Commis d'administration principal 2 ^e classe	17.000	8.000	25.000
Commis d'administration principal 3 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Commis d'administration principal 4 ^e classe	15.000	8.000	23.000
Commis d'administration principal 5 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Commis d'administration principal 6 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Commis d'administration 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Commis d'administration 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Commis d'administration 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Services Civils (Bureaux) (suite)</i>			
Commis d'administration 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Commis d'administration 5 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Commis d'administration 6 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Commis d'administration 7 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Commis d'administration 8 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Commis stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Commis stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>VIII. — Interprètes</i>			
Interprète en chef 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Interprète en chef 2 ^e classe	17.000	8.000	25.000
Interprète principal de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Interprète principal de 2 ^e classe	13.500	8.000	21.500
Interprète principal de 3 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Interprète principal de 4 ^e classe	10.000	8.000	18.000
Interprète principal de 5 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Interprète de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Interprète de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Interprète de 3 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Interprète de 4 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Interprète de 5 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Interprète stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Interprète stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
<i>IX. Service de Police et Sûreté</i>			
Inspecteur auxiliaire principal 1 ^{re} classe	18.000	8.000	26.000
Inspecteur auxiliaire principal 2 ^e classe	17.000	8.000	25.000
Inspecteur auxiliaire principal 3 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Inspecteur auxiliaire principal 4 ^e classe	15.000	8.000	23.000
Inspecteur auxiliaire principal 5 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Inspecteur auxiliaire principal 6 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Inspecteur auxiliaire 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Inspecteur auxiliaire 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Inspecteur auxiliaire 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Inspecteur auxiliaire 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Inspecteur auxiliaire 5 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Inspecteur auxiliaire 6 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Inspecteur auxiliaire 7 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Inspecteur auxiliaire 8 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Inspecteur stagiaire 2 ^e échelon	4.400	3.500	7.900
Inspecteur stagiaire 1 ^{er} échelon	4.200	3.500	7.700
TABLEAU B			
CADRES SUBALTERNES			
<i>I. — Service de l'Enseignement</i>			
Moniteur ou monitrice 1 ^{re} classe	8.200	7.000	15.200
Moniteur ou monitrice 2 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Moniteur ou monitrice 3 ^e classe	6.500	5.000	11.500
Moniteur ou monitrice 4 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Moniteur ou monitrice 5 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Moniteur ou monitrice 6 ^e classe stagiaire	4.500	3.500	8.000

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>II. — Service de Santé</i>			
Infirmier ou infirmière major 1 ^{re} classe	8.200	7.000	15.200
Infirmier ou infirmière major 2 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Infirmier ou infirmière major 3 ^e classe	6.700	5.000	11.700
Infirmier ou infirmière major 4 ^e classe	6.400	5.000	11.400
Infirmier ou infirmière major 5 ^e classe	6.100	5.000	11.100
Infirmier ou infirmière 1 ^{re} classe	5.800	4.200	10.000
Infirmier ou infirmière 2 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Infirmier ou infirmière 3 ^e classe	5.200	4.200	9.400
Infirmier ou infirmière 4 ^e classe	4.900	4.200	9.100
Infirmier ou infirmière 5 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Elève infirmier	3.900	3.500	7.400
<i>Service d'Hygiène</i>			
Brigadier-chef 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100
Brigadier-chef 2 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Brigadier de 1 ^{re} classe	4.800	4.200	9.000
Brigadier de 2 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Garde de 1 ^{re} classe	3.900	3.500	7.400
Garde de 2 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Garde de 3 ^e classe	3.600	3.500	7.100
Garde de 4 ^e classe	3.500	3.500	7.000
<i>III. — Service de l'Agriculture</i>			
Moniteur de 1 ^{re} classe	8.200	7.000	15.200
Moniteur de 2 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Moniteur de 3 ^e classe	6.500	5.000	11.500
Moniteur auxiliaire 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100
Moniteur auxiliaire 2 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Moniteur auxiliaire 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Moniteur auxiliaire 4 ^e classe	4.500	3.500	8.000
Moniteur auxiliaire 5 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Elève moniteur	3.500	3.500	7.000
<i>IV. — Service des P. T. T.</i>			
Facteur ou surveillant-chef 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Facteur ou surveillant-chef 2 ^e classe	6.600	5.000	11.600
Facteur ou surveillant-chef 3 ^e classe	6.300	5.000	11.300
Facteur ou surveillant 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100
Facteur ou surveillant 2 ^e classe	5.800	4.200	10.000
Facteur ou surveillant 3 ^e classe	5.600	4.200	9.800
Facteur ou surveillant 4 ^e classe	5.400	4.200	9.600
Facteur ou surveillant 5 ^e classe	5.200	4.200	9.400
Facteur ou surveillant 6 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Auxiliaire 1 ^{re} classe	4.800	4.200	9.000
Auxiliaire 2 ^e classe	4.500	3.500	8.000
Stagiaire 3 ^e classe	3.900	3.500	7.400
<i>V. — Plantons</i>			
Brigadier-planton 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100
Brigadier-planton 2 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Planton de 1 ^{re} classe	5.200	4.200	9.400
Planton de 2 ^e classe	4.800	4.200	9.000
Planton de 3 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Planton de 4 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Planton de 5 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Planton de 6 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Planton de 7 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Planton de 8 ^e classe	3.600	3.500	7.100
Planton de 9 ^e classe	3.500	3.500	7.000

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>VI. — Service des Douanes (Gardes-Frontières)</i>			
Sergent de 2 ^e échelon	5.800	4.200	10.000
Sergent de 1 ^{er} échelon	5.500	4.200	9.700
Caporal de 2 ^e échelon	5.000	4.200	9.200
Caporal de 1 ^{er} échelon	4.750	4.200	8.950
Garde de 1 ^{re} classe	4.300	3.500	7.800
Garde de 2 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Garde de 3 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Garde de 4 ^e classe	3.450	3.500	6.950
Garde de 5 ^e classe	3.200	3.500	6.700
Garde stagiaire	3.000	3.500	6.500

TABLEAU C
EMPLOIS SUPÉRIEURS DES T. P.

I. — Maîtres-Ouvriers

Maître-ouvrier principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Maître-ouvrier principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Maître-ouvrier principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Maître-ouvrier de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Maître-ouvrier de 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Maître-ouvrier de 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Maître-ouvrier de 4 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Maître-ouvrier de 5 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Maître-ouvrier de 6 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Maître-ouvrier de 7 ^e classe	8.200	7.000	15.200

II. — Maîtres-Opérateurs

Maître-opérateur principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Maître-opérateur principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Maître-opérateur principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Maître-opérateur de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Maître-opérateur de 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Maître-opérateur de 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Maître-opérateur de 4 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Maître-opérateur de 5 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Maître-opérateur de 6 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Maître-opérateur de 7 ^e classe	8.200	7.000	15.200

III. — Chefs de Brigade

Chef de brigade principal hors classe	15.000	8.000	23.000
Chef de brigade principal 1 ^{re} classe	14.000	8.000	22.000
Chef de brigade principal 2 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Chef de brigade de 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Chef de brigade de 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Chef de brigade de 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Chef de brigade de 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200

TABLEAU D
EMPLOIS SUBALTERNES DES T. P.

Service Automobile

Mécanicien-conducteur principal 1 ^{re} classe	8.700	7.000	15.700
Mécanicien-conducteur principal 2 ^e classe	8.200	7.000	15.200
Mécanicien-conducteur principal 3 ^e classe	7.700	6.000	13.700
Mécanicien-conducteur principal 4 ^e classe	7.000	5.000	12.000
Mécanicien-conducteur 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Service Automobile (Suite)</i>			
Mécanicien-conducteur 2 ^e classe	5.500	4.200	9.700
Mécanicien-conducteur 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Mécanicien-conducteur 4 ^e classe	4.500	3.500	8.000
Mécanicien-conducteur 5 ^e classe	3.900	3.500	7.400
<i>Service des Routes</i>			
Surveillant-chef 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Surveillant-chef 2 ^e classe	6.600	5.000	11.600
Surveillant-chef 3 ^e classe	6.300	5.000	11.300
Surveillant de 1 ^{re} classe	5.900	4.200	10.100
Surveillant de 2 ^e classe	5.800	4.200	10.000
Surveillant de 3 ^e classe	5.600	4.200	9.800
Surveillant de 4 ^e classe	5.400	4.200	9.600
Surveillant de 5 ^e classe	5.200	4.200	9.400
Surveillant de 6 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Surveillant de 7 ^e classe	4.800	4.200	9.000
Surveillant de 8 ^e classe	4.500	3.500	8.000
Surveillant stagiaire de 9 ^e classe	3.900	3.500	7.400
<i>Ouvriers</i>			
Ouvrier de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Ouvrier de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Ouvrier de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Ouvrier de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Ouvrier de 5 ^e classe	4.400	3.500	7.900
Ouvrier de 6 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Ouvrier de 7 ^e classe	4.000	3.500	7.500
Ouvrier de 8 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Ouvrier stagiaire	3.600	3.500	7.100
<i>Opérateurs</i>			
Opérateur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Opérateur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Opérateur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Opérateur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Opérateur de 5 ^e classe	4.400	3.500	7.900
Opérateur de 6 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Opérateur de 7 ^e classe	4.000	3.500	7.500
Opérateur de 8 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Opérateur stagiaire	3.600	3.500	7.100
<i>Chauffeurs</i>			
Chauffeur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Chauffeur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Chauffeur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Chauffeur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Chauffeur de 5 ^e classe	4.400	3.500	7.900
Chauffeur de 6 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Chauffeur de 7 ^e classe	4.000	3.500	7.500
Chauffeur de 8 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Chauffeur stagiaire	3.600	3.500	7.100

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISoire DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Chefs d'Equipe</i>			
Chef d'équipe de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Chef d'équipe de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Chef d'équipe de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Chef d'équipe de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Chef d'équipe de 5 ^e classe	4.400	3.500	7.900
Chef d'équipe de 6 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Chef d'équipe de 7 ^e classe	4.000	3.500	7.500
Chef d'équipe de 8 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Chef d'équipe stagiaire	3.600	3.500	7.100
<i>Gardiens de Phare</i>			
Gardien de phare principal 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Gardien de phare principal 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Gardien de phare de 1 ^{re} classe	5.150	4.200	9.350
Gardien de phare de 2 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Gardien de phare de 3 ^e classe	4.400	3.500	7.900
Gardien de phare de 4 ^e classe	4.200	3.500	7.700
Gardien de phare de 5 ^e classe	4.000	3.500	7.500
Gardien de phare de 6 ^e classe	3.800	3.500	7.300
Gardien de phare stagiaire	3.600	3.500	7.100
TABLEAU E			
EMPLOIS SUPÉRIEURS DES C. F.			
<i>Chefs de Station</i>			
Chef de station principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Chef de station principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Chef de station principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Chef de station principal 3 ^e classe	15.000	8.000	23.000
Chef de station principal 4 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Chef de station principal 5 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Chef de station de 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Chef de station de 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Chef de station de 3 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Chef de station de 4 ^e classe	8.200	7.000	15.200
<i>Chefs de Trains et Receveurs</i>			
Chef de train ou receveur principal 1 ^{re} classe	9.500	8.000	17.500
Chef de train ou receveur principal 2 ^e classe	8.200	7.000	15.200
<i>Chefs de Brigade</i>			
Chef de brigade principal 1 ^{re} classe	11.500	8.000	19.500
Chef de brigade principal 2 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Chef de brigade de 1 ^{re} classe	9.500	8.000	17.500
Chef de brigade de 2 ^e classe	8.200	7.000	15.200
<i>Mécaniciens</i>			
Mécanicien principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Mécanicien principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Mécanicien principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Chef-mécanicien de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Chef-mécanicien de 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Chef-mécanicien de 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Chef-mécanicien de 4 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Chef-mécanicien de 5 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Chef-mécanicien de 6 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Chef-mécanicien de 7 ^e classe	8.200	7.000	15.200

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Ouvriers</i>			
Maître-ouvrier principal hors classe	18.000	8.000	26.000
Maître-ouvrier principal 1 ^{re} classe	17.000	8.000	25.000
Maître-ouvrier principal 2 ^e classe	15.500	8.000	23.500
Maître-ouvrier de 1 ^{re} classe	15.000	8.000	23.000
Maître-ouvrier de 2 ^e classe	14.000	8.000	22.000
Maître-ouvrier de 3 ^e classe	13.000	8.000	21.000
Maître-ouvrier de 4 ^e classe	11.500	8.000	19.500
Maître-ouvrier de 5 ^e classe	10.500	8.000	18.500
Maître-ouvrier de 6 ^e classe	9.500	8.000	17.500
Maître-ouvrier de 7 ^e classe	8.200	7.000	15.200
<i>Pointeurs</i>			
Pointeur principal de 1 ^{re} classe	9.500	8.000	17.500
Pointeur principal de 2 ^e classe	8.200	7.000	15.200
TABLEAU F			
EMPLOIS SUBALTERNES DES C. F.			
<i>Facteurs-Enregistreurs</i>			
Facteur-enregistreur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Facteur-enregistreur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Facteur-enregistreur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Facteur-enregistreur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
<i>Chefs de Trains et Receveurs</i>			
Chef de train ou receveur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Chef de train ou receveur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Chef de train ou receveur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Chef de train ou receveur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Chef de train ou receveur de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Chef de train ou receveur de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Chef de train ou receveur de 7 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Chef de train ou receveur de 8 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Chef de train ou receveur stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Téléphonistes</i>			
Téléphoniste principal de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Téléphoniste principal de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Téléphoniste principal de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Téléphoniste de 1 ^{re} classe	4.600	4.200	8.800
Téléphoniste de 2 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Téléphoniste de 3 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Téléphoniste de 4 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Téléphoniste de 5 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Téléphoniste stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Hommes d'Equipe</i>			
Homme d'équipe de 1 ^{re} classe	4.600	4.200	8.800
Homme d'équipe de 2 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Homme d'équipe de 3 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Homme d'équipe de 4 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Homme d'équipe de 5 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Homme d'équipe stagiaire	3.500	3.500	7.000

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Aiguilleurs</i>			
Aiguilleur de 1 ^{re} classe	4.600	4.200	8.800
Aiguilleur de 2 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Aiguilleur de 3 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Aiguilleur de 4 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Aiguilleur de 5 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Aiguilleur stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Chefs d'Equipe</i>			
Chef d'équipe de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Chef d'équipe de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Chef d'équipe de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Chef d'équipe de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Chef d'équipe de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Chef d'équipe de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Chef d'équipe de 7 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Chef d'équipe de 8 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Chef d'équipe stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Poseurs</i>			
Chef poseur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Chef poseur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Chef poseur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Chef poseur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Chef poseur de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Chef poseur de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Poseur de 1 ^{re} classe	3.900	3.500	7.400
Poseur de 2 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Poseur stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Mécaniciens</i>			
Mécanicien de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Mécanicien de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Mécanicien de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Mécanicien de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Mécanicien de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Mécanicien de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Mécanicien de 7 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Mécanicien de 8 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Mécanicien stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Chauffeurs</i>			
Chauffeur de 1 ^{re} classe	4.100	3.500	7.600
Chauffeur de 2 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Chauffeur de 3 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Chauffeur stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Visiteurs</i>			
Visiteur de 1 ^{re} classe	4.100	3.500	7.600
Visiteur de 2 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Visiteur de 3 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Visiteur stagiaire	3.500	3.500	7.000

HIERARCHIE	SOLDES AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDES AU 1 ^{er} MAI 1943
<i>Ouvriers</i>			
Ouvrier de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Ouvrier de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Ouvrier de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Ouvrier de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Ouvrier de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Ouvrier de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Ouvrier de 7 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Ouvrier de 8 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Ouvrier stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Canotiers</i>			
Maître-canotier principal hors classe	7.000	5.000	12.000
Maître-canotier principal	5.900	4.200	10.100
Maître-canotier	5.150	4.200	9.350
1 ^{er} Maître	4.600	4.200	8.800
2 ^e Maître	4.300	3.500	7.800
Quartier-maître	4.100	3.500	7.600
Canotier de 1 ^{re} classe	3.900	3.500	7.400
Canotier de 2 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Canotier stagiaire	3.500	3.500	7.000
<i>Pointeurs</i>			
Pointeur de 1 ^{re} classe	7.000	5.000	12.000
Pointeur de 2 ^e classe	5.900	4.200	10.100
Pointeur de 3 ^e classe	5.150	4.200	9.350
Pointeur de 4 ^e classe	4.600	4.200	8.800
Pointeur de 5 ^e classe	4.300	3.500	7.800
Pointeur de 6 ^e classe	4.100	3.500	7.600
Pointeur de 7 ^e classe	3.900	3.500	7.400
Pointeur de 8 ^e classe	3.700	3.500	7.200
Pointeur stagiaire	3.500	3.500	7.000

Indemnités de représentation

ARRETE N° 572 F. du 31 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous les actes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret du 27 septembre 1943;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 janvier 1935, complété par celui du 25 août 1935, relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités;

Vu l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938 approuvé par dépêche ministérielle du 4 mars 1938 relatif aux suppléments de fonctions, indemnités pour frais de représentation et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo, en exécution du décret du 11 juillet 1936;

Vu l'arrêté n° 662 du 5 décembre 1939 relatif aux suppléments de fonctions, aux indemnités pour frais de représenta-

tion et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo;

Vu l'arrêté n° 336/F. du 8 juin 1943 fixant l'indemnité pour frais de représentation du secrétaire général;

Vu le télégramme n° 192/F. du 29 octobre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 336/F. du 8 juin 1943 et le tableau n° 2 — Frais de représentation et de service — Cercles et subdivisions, objet de l'arrêté n° 662 du 5 décembre 1939 sont abrogés et remplacés par le tableau ci-annexé.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} octobre 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1943.

A. MERCADIER.

Approuvé par arrêté général n° 3948/F. 2 du 18 novembre 1943.

TABLEAU N° 2

Frais de représentation et de service

FONCTIONS	TAUX ANNUELS	OBSERVATIONS
1° — Secrétaire Général	12.000	Indemnités non cumulables dans le cas où un même fonctionnaire remplirait à la fois plusieurs de ces fonctions. (1) La moitié des frais alloués est imputable au Budget de la Commune-Mixte de Lomé.
Inspecteur des Affaires Administratives	12.000	
Chef de Cabinet du Commissaire de la République	9.000	
2° — Cercles et Subdivisions.		
Commandant de Cercle de Lomé, Administrateur-Maire de Lomé. (1)	9.000	
Commandant de Cercle du Centre	9.000	
Commandant de Cercle de Sokodé	8.400	
Commandant de Cercle d'Anécho.	7.500	
Commandant de Cercle de Mango	6.000	
Chef de Subdivision de Klouto et de Tsévié.	5.400	
Chef de Subdivision de Lomé	4.500	
Chef de Subdivision de Lama-Kara	3.600	
Chef de Subdivision d'Atakpamé, Bassari et de Sokodé	3.000	
Chef de Subdivision de Mango et de Dapango	2.400	

Indemnité de zone

ARRETE N° 591 P. du 10 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo n° 982 P. du 6 mars 1943 réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel colonial en service en Afrique occidentale française, rendu applicable au Togo par arrêté n° 316 P. du 31 mai 1943;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'A. O. F. et du Togo;

Vu l'arrêté n° 3.553 du 7 octobre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F. réglementant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone;

Sous réserve d'approbation ultérieure en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cadres locaux européens et indigènes y compris les miliciens et les gardes cercles sont, vis-à-vis des droits à l'indemnité de zone, classés en trois catégories :

Première catégorie : Tous cadres locaux européens.

Deuxième catégorie : Cadres supérieurs indigènes ci-après désignés :

Aides-médecins du service de santé;

Instituteurs de l'enseignement;

Agents de l'agriculture;

Commis et préposés des douanes;

Commis, surnuméraires et stagiaires des P. T. T.;

Commis d'administration;

Interprètes;

Inspecteurs-auxiliaires et inspecteurs stagiaires de police;

Commis et mécaniciens radiotélégraphistes;

Maîtres-ouvriers, maîtres-opérateurs et chefs de brigade des travaux publics;

Chefs de station des chemins de fer;

Chefs de trains et receveurs des chemins de fer;

Chefs de brigade des chemins de fer;

Mécaniciens des chemins de fer;

Maîtres-ouvriers des chemins de fer;

Pointeurs principaux des chemins de fer.

Troisième catégorie : Tous cadres autres que ceux indiqués ci-dessus.

ART. 2. — Les agents qui, par rapport à l'arrêté général du 6 mars 1943, seraient déclassés, par application des dispositions du présent arrêté, ne rembourseront pas les sommes qu'ils ont pu percevoir en trop pendant la période du 1^{er} mai au 1^{er} octobre 1943.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du premier mai 1943, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance du 30 novembre 1943.

Régime forestier

Palmiers à huile

ARRETE N° 632 A. E. du 23 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 sur le domaine et le régime des terres au Togo;

Vu le décret du 15 août 1934 sur les droits fonciers indigènes;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 portant application au Togo de certaines dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire;

Vu l'arrêté n° 572 du 2 novembre 1939 modifiant l'article 8 du précédent arrêté;

Vu la nécessité de procéder à un aménagement rationnel des palmeraies du territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 572 du 2 novembre 1939 est abrogé.

L'article 8 de l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 est modifié comme suit :

« L'abattage ou la saignée du palmier à huile, du cocotier et du rônier pour la fabrication du vin de palme est interdite sur toute l'étendue du territoire.

« Toutefois, en vue de l'aménagement rationnel des palmeraies, des permis d'abattage seront délivrés suivant les modalités suivantes :

« La palmeraie à éclaircir devra être entièrement débroussaillée et les arbres nettoyés et taillés.

« Les palmiers à abattre devront être ceux désignés et marqués par un agent du service de l'agriculture ou assimilé.

« Les permis d'abattage seront délivrés par le chef de la circonscription agricole ou à son défaut par l'agent chargé de l'agriculture dans la circonscription administrative. Ces permis seront visés par le chef de la circonscription administrative. »

ART. 2. — Toute contravention au présent arrêté sera punie des peines prévues à l'article 56 du décret du 5 février 1938.

ART. 3. — Des primes seront attribuées annuellement aux propriétaires de palmeraies rationnellement aménagées et régulièrement entretenues ainsi qu'aux planteurs de palmiers sélectionnés distribués par les S. I. P.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Entretien de palmeraies

Primes

ARRETE N° 633 AGRO. du 23 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté n° 408 du 16 juillet 1938 portant application au Togo de certaines dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire;

Vu l'arrêté n° 632 AE. du 23 novembre 1943 réglementant l'abattage des palmiers à huile en vue d'assurer l'aménagement des peuplements naturels du territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la limite des possibilités respectives du budget local et des budgets des sociétés indigènes de prévoyance, des primes peuvent être accordées dans les conditions déterminées par le présent arrêté :

1^o — Aux propriétaires indigènes de palmeraies rationnellement aménagées et régulièrement entretenues;

2^o — Aux planteurs de palmiers sélectionnés distribués par les S. I. P.

— Ces primes ont pour but d'encourager les cultivateurs à assurer le bon état de leurs palmeraies et à les améliorer dans le cadre des directives qui leur sont données par le service de l'agriculture.

ART. 2. — Les primes sont attribuées une fois par an et pour une seule année par décision du commissaire de la République, prise sur propositions formulées après visite des plantations par une commission composée ainsi qu'il suit :

Le commandant du cercle dans lequel est sise la palmeraie, ou son délégué	Président
Un représentant de l'agriculture,	} Membres
Un planteur notable indigène.	

ART. 3. — Tout cultivateur ou toute collectivité désirant bénéficier des dispositions du présent arrêté doit en faire la demande au commandant de cercle sous couvert du chef de subdivision.

ART. 4. — La prime est attribuée personnellement au cultivateur ou au chef de famille si la palmeraie est familiale ou au mandataire désigné au moment du dépôt de la demande par les membres de la collectivité si la palmeraie est collective.

ART. 5. — La prime est allouée en espèce et calculée ainsi qu'il suit :

1^o — de 100 à 500 francs à l'hectare pour les peuplements naturels aménagés suivant l'état de la palmeraie, les soins d'entretien donnés aux arbres et au sol (cultures intercalaires, plantes de couverture).

2^o — de 1 à 3 francs par pied de palmier sélectionné planté, payée dans l'année qui suit celle de la plantation, suivant la régularité de la mise en place et de la reprise, les soins donnés au jeune plant et à l'ensemble de la plantation.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Station Despalangues

ARRETE N° 635 A. E. du 24 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 558 du 4 octobre 1933 relatif à la plantation de Kasséna;

Vu l'arrêté n° 287 du 10 juin 1937 donnant à la plantation de Kasséna le nom de « Station Despalangues »;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station Despalangues sera fermée pour compter du 1^{er} janvier 1944.

ART. 2. — Un inventaire des immeubles, matériel et mobilier sera effectué par une commission désignée par le commandant de cercle de Sokodé.

Les matériels et mobiliers susceptibles d'utilisation seront récupérés, par le commandant de cercle de Sokodé; le commandant de cercle pourra éventuellement les mettre à la disposition des S. I. P.

L'entretien des immeubles sera assuré par le commandant de cercle de Sokodé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Ecole professionnelle de Sokodé

N° 641 T. P. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

26 novembre 1943. — Le nombre maximum d'élèves à admettre en 1944 à l'école professionnelle de Sokodé est fixé à quatorze.

N° 642 T. P. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

26 novembre 1943. — Le montant de l'allocation journalière d'entretien des élèves de l'internat de l'école professionnelle de Sokodé, pour l'année 1944, est fixé à sept francs cinquante soit cinq francs cinquante pour la nourriture et deux francs pour l'entretien.

Gardes cercles

ARRETE N° 650 B. M. du 29 novembre 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 réorganisant la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition et les effectifs des gardes cercles du Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1944 :

Subdivision de Mango	30, gradés compris
— Sokodé	40, gradés compris (dont 10 à la disposition du Commandant de cercle pour être envoyés dans les subdivisions qui pourraient en avoir momentanément besoin).
Subdivision de Lama-Kara	10, gradés compris
— Bassari	30 —
— Palimé	20 —
— Atakpamé	50; gradés compris (les effectifs des gardes de la Subdivision sont diminués de 44 à 40; 10 gardes seront à la disposition du Commandant du Cercle, pour être envoyés où besoin sera).
Subdivision de Lomé	50, gradés compris
— Tsévié	20 —
Cercle d'Anécho	40 —
Dépôt de Lomé	50 —

ART. 2. — Le commandant des forces de police est chargé de l'application stricte des dispositions ci-dessus.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, entrera en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Lomé, le 29 novembre 1943.

A. MERCADIER.

ARRETE N° 670 B. M. du 3 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 réorganisant la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

Vu l'arrêté n° 650/BMC. du 29 novembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition des gradés prévue à compter du 1^{er} janvier 1944 sera la suivante :

Adjudant-chef 1 (au dépôt).

Adjudants 5 (un par cercle);

Brigadiers-chefs 25

Brigadiers 54;

Gardes;

Elèves-gardes } 255

ART. 2. — L'article 14 de l'arrêté 503 du 8 septembre 1942 sera modifié en conséquence.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Boissons

ARRETE N° 651 A. E. du 30 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 1.294 SE. du 29 mars 1943;

Vu l'arrêté n° 613 AE. du 15 novembre 1943 suspendant la vente des spiritueux, apéritifs à base de vin et vins de liqueur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté n° 613 A. E. du 15 novembre 1943 suspendant la vente des spiritueux.

ART. 2. — La vente de tous spiritueux, apéritifs à base de vin et vins de liqueur n'est autorisée qu'aux seuls bénéficiaires de cartes d'alimentation ou d'autorisations d'achat délivrées à Lomé par le chef du bureau économique, dans les autres localités par les chefs de circonscription.

ART. 3. — Les sanctions applicables en cas d'infraction à ces dispositions sont celles prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le chef du service du contrôle des prix et stocks, le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle et chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié, vu l'urgence, par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 novembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Enseignement

ARRETE N° 653 E. du 30 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 607 du 30 octobre 1942 portant réorganisation de l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté n° 451 du 22 août 1941 fixant les épreuves du concours d'admission dans le cadre des moniteurs de l'enseignement privé;

Vu l'arrêté n° 115 du 16 février 1942 réglementant le régime des déplacements des maîtres subventionnés de l'enseignement privé;

Vu l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté général n° 3568 F. du 7 octobre 1943 réglementant les subventions octroyées aux établissements d'enseignement privé;

Vu la circulaire n° 320/m. du 16 juin 1943 relative à la réorganisation de l'enseignement privé en A. O. F.;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut ouvrir sans autorisation un établissement d'enseignement privé. Cette autorisation est accordée par le commissaire de la République après avis du chef du service de l'enseignement.

ART. 2. — La demande d'autorisation doit indiquer :

- 1^o — Le nom du requérant;
- 2^o — Celui du directeur;
- 3^o — Les noms, âges, titres des maîtres de l'école;
- 4^o — La localité où l'école doit être ouverte;
- 5^o — Le nombre de classes de l'école.

A la demande doit être annexé un plan côté des bâtiments destinés à l'école et s'il y a lieu, de ceux devant servir au logement des élèves. Toute ouverture de classes supplémentaires dans une école déjà autorisée doit donner lieu à une nouvelle demande conçue dans les mêmes formes que précédemment.

Lorsqu'une école privée ou une des classes de cette école est restée fermée pendant six mois consécutifs elle ne peut être ouverte à nouveau sans autorisation du commissaire de la République.

ART. 3. — Les établissements d'enseignement privé sont soumis aux règles édictées pour l'enseignement officiel, sous réserve des dispositions particulières ci-après.

ART. 4. — L'enseignement peut y être donné en langue indigène, pendant une heure par jour au maximum.

ART. 5. — Les maîtres indigènes doivent être au moins titulaires du certificat d'études primaires.

Ils peuvent être autorisés par le commissaire de la République à suivre les cours de perfectionnement institués pour les maîtres de l'enseignement officiel.

ART. 6. — Les écoles privées sont inspectées par les médecins chefs des circonscriptions sanitaires au point de vue de l'hygiène et de l'habitabilité des locaux.

ART. 7. — Le chef du service de l'enseignement ou son délégué assure l'inspection et le contrôle techniques de l'enseignement privé dans les mêmes formes que l'enseignement officiel. Ses rapports, après communication au personnel inspecté et au directeur de l'enseignement privé de la Mission, sont transmis au commissaire de la République.

Le chef du service de l'enseignement fait, de droit, partie des commissions d'avancement et de discipline dont les règlements, objet de l'article 8 ci-après, prévoient la création.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

aux Missions religieuses

ART. 8. — Les statuts, l'avancement, la solde et la discipline des maîtres indigènes employés par les Missions religieuses feront l'objet d'un règlement établi et modifié quand il y aura lieu, par une commission comprenant :

Le secrétaire général ou l'inspecteur des affaires administratives Président

Le chef du service de l'enseignement,

Le chef du bureau des finances ou son délégué

Un représentant de la Mission intéressée Membres

Ces règlements devront être approuvés par le commissaire de la République au Togo.

ART. 9. — Des subventions peuvent être accordées aux établissements de l'enseignement privé du Togo dans les formes prévues par l'arrêté susvisé n° 3568 F. I/A. en date du 7 octobre 1943, du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo.

ART. 10. — Lorsqu'un maître de l'enseignement privé sera muté en raison des nécessités du service, et que sa mutation aura été approuvée par le chef du service de l'enseignement, la gratuité du transport pour lui-même et sa famille pourra lui être accordée, dans les mêmes conditions qu'au personnel de l'enseignement officiel.

TITRE III

Garderies — Classes enfantines — Ecoles en langue indigène

ART. 11. — Les Missions religieuses ont la faculté d'ouvrir des garderies et classes enfantines et des écoles en langue indigène non soumises à autorisation. Cependant une déclaration préalable d'ouverture devra être faite au commissaire de la République (service de l'enseignement), sous couvert du commandant de cercle, par le directeur de la Mission intéressée.

La déclaration doit indiquer :

1^o — le nom du déclarant;

2^o — celui du directeur;

3^o — les noms, âge, titres du maître chargé de l'enseignement;

4^a — la localité où l'école doit être ouverte.

Sont réputées garderies ou classes enfantines, les classes recevant des enfants de 3 à 6 ans.

Sont réputées écoles en langue indigène celles recevant les enfants de plus de 6 ans et dont l'enseignement se conforme aux principes exposés à l'article 12 ci-dessous.

Les écoles en langue indigène ne comprennent en principe qu'une seule classe. Si, dans les centres importants, une deuxième classe est ouverte dans une école déjà déclarée, elle devra donner lieu à une nouvelle déclaration conçue dans les mêmes formes que précédemment.

Lorsque, pour une raison quelconque, l'un des établissements ci-dessus désignés cessera de fonctionner, déclaration devra en être faite, par le directeur de la Mission intéressée, au commissaire de la République (service de l'enseignement) sous couvert du commandant de cercle.

ART. 12. — En dehors de l'instruction religieuse, les garderies et classes enfantines se proposent l'éducation manuelle et sensorielle des enfants suivant les méthodes pédagogiques habituellement en usage dans ces sortes d'établissements. Il y est enseigné en langue indigène les premiers éléments de lecture, d'écriture et de calcul. L'enseignement en français se réduit à l'apprentissage du nom des objets usuels et à l'élaboration des phrases très simples exprimant des actions faites par les élèves.

ART. 13. — Les écoles en langue indigène peuvent donner, en dehors de l'instruction religieuse :

1^o — en langue indigène : l'enseignement de la morale, de la lecture, de l'écriture, du calcul, de la rédaction, des sciences appliquées à l'hygiène et à l'agriculture, de l'histoire et de la géographie locales;

2^o — en français : l'enseignement oral de la langue suivant les programmes des cours préparatoires et élémentaires des écoles de français et l'enseignement de la lecture. La durée de l'enseignement en français ne peut excéder 2 heures par jour. Toute dérogation à ces dispositions doit faire considérer l'institution comme une école de français à laquelle s'appliquent toutes les règles qui concernent ce genre d'établissements.

La pratique de l'éducation physique, des travaux manuels et agricoles, doit figurer à l'emploi du temps.

ART. 14. — Dans les localités où il existe une école officielle ou une école de français de la Mission à laquelle appartiennent ces écoles en langue indigène, et dans un périmètre de 5 kms. autour de ces localités, il est interdit aux écoles en langue indigène d'accepter des enfants de 7 à 10 ans sauf le cas dûment constaté où ils auraient été refusés à l'école de français pour manque de place.

ART. 15. — Les garderies, classes enfantines et les écoles en langue indigène sont inspectées par les médecins-chefs des circonscriptions sanitaires et le chef du service de l'enseignement ou son délégué.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

ART. 16. — Les sanctions suivantes peuvent être appliquées par le commissaire de la République, sur rapport motivé du chef du service de l'enseignement, aux directeurs d'écoles privées qui contreviendraient aux dispositions du présent arrêté :

1^o — l'avertissement;

2^o — l'interdiction à temps;

3^o — l'interdiction absolue.

ART. 17. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté et notamment l'arrêté n° 607 du 30 octobre 1942.

ART. 18. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Secours

ARRETE N° 659 F. du 30 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté ministériel en date du 29 juillet 1916 déterminant les conditions d'autorisation pour l'exhumation et le transfert en France ou dans l'une de nos possessions d'outre-mer des restes mortels des personnes décédées dans les colonies, ensemble les arrêtés ministériels du 17 novembre 1924 et du 20 avril 1933 le complétant;

Vu l'arrêté ministériel du 21 avril 1919 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget général et des budgets locaux modifié par les arrêtés des 23 octobre 1920 et 31 mai 1921;

Vu l'arrêté n° 66 du 25 février 1925 réglant les conditions de transfert des restes mortels de fonctionnaires décédés au Togo;

Vu la circulaire du ministre des colonies en date du 28 novembre 1928;

Vu l'arrêté n° 269 bis du 25 mai 1929 fixant les modalités d'attribution et le taux des secours à allouer aux veuves et aux orphelins de fonctionnaires européens décédés au service du territoire;

Vu l'arrêté n° 47 du 24 janvier 1933 portant réglementation de sépultures au Togo;

Vu l'arrêté n° 667 du 31 décembre 1934 réglementant la concession de secours éventuels accordés sur les fonds du budget local ou annexe et mettant à la charge du territoire les frais funéraires des fonctionnaires décédés;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 7, 8, 10 et 11 de l'arrêté n° 667 du 31 décembre 1934 sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

a) Art. 7 (nouveau). — Sont également mis à la charge de l'administration les frais funéraires des fonctionnaires des cadres généraux, communs supérieurs ou locaux européens du Togo, et agents contractuels ainsi que les membres de leur famille (conjoint ou enfants) décédés au territoire ou hors du territoire.

Pour les fonctionnaires des cadres communs secondaires et locaux indigènes, le remboursement des frais funéraires n'est effectué :

1^o — que pour le conjoint marié sous le régime de l'arrêté du 31 juillet 1933 modifié par celui du 10 novembre 1938;

2^o — que pour les enfants régulièrement déclarés à l'état civil ou à l'autorité administrative dans les conditions de l'arrêté du 31 juillet 1933 modifié notamment par celui du 10 novembre 1938.

b) L'article 8 est ainsi complété :

« Pour les fonctionnaires des cadres communs secondaires et locaux indigènes le montant des remboursements des frais funéraires, y compris l'érection de tombe et le service religieux, ne doit en aucun cas être supérieur à 600 francs.

c) *Art. 8 bis (nouveau).* — Sont seuls qualifiés pour formuler des demandes de remboursement des frais funéraires des fonctionnaires décédés :

- 1° — Les veuves;
- 2° — Les orphelins;
- 3° — Les ascendants en ligne directe.

d) L'article 10 est ainsi complété :

Pour les agents visés à l'article 7 de l'arrêté n° 667 du 31 décembre 1934 ainsi que pour les membres de leur famille (conjoint ou enfants, remplissant les conditions prescrites par l'article 7 (nouveau) du présent arrêté, décédés hors du territoire, la classe du service religieux est fixée par assimilation à celle prévue par l'article 7 susmentionné, pour les agents et membres de leur famille décédés au territoire.

e) *Art. 11 (nouveau).* — L'érection des tombes est en principe assurée par l'administration, conformément à un modèle établi par le service des travaux publics, exclusivement pour les décès survenus au territoire et compte tenu de la limitation fixée à l'article 8.

Une épreuve du modèle type est déposée à la résidence du chef-lieu de chacun des cercles du territoire.

Toutefois, les familles qui auront assuré, à leurs frais, la construction de la tombe pourront en obtenir le remboursement jusqu'à concurrence du prix de revient prévu pour le modèle adopté par l'administration.

Le modèle de tombe choisi par la famille devra dans ce cas être soumis à l'approbation préalable du commissaire de la République.

Ne seront pas supportés par l'administration les frais d'érection de tombes concernant les fonctionnaires des cadres généraux, cadres communs supérieurs, cadres communs secondaires et locaux européens et indigènes et agents contractuels européens et indigènes ainsi que les membres de leur famille (conjoint ou enfants) inhumés hors du territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du jour de sa signature, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Retenues d'hôpital

ARRETE N° 660 F. du 30 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel indigène du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et de chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 239 du 1^{er} mai 1934 réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des T. P., de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 567 du 26 octobre 1943 fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 608 du 15 novembre 1930 déterminant les conditions d'hospitalisation des indigènes dans les formations sanitaires du territoire;

Vu l'arrêté n° 361 du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et des agents détachés de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de l'article 2 de l'arrêté n° 361 du 3 juillet 1934 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres européens et indigènes est complété comme suit :

PERSONNEL AYANT UN TRAITEMENT	MONTANT DE LA RETENUE	
	SANS NOURRITURE	AVEC NOURRITURE
Au-dessus de 18.000 . .	10 francs	12 francs

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Farine

ARRETE N° 664 AE. du 2 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes ultérieurs l'ayant complétée ou modifiée, spécialement l'ordonnance du 10 septembre 1943 relative à la réglementation du ravitaillement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite jusqu'à nouvel ordre toute vente de farine sauf sur autorisations spéciales délivrées par le chef du bureau économique.

Les cartes de pain ne pourront, en conséquence, être utilisées pour acquérir de la farine.

ART. 2. — Les sanctions applicables en cas d'infraction sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et des circonscriptions et tous autres lieux publics.

Lomé, le 2 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Ricin

ARRETE N° 665 AE. du 2 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 relative au régime des prix;

Vu l'arrêté n° 590 AE/AGRO. du 24 septembre 1943 portant fermeture de la campagne d'achat du ricin;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne 1943-1944 d'achat du ricin est ouverte pour compter du 5 décembre 1943.

ART. 2. — Les prix d'achat du ricin sont fixés comme suit :

	INTERMÉ- DIAIRES	PRODUC- TEURS
Lomé	3.080	3.030
Noépé	3.027	2.952
Tsévié	3.016	2.941
Badja	3.005	2.930
Anécho	2.993	2.918
Assahun	2.986	2.911
Agbélouvé	2.969	2.894
Nuatja	2.918	2.843
Agou	2.909	2.834
Palimé	2.871	2.796
Atakpamé	2.813	2.738
Anié	2.802	2.727
Blita	2.711	2.636

Les chefs de circonscription fixeront les prix d'achat dans les centres éloignés du rail en déduisant les seuls frais de transports routiers à raison de cinq francs la tonne kilométrique.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes, des circonscriptions et autres lieux publics.

Lomé, le 2 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Péripleumonie bovine

N° 666 SÈ. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

2 décembre 1943. — Sont déclarés infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages des cantons de Timbou, Cinkassé et Nadjoundi dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

Délaissement forfaitaire des marins

N° 669 APA. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

3 décembre 1943. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1944 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

Huile à moteur

ARRETE N° 671 CPS. du 4 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté 370 AE. du 7 juillet 1942;

Vu l'avis de la commission des prix en date du 30 novembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit le prix de vente maximum de l'huile à moteur débarquée par le vapeur « Fort de Vaux » du 9 octobre 1943 et en vente aux établissements R. Eychenne à Lomé :

Huile à moteur « atlantic » n° 1617 — 15,30 le litre.

Huile à moteur « atlantic » n° 1153/1261 — 23,70 le l.

Taxe de transaction comprise.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans les bureaux des P.T.T.

Lomé, le 4 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Timbres-poste

ARRETE N° 676 F. du 4 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 765 du 27 décembre 1941 promulguant au Togo le décret du 23 octobre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général n° 4210 TP. du 3 décembre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française;

Vu l'épuisement des valeurs correspondant à l'affranchissement courant;

Vu la lettre n° 621 du 23 septembre 1943 du commissaire de la République au Togo p. l.;

Vu la lettre-avion n° 2949 DT./EP. du 12 novembre 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Sur la proposition du chef des groupes postal et technique du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la surcharge de timbres-poste à 0 fr. 55 et 0 fr. 90 du Togo conformément aux indications du tableau ci-après :

VALEUR ACTUELLE ET TYPE	NOUVELLE valeur à obtenir par surcharge	NOMBRE de timbres à surcharger
0.55 (le cacaoyer)	1,50	120.000
0.90 — — — — —	1,50	115.000
0.90 (chasseurs)	3,50	150.000
— — — — —	4,00	100.000
— — — — —	5,00	50.000
— — — — —	5,50	50.000
— — — — —	10,00	50.000
— — — — —	20,00	50.000
		685.000

ART. 2. — Les timbres-poste à 0 fr. 55 et 0 fr. 90 susdésignés sont retirés de la vente.

ART. 3. — Les travaux de surcharge seront effectués sous le contrôle de la commission désignée par décision n° 722 du 29 novembre 1943.

ART. 4. — Le chef des groupes postal et technique du Togo et le chef du bureau des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Forêts

ARRETE N° 677 AE. du 4 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal de la commission de classement en date du 6 août 1942;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1° — Au nord :

Par une ligne de délimitation O-E magnétique partant du point kilométrique 83 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé (point A) sur une longueur de 10 km. et déterminant le point B.

2° — A l'est :

Par une ligne de délimitation nord-sud magnétique partant du point B sur une longueur de 9 km, 325 et déterminant le point C.

3° — Au sud :

Par une ligne de délimitation E-O magnétique partant du point C sur une longueur de 5 km. et aboutissant au point D; la rivière Haho à partir du point D jusqu'au km. 76 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé continuant la limite sud de la réserve.

4° — A l'ouest :

Par la voie ferrée Lomé-Atakpamé entre les km. 76 et 83.

ART. 2. — Sont distraites de la forêt classée les enclaves des villages de Dalia-Havoukor-Samakopé-Agadjotoin, dont les limites sont définies comme suit :

a) Enclave du village Dalia

Soient :

Le point *a*, situé à 2 km, 612 O-E du km. 83 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé (sur le grand layon AB).

Le point *b*, situé à 675m du point *a* N-Sud.

Le point *c*, situé à 2 km, 125 du point *b*, E-O.

Le point *d*, situé à 900m du point *c*, E-O.

La limite *d, a*, de l'enclave d'une longueur de 1525m est constituée par le grand layon AB est-ouest de la réserve.

b) Enclave Havoukor

Soient :

Le point *a'* à 2 km, 125 en direction O-E du km 80, 250 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé ».

Le point *b'* en direction N-E à 1500m du point *a'*.

Le point *c'* en direction O-E à 1700m du point *b'*.

Le point *d'* en direction S-O à 650m de *c'*.
Le point *e'* en direction S-O à 1525m de *d'*.
Le point *f'* en direction E-O à 75m de *e'*.
Le point *g'* en direction N-S à 325 de *f'*.
g' a' en direction N-O à 625m environ de *g'*.

c) Enclave Samakopé

Soient :

Le point *a''* à 2 km, 400 O-E du 77,750 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé.

Le point *b''* à 300m N-O de *a''*.

Le point *c''* à 350m N-E de *b''*.

Le point *d''* à 625m Sud-E de *c''*.

Le point *e''* à 425m O-E de *d''*.

Le point *f''* à 500m S-E de *e''*.

Le point *g''* à 225m O-E de *f''*.

Le point *h''* à 225m Sud-O de *g''*.

Le point *i''* à 200m E-O de *h''*.

et *i'' a''* à 1050m E-O de *i''*.

d) Enclave Agadjotoin

Le point *a'''* à 7 km, 425 E-O du km 80, 100 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé.

Le point *b'''* à 1125 m N-E de *a'''*.

Le point *c'''* à 500m O-E de *b'''*.

Le point *d'''* à 1 km S-N de *c'''*.

et *d''' a'''* à 1 km E-O de *d'''*.

ART. 3. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire.

ART. 4. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 5. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux-forêts et chasses, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Tapioca

ARRETE N° 678 A. E. du 4 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu le télégramme 529 du 2 décembre 1943 du gouverneur général de P.A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du tapioca sont fixés comme suit :

	INTERMÉDIAIRES	PRODUCTEURS
Lomé.	4.312	4.212
Anécho.	4.246	4.121

ART. 2. — Le commandant de cercle d'Anécho fixera les prix dans les autres centres compte tenu des transports routiers à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes, subdivisions et autres lieux publics.

Lomé, le 4 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Commune mixte

ARRETE N° 679 APA. du 4 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté local n° 474 APA. du 1^{er} septembre 1942 abrogeant et remplaçant les articles 1 à 37 inclus et modifiant les articles 118 et 119 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, modifié par l'arrêté n° 114 du 22 février 1933;

Vu l'arrêté général n° 1439 du 9 avril 1943 portant application au régime des communes-mixtes de l'Afrique occidentale française et du Togo des dispositions de l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la reprise du fonctionnement des assemblées élues;

Vu la lettre-avion n° 169/AP-A du 28 septembre 1943 du haut-commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1^{er} et 3 de l'arrêté local n° 474 A. P. A. du 1^{er} septembre 1942 susvisé, modifiant le régime des communes-mixtes au Togo, cessent d'être en vigueur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Remises sur produit de l'impôt

N° 731 F. — Par décision de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

7 décembre 1943. — Le taux des remises à allouer aux chefs indigènes sur le produit de l'impôt ainsi qu'il a été prévu par l'article 5 de l'arrêté du 13 janvier 1937 est fixé à 5% pour l'année 1943.

Véhicules automobiles

ADDITIF à la décision n° 604 T. P. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.

3^e paragraphe — Véhicules indispensables aux services des administrations publiques.

Tous les véhicules appartenant à l'administration et

Ajouter : 1358 chevrolet (5 places) Jules Caron.

5^e paragraphe — Véhicules des planteurs (vie économique).

Ajouter : 1299 Renault (4 places) Félicio de Souza,

des missions (ordre public).

Ajouter : 1039 International (0 T, 800) Mgr. J. Strebler.

Le reste sans changement.

Santé publique

MODIFICATIF à l'arrêté n° 453 F. du 23 août 1943 relatif aux frais d'hospitalisation et traitements dans les formations sanitaires du territoire.

Au lieu de :

ART. 3. —

Les examens pratiqués dans le service des Laboratoires de Chimie et de Bactériologie du Togo au profit des particuliers non fonctionnaires et des fonctionnaires et agents civils, militaires et marins non hospitalisés donnent lieu à un remboursement fixé d'après les tarifs A et B.

Lire :

ART. 3. —

Les examens pratiqués dans les Laboratoires de Chimie et de Bactériologie du Togo pour des particuliers non fonctionnaires donnent lieu à un remboursement fixé d'après les tarifs A et B.

Les examens chimiques et bactériologiques demandés par un médecin traitant pour les fonctionnaires et agents civils, militaires et marins sont exonérés de remboursement.

Les examens faits à titre privé, à la demande directe des intéressés, donneront lieu aux remboursements fixés par les tarifs A et B.

Le reste sans changement.

Les sommes indûment perçues depuis le 1^{er} septembre 1943 seront remboursées sur demande des intéressés.

(Approuvé en conseil d'administration le 30 novembre 1943.)

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Réintégration

Par arrêté du commissaire aux colonies, du 19 octobre 1943, M. Charles Gaudonville, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, ayant subi un préjudice de carrière depuis le 16 juin 1940, est réintégré dans ses grade, fonctions, droits et situation dans les conditions déterminées par l'article 6 de l'ordonnance du 4 juillet 1943.

ACTES DU HAUT COMMISSARIAT

Personnel — Santé publique

N° 3926 s. p. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

13 novembre 1943. — Sont déclarées aptes au grade de sage-femme auxiliaire principale de l'A. M. I. de l'A. O. F. :

Mme. Maboudou Victorine avec la mention passable,

Mme Amorin (née Tévi Marie) avec la mention passable.

Nominations — Affectations

N° 4028 p. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

25 novembre 1943. — Les élèves diplômés de l'école William Ponty dont les noms suivent sont nommés en qualité de surnuméraires dans les cadres ci-après pour compter du jour de leur prise de service ou de leur mise en route à destination de leur colonie d'affectation :

5° *Commis des services financiers*
(cadre commun secondaire)

M. Savi de Tové Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nomination**

Par décision n° 717 p. du :

26 novembre 1943. — M. Derros André, instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain, arrivé au territoire le 24 novembre 1943, est nommé chef du secteur scolaire Sokodé-Mango.

Sa résidence est fixée à Sokodé.

Mutations

Par décision n° 712 p. du :

25 novembre 1943. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel européen du territoire :

M. Dantec Xavier, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils des colonies, en service à Mango, est nommé adjoint au commandant de cercle du centre en remplacement de M. Da Costa Soarès Jérôme, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, nommé adjoint au commandant de cercle et président du tribunal de 1^{er} degré de Lomé.

M. Maillet Jean, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, adjoint au commandant de cercle de Lomé et chef des subdivisions de Lomé et Tsévié est nommé chef de la subdivision de Tsévié.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M.M. Dantec — Da Costa Soarès et Maillet.

M. Barma, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils des colonies, chef de subdivision de Dapango est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, d'assurer provisoirement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré de Mango en remplacement de M. Dantec, appelé à d'autres fonctions.

PERSONNEL INDIGÈNE**Rétrogradation**

Par arrêté n° 636 p. du :

24 novembre 1943. — Le commis d'administration de 3^e classe Ajavon Adolphe, en service à Anécho, est rétrogradé à la 4^e classe de son grade pour s'être départi de la voie hiérarchique en formulant une réclamation injustifiée et mauvaise manière habituelle de servir.

Retraite

Par arrêté n° 649 p. du :

29 novembre 1943. — M. Vieyra Marcellin, chef de station de 3^e classe du cadre local des C. F. T. est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite proportionnelle pour compter du premier mars 1944.

Agents auxiliaires**Augmentation de salaire**

Par décision n° 727 p. du :

4 décembre 1943. — Le salaire mensuel global de Mademoiselle Verheyde Raymonde, en religion Sœur Marie-Immaculée, sage-femme diplômée de l'Etat, directrice de la maternité de Vogan (cercle d'Anécho), est porté à Deux mille cinq cents francs (2.500 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, pour compter du premier janvier 1944.

Forces de Police**Licenciements — Nominations**

Par arrêté n° 637 B. M. du :

24 novembre 1943. — Sont licenciés pour mauvaise manière habituelle de servir et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire à compter du 1^{er} novembre 1943 :

Apekey Arnold, milicien de 2^e classe Mle M/262 B T,

Dagnitche Paul, milicien de 2^e cl. Mle M/767 A D,
Nassi, milicien de 2^e classe Mle M/680 A D.

Sont engagés pour un an les stagiaires dont les noms suivent :

Comme caporal

pour compter du 1^{er} décembre 1943

Faré Kpandja, caporal stagiaire Mle M/800 B T,
Kota Benoît, caporal stagiaire Mle M/817 B T.

Comme milicien de 2^e classe

pour compter du 1^{er} décembre 1943

Gnandé Touwaré, stagiaire catégorie B. Mle M/787 B T,

Sansani, stagiaire cat. B. Mle M/798 B T,
Kissao Tchapo, stagiaire cat. B. Mle M/799 B T,
Ghati Nabine, stagiaire cat. B. Mle M/801 B T,
Koffi Katounké, stagiaire cat. B. Mle M/803 BT,
Salifou Woroutou, stagiaire cat. B. Mle M/805 BT,
Gbandy Yandé, stagiaire cat. B. Mle M/807 B T,
Botouyi Batcho, stagiaire cat. B. Mle M/808 BT,
Yao Drou, stagiaire cat. B. Mle M/809 BT,
N'Gouwi Koutoundi, stagiaire cat. B. Mle M/812 B T,

Badji Nakpane, stagiaire cat. B. Mle M/814 BT,
Ounoni Gnandé, stagiaire cat. B. Mle M/815 BT,

Bassan Kpabou, stagiaire cat. B. Mle M/816 BT.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS

Agents postaux

Par décision n° 718 T. P. du :

26 novembre 1943. — Sont nommés agents postaux :

1^{er} — *Bureau-gare d'Assahoun* — pour compter du 1^{er} novembre 1943, le facteur-enregistreur de 4^e classe Bedjean Simon;

2^o — *Bureau-gare de Pagala* — pour compter du 1^{er} novembre 1943, le facteur-enregistreur de 4^e classe Obaguidi Pascal.

3^o — *Bureau-gare de Blitta* — pour compter du 1^{er} novembre 1943, le chef de station de 4^e classe Ajavon Ernest.

Les décisions n° 797 du 23 novembre 1939 et 802 du 11 novembre 1941 sont rapportées en ce qui concerne les nominations des facteurs auxiliaires Amoussou Boniface, Bédjean Simon et du facteur-enregistreur Ajavon René comme agents postaux à Blitta, Pagala et Assahoun.

Bureau antiacridien

Par décision n° 716 AGRO. du :

26 novembre 1943. — M. Pierron, ingénieur de 1^{re} classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies, chef du service de l'agriculture p. i., est nommé chef du bureau antiacridien

M. Pierron assurera cette fonction cumulativement avec celles ayant trait à la direction de la section antiacridienne du territoire.

Ecoles du Gouvernement général

N° 4039 IP. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

25 novembre 1943. — Un prix de Cinq cents francs est attribué sous forme de livret de caisse d'épargne, à chacun des élèves ci-dessous qui se sont classés premiers aux examens de sortie des écoles du Gouvernement général :

Ecole de Médecine : a) Section médecine : Sanvee David : Togo.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 714 T. P. du :

26 novembre 1943. — Sont reçus aux examens de fin d'études et diplômés de l'école professionnelle de Sokodé, les élèves de 4^e année ci-dessous désignés, par ordre de mérite :

- 1^{er} — Nassoma Omorou, section bois;
- 2^o — Messah Foli, section fer;
- 3^o — Nawanou Komna, section fer;
- 4^o — Kokou Saya, section bois;
- 5^o — Issaka Alidou, section fer;
- 6^o — Amidou Kadiri, section fer.

Par décision n° 715 T. P. du :

26 novembre 1943. — Sont admis, comme élèves de 1^{re} année à l'école professionnelle de Sokodé, les candidats dont les noms suivent :

Birregah Esso, de l'école régionale de Sokodé,
Gbatl Charles, de l'école régionale de Sokodé,

Bagna Yaovi, de l'école régionale de Sokodé,
Ali Tayrou, de l'école régionale de Sokodé,
Moumouni Mamah, de l'école régionale de Sokodé,
Malam Léon, de l'école régionale de Sokodé,
Combaté Consatiga, de l'école régionale de Mango,
Laré Doudjega, de l'école régionale de Mango,
Douti Moghabi, de l'école régionale de Mango,
Koloni Douti, de l'école régionale de Mango,
Mori Komaté Aboubo, de l'école régionale de Mango,
Bakadé Jean, de l'école régionale de Palimé,
Toukpedji Christien, de l'école régionale de Palimé,
Abotsi Augustin, de l'école régionale de Palimé.

Par décision n° 723 T. P. du :

29 novembre 1943. — La date des vacances pour l'année scolaire 1943 à l'école professionnelle de Sokodé fixée par décision n° 586 T. P. du 23 septembre 1943 est reportée du 5 décembre 1943 au 7 février 1944.

Justice indigène

Par arrêté n° 646 A. P. A. du :

28 novembre 1943. — Le médecin-lieutenant Roigt est nommé assesseur européen près le tribunal criminel de Mango, en remplacement du Lieutenant d'Infanterie coloniale Fagalde.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 643 A. P. A. du :

27 novembre 1943. — Le paragraphe 2 de l'arrêté n° 576/A. P. A. du 4 novembre 1943 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le nommé Houénoudo Moussoubessi est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision d'Atakpamé (cercle d'Atakpamé) jusqu'au 14 décembre 1949, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 647 A. P. A. du :

28 novembre 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Gueli Tchakpa dit Miefo, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 35 ans environ, né à Doufouli (cercle d'Atakpamé) fils de feu Tchakpa et de feu Matiessi, de race et coutume anigan, domicilié à Doufouli, cultivateur, condamné à dix ans de prison pour meurtre par empoisonnement par jugement n° 3 du 4 mai 1937 du tribunal criminel du cercle d'Atakpamé.

Le nommé Gueli Tchakpa dit Miefo est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Tsévié (cercle de Lomé), jusqu'au 1^{er} mars 1947, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 680 A. P. A. du :

4 décembre 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Mensah Amakoé Angélo, détenu à la prison de Lomé, âgé de 26 ans environ, né à Lomé vers 1916, fils de Bernard Mensah et de Christine Koulé Adamah, marié sans enfant, tailleur, domicilié à Lomé, condamné par jugement en date du 27 mai 1942 du tribunal correctionnel de Lomé à deux ans de prison, trois cents francs d'amende et deux ans d'interdiction de séjour pour recel.

Le nommé Mensah Amakoé Angélo est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho jusqu'au 5 mai 1946, date d'expiration de sa peine d'interdiction de séjour.

Patentes — Licences

Par décision n° 730 CD. du :

7 décembre 1943. — Sont désignés comme membres des commissions des patentes et licences pour l'année 1944 :

CERCLE DE LOMÉ*Subdivision de Lomé :*

M.M. Trosselly, agent de la S. C. O. A.
Siaut, agent de la S. G. G. G.
Ayivor Charles, commerçant.

Subdivision de Tsévié :

M.M. Fiawoo Sam, revendeur en boutique.
Figah Joseph, revendeur en boutique.

CERCLE D'ANÉCHO

M.M. Jonquet, commerçant.
Parbot, commerçant.
De Campos Boniface, commerçant.

CERCLE DU CENTRE*Subdivision d'Atakpamé :*

M.M. Rodier, agent de la S. O. C. A. F. A.
Moindrot, agent de la S. G. G. G.
Seddoh Aloys, commerçant.

Subdivision de Kluto :

M.M. Hadjopoulos, commerçant.
Dagbovie Peter, agent de l'U. A. C.
Amaizo Adolphe, agent de la Cie. F. A. O.

CERCLE DE SOKODÉ*Subdivision de Sokodé — Lama-Kara et Bassari :*

M.M. Azemard, agent de la S. G. G. G.
Amorin Alfred, agent de la S. C. O. A.
Ajavon Anthon, agent de l'U. A. C.

CERCLE DE SANSANNE MANGO

M.M. Sermizoni Paolo, commerçant.
Giffa Bernard, commerçant.
Missi Aoua, commerçant.

Remises gracieuses

Par arrêté n° 654 c. n. du :

30 novembre 1943 — Sont accordées les remises gracieuses ci-après :

EXERCICE 1943**TRÉSOR**

Rôle N° 52 art. 126 Mgr. Cessou
Rôle N° 52 art. 133 R. P. Riebstein
Rôle N° 52 art. 127 R. P. Girard
Rôle N° 52 art. 128 R. P. Hickenbick
Rôle N° 52 art. 131 R. F. Maurer
Rôle N° 52 art. 129 R. P. Kœltz
Rôle N° 52 art. 132 R. P. Riegert
Rôle N° 52 art. 130 R. P. Moulin
Rôle N° 52 art. 125 R. F. Bato
Rôle N° 52 art. 134 R. F. Zosso

IMPÔT PERSONNEL (TAXE FIXE)	RACHAT-DES PRESTATIONS	TOTAL
Frs.	Frs.	Frs.
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
2.500,—	400,—	2.900,—

Le Trésorier-payeur est autorisé à porter ces remises gracieuses en réduction de ses prises en charge.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 645 A. E. du :

27 novembre 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des cotisations de la société indigène de prévoyance de Lomé pour le deuxième semestre 1943 arrêté à la somme de : Deux cent vingt francs (220 frs.).

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 661 DOM. du :

30 novembre 1943. — L'arrêté n° 193 du 18 avril 1941 accordant un permis d'occupation provisoire du lot n° 61 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara au sieur Conrad Dékpo, est résilié sur demande de l'occupant.

Par arrêté n° 662 DOM. du :

30 novembre 1943. — Les lots ci-après désignés compris dans le lotissement du quartier d'Ahanoukopé à Lomé, sont respectivement attribués définitivement aux sieurs : Fumey Gabriel (lot n° 112), Hans Akakpo (lot n° 50), Améga-Frank-John (lot n° 60), Amégnizin Faustin (lot n° 73), Lawson Bernardin (lot n° 103), aux charges et conditions stipulées dans le cahier des charges spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs par lot.

Par décision n° 728 DOM. du :

6 décembre 1943. — Le nommé Joseph Nassif, commerçant demeurant à Nuatja, est autorisé à occuper temporairement à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial situé à Nuatja, d'une superficie de six ares vingt cinq centiares.

Ce permis d'occupation temporaire est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

ARRETES MUNICIPAUX

Commune Mixte de Lomé

Sont approuvés par l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, les arrêtés municipaux pris par l'administrateur-maire de Lomé :

Arrêté n° 7 du :

3 décembre 1943. — Le taux de la taxe journalière de l'encombrement de la voie publique, fixé à 0 fr.50 par arrêté municipal n° 10 du 23 décembre 1934 est porté à 1 franc.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 8 du :

3 décembre 1943. — Le taux de taxe journalière d'encombrement des marchés de la ville de Lomé, fixé à 4 francs par arrêté municipal n° 3 du 24 février 1943, est porté à 5 francs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 9 du :

3 décembre 1943. — Le taux de la taxe journalière de stationnement des véhicules sur la voie publique, fixé à 3 francs par arrêté municipal n° 11 du 23 décembre 1934, est porté à 10 francs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 10 du :

3 décembre 1943. — Le prix de l'abonnement au service public de l'enlèvement des vidanges est fixé à 30 francs par mois et par récipiendaire pour les particuliers et les services publics.

Le tarif du vidage des puisards ou de fosses septiques est fixé à 200 francs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 11 du :

3 décembre 1943. — Le taux de la taxe de légalisation des signatures ou d'affirmation de pièce quelconque est fixé à 5 francs par expédition.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 12 du :

3 décembre 1943. — Le taux de la taxe sur l'expédition des actes administratifs et des actes de l'Etat civil, fixé par arrêté municipal n° 8 du 23 décembre 1934, est modifié comme suit :

1° — expédition d'actes d'état civil (européens et indigènes) — actes ou bulletins de naissance, de reconnaissance de décès, de publication de mariage, par expédition = 5 francs,

actes de mariage, d'adoption ou transcription de jugement, par expédition = 5 francs;

2° — tous autres actes administratifs ou autorisations écrites quelconques, par expédition . . . = 10 frs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Arrêté n° 13 du :

3 décembre 1943. — Le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et autres sur le territoire communal fixé par arrêté municipal n° 12 du 23 décembre 1934, est modifié comme suit :

2% de la valeur locative des immeubles bâtis;

0, 10% de la valeur vénale des immeubles non bâtis.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de Concours

Ecole coloniale

Par arrêté du commissaire aux colonies du 15 novembre 1943, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920 et les actes modificatifs subséquents, concernant l'admission au stage de l'école coloniale des adjoints principaux et adjoints des services civils et commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu les 3 et 4 avril 1944.

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente cinq.

Les demandes devront être formulées et parvenir au chef-lieu avant le 1^{er} janvier 1944, terme de rigueur.

AVIS

relatif à la situation et au blocage des avoirs
en or et des avoirs à l'étranger
ou en devises étrangères

Le directeur des finances chargé de l'office colonial des changes, attire l'attention du public sur les dispositions de l'ordonnance du Comité français de la Libération nationale en date du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

Il rappelle que sont tenus d'en faire la déclaration avant le 31 décembre 1943, les possesseurs ou détenteurs quel que soit le lieu de détention :

1° — de matières d'or;

2° — de devises étrangères;

3° — de valeurs mobilières étrangères;

4° — de tous autres biens mobiliers ou immobiliers possédés à l'étranger chaque fois que ces avoirs représentent pour une même personne, une valeur de plus de 20.000 francs.

Ces dispositions sont applicables :

aux personnes physiques ayant leur résidence en territoire algérien ou dans l'un des territoires relevant du commissariat aux colonies.

aux personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements dans l'un des mêmes territoires.

L'ordonnance et les textes d'application sont publiés au *Journal officiel* de l'A. O. F. dans le numéro du 20 novembre 1943 pages 905 et suivantes.

Les intéressés sont invités à se référer à ces textes en vue d'être informés des modalités de la réglementation.

Les déclarations devront être adressées le 31 décembre 1943 au plus tard à la direction des finances de l'A. O. F. à Dakar, office colonial des changes, ou être remises pour transmission à une agence de la B. A. O.

A compter de la date de promulgation de l'ordonnance du 5 octobre 1943, il est fait défense aux possesseurs et détenteurs des avoirs définis plus haut, de procéder sans autorisation de l'office des changes à aucun acte de disposition, ni à aucun acte ayant pour effet de modifier la consistance des avoirs ou de réduire les droits que leur propriétaire possède.

Les opérations sur les matières d'or restent soumises aux règlements en vigueur.

Le commissaire aux finances précise que les bijoux en or travaillé ne sont pas soumis à la déclaration.

AVIS**Aux importateurs et aux exportateurs
de marchandises en provenance ou à destination
des pays étrangers**

1. — Les demandes de licence d'importation concernant des marchandises originaires des pays neutres énumérés ci-après devront être soumises aux Offices du commerce extérieur de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Afrique occidentale française ou du Maroc accompagnées d'un « certificat d'origine et d'intérêt » délivré par la délégation du Comité français de la Libération nationale (services commerciaux ou postes consulaires) du lieu d'origine de la marchandise.

2. — Les demandes de licence d'exportation concernant des marchandises à destination des pays neutres énumérés sur la liste ci-après devront être soumises aux Offices du commerce extérieur de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Afrique occidentale française ou du Maroc, accompagnées, d'une déclaration d'ultime destination souscrite devant le représentant du Comité français de la Libération nationale (services commerciaux ou postes consulaires) du lieu de destination de la marchandise et authentifiée par lui.

3. — A défaut d'un représentant du Comité français de la Libération nationale au lieu d'origine ou de destination de la marchandise, les certificats d'origine et d'intérêt délivrés, et les engagements d'ultime destination authentifiés par les consuls britanniques pourront être admis.

4. — Ces dispositions seront applicables immédiatement.

Annexe I**LISTES DES PAYS NEUTRES****AUXQUELS S'APPLIQUENT LES DISPOSITIONS CI-DESSUS**

Espagne et possessions (y compris la zone sous contrôle espagnol du Maroc);

Libéria;

Liechtenstein;

Portugal et possessions;

Suède;

Suisse;

Tanger, zone internationale;

Turquie.

Annexe II**MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET D'INTÉRÊT**

Je soussigné Délégué du Comité français de la Libération nationale à certifie que (nom et profession de la personne qui demande le certificat), résidant à a déclaré devant moi que les marchandises désignées ci-après, consignées à (nom et profession du consignataire, (résidant à n'ont pas été produites ou manufacturées sur le sol ennemi ou occupé par l'ennemi, qu'aucune personne avec laquelle le commerce est prohibé par les lois et règlements en vigueur ne possède un intérêt quelconque dans lesdites marchandises et que la personne qui demande le présent certificat a fait preuve, devant moi, de ce qui précède par le moyen de documents dignes de foi.

Le présent certificat ne doit pas être considéré comme une garantie absolue de l'origine desdites marchandises qui demeurent passibles de saisie s'il est prouvé par l'examen des autorités françaises compétentes que ces marchandises sont d'origine ennemie.

Numéro et description des colis	Marques et numéros	Poids ou quantité	Valeur totale	Contenu	Nom du producteur ou fabricant

Il n'entre dans l'élaboration des marchandises ci-dessus qu'une participation de produits ou de main-d'œuvre ennemi n'excédant pas % de leur prix de revient à l'industriel qui les a fabriqués.

La validité du présent certificat est de à partir de la date de la signature.

Signature du déclarant Signature du Délégué,

Délégation du Comité français de la Libération nationale à

le
Timbre de la Délégation.

Annexe III**MODÈLE DE DÉCLARATION D'ULTIME DESTINATION**

Je soussigné (nom, profession et adresse du déclarant) dans le but d'obtenir une licence permettant l'importation des marchandises énumérées au verso, déclare que :

1^o — Aucune part ni aucun produit desdites marchandises ne sera exporté directement ou indirectement, à destination de quelque contrée que ce soit, sans l'autorisation préalable du Délégué du Comité français de la Libération nationale qui a reçu la présente déclaration;

2^o — A l'exception de la vente aux détaillants dans le cadre du commerce intérieur normal, aucune part ni aucun produit desdites marchandises ne sera vendu dans ce pays sans l'autorisation du Délégué du Comité français de la Libération nationale qui a reçu la présente déclaration;

3^o — Aucune part ni aucun produit de marchandise similaire à celle faisant l'objet de la présente déclaration, prélevée sur des stocks existants, ne sera exportée, comme conséquence de la présente importation, à destination de quelque pays que ce soit.

Je m'engage en outre à fournir au Délégué du Comité français de la Libération nationale qui a reçu la présente déclaration, toutes explications et tous documents qui pourraient m'être demandés, concernant la distribution et l'utilisation de ladite marchandise.

Le
Signature du déclarant,

AUTHENTIFIÉE par moi

Délégué du Comité français de la Libération nationale à

Signature du Délégué,

Timbre de la délégation.

Nom et adresse de l'expéditeur ou du vendeur :

.
.

Nom et adresse du destinataire ou de l'acheteur :

Nombre, quantité et valeur des marchandises :

Moyen de transport et lieu de passage en douane :

Nom de la Compagnie assurant les marchandises s'il y a lieu :

Noms et adresses des intermédiaires éventuels : Compagnie de navigation, commissionnaires, transitaires, etc. (préciser le nom du navire et la date de départ si le transport doit être effectué par mer) :

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1273, déposée le 6 novembre 1943 le sieur Joseph Sydney Aryee Hyde profession de commerçant, demeurant et domicilié à Keta (Gold-Coast), agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle sur lequel se trouve une construction en brique d'argile couverte en tôles ondulées, d'une contenance totale de 5 arés 81 centiares situé à Lomé, rue du Dahomey, cercle de Lomé, borné à l'est par terrain à Sylvanus Olympio, au sud par terrains à Justin de Medeiros et Babayi, à l'ouest par Félicio de Souza, au nord par la rue du Dahomey.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou chargés réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.

Etude de Maître R. VIALE, Avocat-défenseur à LOMÉ

« Jonquet et Prades »

Société à responsabilité limitée

au capital de 900.000 Frs

De l'acte constitutif sous seing privé de la Société à responsabilité limitée « JONQUET et PRADES », en date du 29 Novembre 1943, dont deux originaux ont été déposés le 13 Décembre 1943, au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé, il est extrait et publié ce qui suit, conformément au décret du 15 Décembre 1928, modifié par le décret du 20 Juillet 1939, relatif à la publicité des sociétés :

ARTICLE PREMIER. — Il est formé par les présentes, entre M. Georges JONQUET et M. Paul PRADES, seuls associés, une société à responsabilité limitée, conformément au décret du 15 Décembre 1928, modifié par décret du 20 Juillet 1939.

Aucun des associés ne sera tenu au delà de sa mise sociale ci-après indiquée.

ART. 2. — Cette société a pour objet toutes opérations commerciales, d'achat et de vente, d'importation et d'exportation, en tous pays, de tous produits, marchandises et objets de toutes natures et de toutes provenances.

Généralement toutes opérations commerciales et industrielles, immobilières, mobilières et financières se rattachant, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus spécifiés, ou à tous objets similaires ou connexes.

ART. 3. — Le Siège social de la Société sera à ANECHO (Togo). Il pourra être transféré dans toute autre localité, du Togo ou des Colonies voisines, par décision des associés

ART. 4. — La durée de la société est de dix années, à compter du premier Janvier mil neuf cent quarante quatre.

ART. 5. — La dénomination de la société sera « JONQUET et PRADES », Société à responsabilité limitée, au capital de 900.000 francs.

La signature sociale appartiendra au gérant ou aux gérants de la société.

ART. 6. — Le capital social est fixé à la somme de Neuf cent mille francs, composée :

A — De l'apport effectué par M.M. Georges JONQUET et Paul PRADES de Cinq cent soixante dix-huit mille francs en nature, consistant en du matériel automobile leur appartenant à tous deux, indivisément et par parts égales;

B — De l'apport en espèces effectué par M. Georges JONQUET de Cent soixante et un mille francs;

C — De l'apport en espèces effectué par M. Paul PRADES de cent soixante et un mille francs;

L'ensemble de ces éléments d'actifs, s'élevant à Neuf cent mille francs, forme le capital social qui sera représenté par Neuf cents parts d'actions de chacune Mille francs

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de nouvelles parts en vertu d'une décision des associés.

Le capital social peut également être réduit soit, par la suppression de parts sociales, soit par la réduction de la valeur nominale des parts dans la limite fixée par l'article 6 du décret du 15 Décembre 1928.

ART. 7. — La société à responsabilité limitée présentement constituée sera gérée et administrée par un ou plusieurs mandataires, associé ou non associé, salarié ou gratuit.

La société étant composée actuellement de deux associés seulement, ceux-ci, (M. Georges JONQUET, commerçant, demeurant à ANECHO et M. Paul PRADES, commerçant, demeurant à LOMÉ,) décident d'exercer tous les deux également, pour une durée illimitée, la gérance de la Société.

ART. 8. — Le ou les gérants auront tous les pouvoirs nécessaires pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans aucune exception ni réserve. Ils auront seuls la signature sociale.

ART. 9. — Sur les bénéfices annuels, il sera fait un prélèvement d'un vingtième qui sera affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cessera d'être opéré lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social

ART. 10. — Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait des présentes.

Pour extrait,

SIGNÉ : R. VIALE.